



4e Conférence internationale sur les Canadiens, les Chinois et les Africains
Urbanisation durable

Densité, diversité et mobilité: La ville à l'ère des risques en cascade

Montréal Canada
Conférence en ligne

**COMPTE RENDU DE LA
CONFÉRENCE
Décembre 2022**

ICCCASU IV - Montréal, Canada

4e Conférence internationale sur l'urbanisation durable
canadienne, chinoise et africaine

Densité, diversité et mobilité:
La ville à l'ère des risques en cascade



COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE **Décembre 2022**

Conseil international sur l'urbanisation durable canadienne, chinoise et africaine (ICCCASU)

© ICCCASU, 2022

ICCCASU

4^{ème} Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique
4th International Conference on Canadian, Chinese, and African Sustainable Urbanization

Densité, diversité et mobilité
les villes à l'ère des risques aggravés

Density, Diversity, and Mobility
The City in an Era of Cascading Risks

集聚、多元与流动：连锁危机下的城市反思与发展

+

Juillet / July 27 - août / August 1, 2021

MONTREAL, CANADA

IN-PERSON & ONLINE

45°30'32"N 73°33'42"W



LIVABLE CITIES 2021
ICCCASU

UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE



McGill

Université
de Montréal



uOttawa



Carleton
UNIVERSITY

www.icccasu2021.org

Table des matières

Avant-propos du rédacteur en chef	vi
Conférenciers invités de la cérémonie d'ouverture	x
Conférenciers invités de la première session principale.....	xx
Conférenciers invités de la deuxième session principale	xxiv
APERÇU	2
Cérémonie d'ouverture	5
Première séance d'ouverture	8
Deuxième séance d'ouverture	10
Résumé des panels.....	12
RAPPORT SUR LES PANELS	37
Première séance d'ouverture	39
Deuxième séance d'ouverture	45
Conclusion	94
annexe.....	98
Remarques sur la cérémonie d'ouverture	98
Première séance plénière	103
Deuxième séance d'ouverture	123
Nouvelles sur ICCASU 4 tenu à Montréal	134

Avant-propos du rédacteur en chef

Au nom du comité organisateur de l'ICCCASU, c'est un honneur pour moi de présenter ce rapport final de la quatrième édition de la Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU4) sous le thème « Densité, diversité et mobilité : La ville à l'ère des risques en cascade.

La quatrième conférence, financée par le CRSH, s'est tenue virtuellement avec succès à Montréal, au Canada, du 28 au 31 juillet 2021. La conférence a été organisée en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), l'Université McGill, l'Université de Ottawa et l'Université Carleton, et géré par le secrétariat de l'ICCCASU. ICCCASU4 a marqué une étape importante en tant que première d'une deuxième rotation de conférences organisées entre les trois régions d'intérêt. De plus, ICCCASU4 était la seule conférence parrainée par l'ONU au Canada à réexaminer les villes dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et a attiré des participants de 40 pays différents et de divers horizons et domaines d'expertise, y compris des politiciens, des décideurs, des universitaires,

des praticiens, et plus (www.icccasu2021.org). ICCCASU4 a examiné les opportunités et les défis de l'urbanisation durable et son impact sur l'économie urbaine, la société et l'environnement, en particulier en ce qui concerne nos populations les plus vulnérables dans une ère post-pandémique. Au cours de la conférence de quatre jours, les participants ont engagé des discussions sur les thèmes suivants : a) apprendre et se préparer aux crises sanitaires dans les villes ; b) préparation et gestion du COVID-19 et du changement climatique dans les villes ; c) construire des villes plus résilientes dans le monde entier ; d) gestion des risques urbains ; et e) vie privée, surveillance, sécurité, gouvernance et bien-être collectif. Les présentations ont suscité des débats animés et des discussions constructives. Les présentations des délégués ont été faites sous forme de discours liminaires, de panels et de tables rondes. Les participants ont particulièrement apprécié les six remarquables discours d'ouverture prononcés par des experts et universitaires de renommée mondiale. Il est important de souligner que nous sommes très heureux d'accueillir des experts d'Amérique latine et des Caraïbes à cette conférence et d'apprendre



de leurs expériences dynamiques et uniques en matière d'urbanisation. Nous poursuivrons nos efforts pour inclure davantage de régions dans les futurs dialogues de l'ICCCASU.

Après quatre jours de discussions et de présentations passionnantes, ICCCASU4 s'est terminée le 31 juillet 2021. Malgré les défis sans précédent de COVID-19, la conférence a été un succès retentissant, grâce à nos participants.

Nous tenons à exprimer nos plus sincères remerciements aux innombrables personnes, autorités et institutions qui ont rendu l'ICCCASU4 possible. Nous sommes très reconnaissants du partenariat entre ONU-Habitat, l'Université McGill, l'Université d'Ottawa et l'Université Carleton, qui apporte un pouvoir de mobilisation important, des orientations normatives et une expertise dans ce domaine. De plus, cet événement n'aurait pas été possible sans le soutien indéfectible de l'Université d'Ottawa, siège du secrétariat permanent de l'ICCCASU, et l'implication et l'engagement personnels et continus du comité organisateur de l'ICCCASU. Nous exprimons également notre gratitude aux nombreuses institutions dont les logos apparaissent sur le site Web de l'ICCCASU. Il est absolument crucial que nous reconnaissions nos nombreux bénévoles ici au Canada ainsi qu'en Chine, en Afrique et dans d'autres régions du monde. En effet, l'équipe internationale d'e-castle est composée de bénévoles dévoués. Nous sommes extrêmement fiers de notre équipe, surtout à

la lumière des défis considérables que l'équipe a relevés et des lourdes charges de travail que tant de personnes ont dû gérer pour faire de cette conférence un succès. Ils ont apporté leur temps, leur sagesse et leur expérience pour amener l'ICCCASU à ce stade.

Un merci spécial à nos distingués invités pour leurs remarques d'ouverture et leur participation aux dialogues et aux présentations principales. Je sais que vous avez tous des horaires parfaitement ciblés. Votre présence a ajouté une valeur énorme à la forme décontractée. De même, à chacun des panélistes, locaux et internationaux, pour leurs intérêts et leur volonté de participer à un moment aussi difficile.

Ce rapport est finalisé au moment où le COVID-19 touche à sa fin après 3 ans de galère. L'ère de la pandémie appelle une plus grande attention à l'essence de la planification et du développement des paysages d'établissements humains avec la santé publique et le bien-être des personnes au centre pour construire des villes inclusives et durables, y compris la viabilité financière. Par conséquent, nous avons le plaisir de vous inviter à l'ICCCASU5 à Nairobi, au Kenya, en personne ou virtuellement, en juin 2023, dont le thème principal sera directement lié au "Financement des villes africaines".

Dr Huhua Cao

Éditeur en chef
Co-président de l'ICCCASU
Professeur titulaire
Université d'Ottawa, Canada



ÉQUIPE DE DIRECTION DE ICCCASU IV

Co-présidents :

- Rafael Tuts, ONU-Habitat, Kenya
- Huhua Cao, Université d'Ottawa, Canada

Vice-présidents:

- Rong Yang, ONU-Habitat, Kenya
- Benjamin Gianni, Université Carleton, Canada
- David Covo, Université McGill, Canada
- Brahima Thioub, Université Cheick Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Peter Guo-hua Fu, KFS Architects, Chine/Canada

Anciens Vice-Présidents :

- Allan Cain, Atelier de développement, Angola
- John Zacharias, Université de Pékin, Chine

Coordonnateurs généraux :

- David Covo, Université McGill, Canada
- Tonton Mundele, Affaires mondiales Canada, Canada
- Claude Ngomsi, ONU-Habitat, Kenya

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Éditeur en chef:

Huhua Cao

Éditeur principal :

Tonton Mundele Beya Wa Beya

Co-éditeurs :

Navid Mashhadi Moghaddam

Traduction et polissage :

Yupeng Chen
Jean Mackenson
Bithja Tiendrebeogo

Conception graphique et mise en forme :

Navid Mashhadi Moghaddam
Haotian Guan



BIOGRAPHIE



BIOGRAPHIE

Conférenciers invités de la cérémonie d'ouverture

ICCCASU

4th International Conference on Canadian, Chinese, and African Sustainable Urbanization
4^{ème} Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique

Density, Diversity, and Mobility: The City in an Era of Cascading Risks Densité, diversité et mobilité: les villes à l'ère des risques aggravés

28 - 31 July/juillet, 2021

Montreal/ Montréal, Canada (virtual/virtuel)

English and French/Anglais et français

Coordinators/Coordonnateurs: David Covo, McGill University & Tonton Mundele, Global Affairs Canada

FREE

Webinar

Opening Ceremony/ Cérémonie d'ouverture
28 July/juillet, 2021, 8:00 - 9:30 AM ET

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_Vw2oq8mJSTmMhGWgaFGoiw



MC:
Claude Ngomsî
UN-Habitat,
Kenya



MC:
Luisa Gomez
University of Ottawa,
Canada

Special Guests/ Invités d'honneur



Maimunah Mohd Sharif
Executive Director,
UN-Habitat



Hon. Yuen Pau Woo
Senator,
Canada



Hon. Claver Gatete
Minister of
Infrastructure of
Rwanda



Suzanne Fortier
Principal and Vice-
Chancellor, McGill
University, Canada



Jean Pierre Elong Mbassi
Secretary-General,
UCLG Africa,
Morocco



Peter Guo-hua Fu
President, KFS
Architects,
China/Canada; Professor
of Practice, Peter Guo-
hua Fu School of
Architecture,
McGill University,
Canada



Matti Siemiatycki
Director, School of Cities,
University of Toronto,
Canada



Huhua Cao
Co-president of
ICCCASU



Maimunah Mohd Sharif

Directeur exécutif, ONU-Habitat

Mme Maimunah Mohd Sharif (Malaisie) est la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), nommée au niveau de Secrétaire général adjoint par le Secrétaire général, à la suite d'une élection par l'Assemblée générale le 22 décembre 2017. Le 22 janvier 2018, Mme Sharif a pris ses fonctions au siège d'ONU-Habitat à Nairobi, au Kenya. Elle succède au Dr Joan Clos d'Espagne. Avant cette nomination, Mme Sharif était maire du conseil municipal de l'île de Penang, en Malaisie. En 2011, elle est devenue la première femme à être nommée présidente du conseil municipal de Seberang Perai. En tant que maire, elle a dirigé le conseil municipal de Seberang Perai pour réaliser sa vision d'un « lieu de travail, de vie, d'investissement et de loisirs plus propre, plus vert, plus sûr et plus sain ». Elle est une championne de la budgétisation et de la planification participatives sensibles au genre, intégrant les perspectives de genre dans le processus de gouvernance. Au cours de son mandat, le conseil municipal de Seberang Perai a été la première autorité locale à mettre en œuvre et à obtenir six certifications ISO de gestion basée sur la qualité. Mme Sharif a commencé sa carrière en tant qu'urbaniste au conseil municipal de l'île de Penang en 1985. En 2003, elle a été promue directrice de la planification et du développement, poste qu'elle a occupé jusqu'en novembre 2009. En tant que directrice, elle était responsable de la préparation de la structure et des plans locaux et a été directement impliqué dans la gestion du développement des projets et du paysage de la ville de Penang. Elle a également dirigé une équipe qui a planifié et mis en œuvre des projets de rénovation urbaine à George Town. En novembre 2009, en tant que directrice générale, Mme Sharif a créé George Town World Heritage Incorporated et a géré le site du patrimoine mondial de George Town, qui a été inscrit par l'UNESCO en juillet 2008. Née à Kuala Pilah, Negeri Sembilan, Malaisie, le 26 août 1961, Mme Sharif est titulaire d'un baccalauréat ès sciences avec distinction en études d'urbanisme de l'Institut des sciences et technologies de l'Université du Pays de Galles, au Royaume-Uni, et d'une maîtrise ès sciences en études d'urbanisme de l'Université des sciences de Malaisie. Elle a reçu plusieurs prix, dont « Planificateur de l'année 2014 » par l'Institut malaisien des planificateurs, le prix 2016 Global Human Settlements Outstanding Contribution Award lors d'Habitat III à Quito, pour sa contribution à la planification durable à Seberang Perai et de l'État de Penang. Gouvernement. Le 11 janvier 2018, elle a reçu un prix du Malaysia Book of Records la reconnaissant pour être la première femme asiatique à être nommée directrice exécutive d'ONU-Habitat.

Hon. Yuen Pau Woo

Sénateur, Canada



Nommé au Sénat du Canada en novembre 2016, l'honorable Yuen Pau Woo siège en tant qu'indépendant représentant la Colombie-Britannique. Il est le facilitateur du Groupe des sénateurs indépendants depuis 2017 et a été réélu pour un deuxième mandat de deux ans en décembre 2019. Le sénateur Woo travaille sur des questions de politique publique liées aux relations du Canada avec les pays asiatiques depuis plus de 30 ans. De 2005 à 2014, il a été président et chef de la direction de la Fondation Asie-Pacifique du Canada, où il continue d'être membre émérite de l'Asie de l'Est. Il est également chercheur principal à la Graduate School of Business de l'Université Simon Fraser et à la School of Public Policy and Global Affairs de l'Université de la Colombie-Britannique. Il est membre de la Commission trilatérale et membre du conseil d'administration de l'Académie de musique de Vancouver. Il siège également aux conseils consultatifs du Mosaic Institute, de la Canadian Ditchley Foundation et du York Centre for Asian Research. Le sénateur Woo a été membre des comités sénatorial permanents suivants : Affaires étrangères et Commerce international; Finances nationales ; l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles ; Sélection; et Règlement, procédure et droits du Parlement.



Hon. Claver Gatete

Ministre des infrastructures du Rwanda

Amb. Claver GATETE a été nommé ministre des Infrastructures le 6 avril 2018. Avant cette nomination, il était ministre des Finances et de la Planification économique depuis février 2013. Il avait auparavant été gouverneur de la Banque nationale du Rwanda (2011 à 2013) , ayant précédemment été sous-gouverneur. Amb. Gatete a également été ambassadeur du Rwanda au Royaume-Uni, en Irlande et en Islande de novembre 2005 à décembre 2009. Il est également actuellement membre du Conseil consultatif présidentiel. Avant cela, Amb. Claver Gatete a été successivement Secrétaire Général et Secrétaire au Trésor au Ministère des Finances et de la Planification Economique, Représentant Personnel du Président au sein du Comité de Pilotage du NEPAD au Cabinet du Président, Coordonnateur du Mécanisme National Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) , membre de la Commission nationale de l'APR ; et membre du Forum de partenariat africain (APF) du NEPAD et directeur général des affaires sociales et économiques. Il a également travaillé avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) - Kigali-Rwanda, en tant qu'économiste national. Amb. Claver Gatete a occupé divers postes au sein de conseils d'administration clés, notamment : président de l'Autorité fiscale du Rwanda et de l'École des finances et de la banque en tant que président ; membre du conseil d'administration de la Banque nationale du Rwanda ; Président du Comité technique national de privatisation ; et vice-président du Fonds de développement communautaire. Il a également occupé des postes au sein d'autres comités de groupes de travail clés en tant que président du comité national de gestion de la trésorerie et coprésident du groupe de coordination des partenaires de développement. Amb. Gatete est titulaire d'une maîtrise en économie agricole de l'Université de la Colombie-Britannique, Vancouver, Colombie-Britannique, Canada (1993) et d'un diplôme de premier cycle de la même université (1991). À la fin de ses études de premier cycle et de troisième cycle, Amb. Gatete a travaillé au Canada en tant qu'économiste; Agriculture et Agroalimentaire Canada, Statistique Canada, Université de la Colombie-Britannique et Collège Algonquin.



Suzanne Fortier

Principal et vice-chancelier, Université McGill, Canada

Suzanne Fortier est principale et vice-chancelière de l'Université McGill depuis septembre 2013. Avant sa nomination en tant que principale, la professeure Fortier a été présidente du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) de 2006 à 2013, et a occupé le poste de vice-principale (études) de 2000 à 2005 et vice-principale (recherche) de 1995 à 2000 à l'Université Queen's à Kingston, en Ontario, où elle a été professeure au département de chimie et à l'école d'informatique (1982-2006). Originaire de St-Timothée, Québec, le professeur Fortier a obtenu un baccalauréat ès sciences (1972) et un doctorat en cristallographie (1976) de l'Université McGill. Ses travaux de recherche se sont concentrés sur le développement de méthodologies mathématiques et d'intelligence artificielle pour la détermination de la structure des protéines. Elle a également contribué au développement de nouvelles techniques d'exploration de données cristallographiques pour acquérir de nouvelles connaissances à partir des grandes bases de données structurales. La professeure Fortier a été nommée officier de l'Ordre du Canada en 2018. Elle est également officier de l'Ordre national du mérite de la France, membre de l'American Association for the Advancement of Science et membre spécialement élue de la Royal Society of Canada (2015). Elle détient des doctorats honorifiques de l'Université Thompson Rivers, de l'Université Carleton et de l'Université de Glasgow. Le professeur Fortier est actuellement président du Global University Leaders Forum (GULF) du Forum économique mondial, membre du conseil consultatif international de HEC Paris, membre des conseils des bourses McCall MacBain à McGill et du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), et est membre académique du conseil des gouverneurs du Technion Israel Institute of Technology. Elle siège également à la Table ronde canadienne sur les entreprises et l'enseignement supérieur, au conseil consultatif de Catalyst Canada, ainsi qu'aux conseils d'administration de Montréal International et de la Fondation Pierre Elliott Trudeau. Auparavant, elle a été membre de plusieurs conseils et conseils, dont le Conseil d'experts en science et technologie (CEST) du gouvernement fédéral, le conseil d'administration de la Fondation canadienne pour l'innovation, le comité directeur des Réseaux de centres d'excellence, le Groupe de travail de l'Ontario sur la compétitivité, la productivité et le progrès économique, Universités Canada, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, le Conseil consultatif sur la croissance économique du ministre fédéral des Finances du Canada, le Conference Board du Canada, et a été membre et vice-président du le Conseil de la science, de la technologie et de l'innovation (STIC).

Jean Pierre Elong Mbassi

Secrétaire général, CGLU Afrique, Maroc



Jean Pierre Elong Mbassi est Secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) depuis 2007. Il a été Président du Conseil de gestion intérimaire de Cities Alliance jusqu'en avril 2016. Il est également co-président de World Cities Scientific Development. Alliance-WCSDA, et secrétaire général adjoint du forum Chine-Afrique des gouvernements locaux. M. Elong Mbassi est l'homme derrière le Sommet Africités, le plus grand événement des villes, des régions et des collectivités locales en Afrique, dont il supervise l'organisation depuis la première édition en 1998. M. Elong Mbassi a une expérience riche de près de 40 ans dans le domaine du développement et de l'aménagement urbains, des services urbains, du développement économique local, de la gouvernance locale, du logement et de l'amélioration des bidonvilles. De 1996 à 1999, il a été le premier secrétaire général de l'Association mondiale de coordination des villes et des autorités locales-WACLAC en même temps qu'il a occupé le poste de secrétaire général du Partenariat pour le développement municipal, MDP de 1992 à 2006. Auparavant, de 1981 à 1991, M. Elong Mbassi était le directeur du premier projet urbain financé par la Banque mondiale au Cameroun, et qui portait sur la restructuration et le développement d'un bidonville de 300 000 habitants dans la ville de Douala. M. Elong Mbassi a débuté sa carrière à Paris, en France, où il a été responsable de la recherche et chef de projet à l'Agence de Coopération et d'Aménagement ('Agence Coopération et Aménagement) de 1973 à 1980.



Peter Guo-hua Fu

Président, KFS Architects, Chine/Canada

Peter Guo-hua Fu est né à Shanghai, en Chine, il a étudié l'architecture et l'urbanisme, à partir de 1980 au Collège d'architecture et d'urbanisme de l'Université Tongji et à l'École d'architecture de l'Université McGill, Canada, a obtenu un doctorat. d'architecture, Master en Urbanisme. Pendant la première décennie de sa carrière, il a commencé comme architecte chez Petroff Partnership Architects (Canada, Toronto) puis a rejoint Zeidler Roberts Partnership Architects (Canada, Toronto); après cela, Peter a rejoint B+H Architects, Toronto en tant qu'architecte senior, vice-président. Aujourd'hui, il est président et architecte en chef chez KFS Architects Inc. Canada; directeur de KFS Dance & Musical; professeur de pratique à l'École d'architecture Peter Guohua Fu de l'Université McGill; professeur à l'École de design de l'Université Jiao Tong de Shanghai. Pendant 20 ans, M. Peter Guo-hua Fu a dirigé de nombreux projets de design urbain, dont l'une des sept propositions de conception de l'Expo de Shanghai 2010, la planification de la «ville de style nord-américaine» de Shanghai, la planification et la mise en œuvre de la zone centrale de Qingpu à Shanghai, la Russie St. Saint-Pétersbourg Baltic Pearl, Hainan Sanya 1 # Planification de la baie de Yalong. Projets de conception menés par lui, notamment des bâtiments publics, des bâtiments résidentiels, des aménagements intérieurs situés dans de nombreuses grandes villes de Chine comme Shanghai. Il a de nombreux travaux de conception extraordinaires, a acquis de nombreuses récompenses nobles : l'un des « Top 20 des architectes les plus influents en Chine » par le CIHAF, 2004 ; parmi les «architectes les plus accueillis à Shanghai» par l'éditeur de journaux en 2004. Depuis 2017, la célèbre université McGill, au Canada, qui a une histoire de plus de 200 ans, a nommé son école d'architecture avec 120 ans d'histoire, comme Peter Guo-hua Fu School of Architecture, en permanence, et l'a invité en tant que professeur de pratique. En 2014, M. Peter Guo-hua Fu a participé au domaine de la scène, s'est engagé à combiner architecture et théâtre, « drame » et « scène ». Trois ans après avoir conçu la Music Box de KFS à l'aide de conteneurs recyclés et acquis un brevet national, il a écrit et réalisé trois comédies musicales sur le thème avec des architectes, jouées à la Music Box de KFS à Shanghai Culture Square, "Memories of the Valley", "My Albert ", "Échange d'étudiants". Les performances ont obtenu le Shanghai Cultural Innovation Fund, ainsi que le top 3 à 5 du box-office China Small Theatre. En 2020, il a coopéré avec le Shanghai Ballet en tant que l'un des directeurs principaux, a créé le ballet en un acte "Cyan, Blue, Purple", en s'inspirant de "Memories of the Valley", "My Albert" et "Exchange Students".



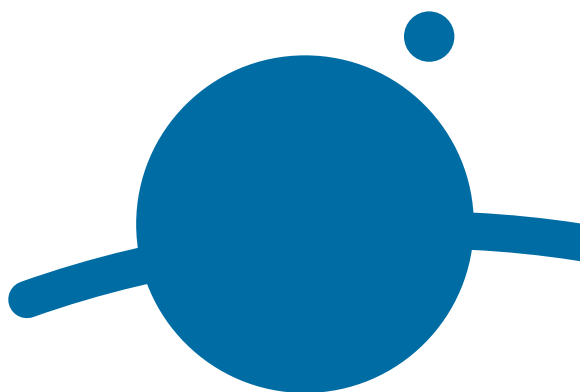
Matti Siemiatycki

Directeur, School of Cities, Université de Toronto, Canada

Le professeur Matti Siemiatycki est professeur agrégé au Département de géographie et d'aménagement et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en planification et financement des infrastructures. Ses recherches portent sur la réalisation de projets d'infrastructure à grande échelle, les partenariats public-privé et l'intégration efficace des infrastructures dans le tissu des villes. Le professeur Siemiatycki a été directeur de la faculté de StudentMoveTO, une initiative conjointe entre l'Université de Toronto, York, Ryerson et l'OCADU qui a développé avec succès un modèle de collaboration et de mobilisation de recherche interuniversitaire sur les questions de construction urbaine. Le professeur Siemiatycki est un chercheur public très engagé avec un engagement profond à éclairer le discours public sur la construction de la ville. Il fournit régulièrement des conseils aux gouvernements, aux institutions civiques et à l'industrie, et est un commentateur fréquent dans les médias et le domaine public sur les questions urbaines, avec une capacité aiguisée à communiquer avec divers publics.

Huhua Cao

Professeur titulaire, Université d'Ottawa,
Canada



Le Dr Huhua Cao est professeur titulaire nommé conjointement au sein du Département de géographie, de l'environnement et de géomatique et de l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa au Canada. Il a développé sa spécialisation en études urbaines, en particulier sur des sujets liés à la ville, à la population, à la mobilité et à l'environnement dans une perspective internationale tout au long des près de 25 ans de sa carrière universitaire au Canada. Le professeur Cao a dirigé divers projets de recherche et de formation transdisciplinaires nationaux et internationaux qui ont reçu un financement important du Canada, de l'Union européenne, de la Chine et du Cameroun. Il a également écrit près de 100 articles, chapitres, livres et rapports tout en collaborant avec des universitaires, des professionnels et des politiciens du monde entier. Ses intérêts de recherche se sont progressivement déplacés des études universitaires vers l'application des résultats de la recherche au processus d'élaboration des politiques, puis se sont passionnés pour les dialogues entre universitaires, praticiens, représentants de la société civile, politiciens et décideurs. Depuis 2014, en tant que coprésident fondateur, le professeur Cao dirige une initiative conjointe avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) : la Conférence internationale sur l'urbanisation durable canadienne, chinoise et africaine (ICCCASU). ICCCASU est un groupe de réflexion international pour la promotion du développement urbain durable et inclusif dans un forum basé sur les expériences diverses mais complémentaires dans les régions du monde en urbanisation rapide, avec un accent particulier sur le Canada, la Chine et l'Afrique. Au cours des six dernières années, l'ICCCASU s'est avéré être une voix fiable et faisant autorité, développant des réseaux parmi les chercheurs et les praticiens urbains du monde entier.



BIOGRAPHIE

Conférenciers invités de la
première session principale



David Miller

Directeur de la Diplomatie Internationale, C40 Cities Climate
Groupe de leadership et ancien maire de Toronto, Canada

Comme la plupart des Torontois, le maire David Miller a immigré à Toronto. Lui et sa mère sont arrivés d'Angleterre en 1967 et ont déménagé à Toronto en 1981. En tant que lycéen, le maire jouait au hockey et était connu pour utiliser sa taille à son avantage dans les coins. Le maire Miller est titulaire d'un diplôme en économie de l'Université Harvard et d'un diplôme en droit de l'Université de Toronto. Avant de se porter candidat à une charge publique, il était associé du cabinet d'avocats torontois Aird & Berlis, où il s'est spécialisé en droit de l'emploi et de l'immigration et en droits des actionnaires. Il est devenu conseiller du métro en 1994 et, en 1997, il a été élu au nouveau conseil de la ville de Toronto où il a servi deux mandats. En novembre 2003, les Torontois ont choisi David Miller comme nouveau maire et en novembre 2006, il a été réélu pour un deuxième mandat de quatre ans. Son mandat est de faire de Toronto une ville de prospérité, d'opportunités et d'habitabilité pour tous les résidents. Lui et sa femme, l'avocate Jill Arthur, sont les parents de deux enfants. Parmi ses nombreuses réalisations en tant que maire, l'obtention d'un New Deal pour les villes avec les ordres supérieurs de gouvernement est l'une de ses plus grandes fiertés. Grâce à l'accord, le maire Miller a permis à Toronto d'obtenir de nouveaux pouvoirs, de l'argent et le respect des gouvernements provincial et fédéral. Sous sa direction, Toronto est devenue la seule ville au Canada à avoir conclu une entente directe avec le gouvernement fédéral sur le financement du transport en commun. En plus de défendre la ville de Toronto, le maire Miller est également devenu l'une des voix dominantes du programme urbain national. Au fur et à mesure que la Ville devient un gouvernement à part entière, elle réinvestit dans les quartiers et les collectivités de Toronto par le biais d'initiatives telles que le plan de sécurité communautaire du maire, l'initiative Ville propre et belle, le rajeunissement des parcs et des espaces publics et la revitalisation continue du front de mer. Le maire Miller s'est également efforcé de faire de Toronto un chef de file mondial en matière d'enjeux environnementaux et, le 4 juin 2008, il a été nommé président de l'influent C40 Group of World Cities menant la lutte contre le changement climatique. Ces changements positifs ont inspiré un nouveau sentiment de fierté civique, de responsabilité et d'appartenance chez les Torontois.



Leilani Farha

Directeur mondial de l'ONG the Shift, Canada et ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au logement

Leilani est la directrice mondiale de The Shift, un mouvement international pour garantir le droit au logement et l'ancienne rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit au logement (2014-2020). The Shift a été lancé en 2017 avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et Cités et gouvernements locaux unis et travaille avec des parties prenantes à plusieurs niveaux dans le monde, y compris avec plusieurs gouvernements municipaux en Amérique du Nord et en Europe. Le travail de Leilani est animé par le principe selon lequel le logement est un bien social et non une marchandise. Elle a contribué à l'élaboration de normes mondiales relatives aux droits de l'homme sur le droit au logement, notamment par le biais de ses rapports thématiques sur le sans-abrisme, la financiarisation du logement, les établissements informels, les stratégies de logement fondées sur les droits et les premières lignes directrices des Nations Unies pour la mise en œuvre du droit au logement. Elle est le personnage central du documentaire primé PUSH sur la financiarisation du logement, réalisé par le cinéaste suédois Fredrik Gertten. PUSH est projeté dans le monde entier et pour continuer sur sa lancée, Leilani et Fredrik co-organisent désormais un podcast - PUSHBACK Talks - sur la finance, le logement et les droits de l'homme



Oumar Sylla

Directeur du Bureau régional d'ONU-Habitat pour l'Afrique, Kenya

Oumar est actuellement directeur du Bureau régional pour l'Afrique au sein du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) depuis janvier 2020. Avant ce poste, Oumar était coordinateur de la branche, législation urbaine, foncier et gouvernance à ONU-Habitat et chef du et l'unité GLTN d'ONU-Habitat depuis septembre 2015. Avant de rejoindre l'unité Terre et GLTN, Oumar a été conseiller principal au bureau régional d'ONU-Habitat pour l'Afrique et point focal pour les pays francophones pour soutenir l'élaboration de politiques urbaines et l'urbanisation durable. Avant cela, il a été nommé conseiller technique principal pour le programme foncier d'ONU-habitat en RD Congo (de 2009 à 2014). Il a également une expérience dans le cadre de l'Union européenne, qu'il a acquise en tant que conseiller en politique foncière au Soudan du Sud et au Burkina Faso (2006-2008) et il a été chercheur associé au sein du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris 1 Sorbonne, travaillant principalement sur le foncier et les politiques de décentralisation en Afrique de l'Ouest (1999-2005). Au Sénégal, il a exercé en tant que chercheur junior dans le cadre de la coopération institutionnelle ILRI/ISRA (1998-1999) portant sur le foncier et les ressources naturelles. (<https://www.giminternational.com/content/author/oumar-sylla>)



BIOGRAPHIE

Conférenciers invités de la deuxième session principale



Mario Polèse

Professeur émérite, Institut national de la recherche scientifique (INRS), Canada

Mario Polèse est professeur émérite à l'INRS, une université de recherche, Centre Urbanisation Culture Société à Montréal, son port d'attache depuis plus de quarante ans. Il a beaucoup écrit sur les questions d'économie urbaine et de développement urbain. Les livres écrits, en solo ou avec d'autres, incluent *The Wealth and Poverty of Cities: Why Nations Matter* (Oxford U. Press); *The Wealth and Poverty of Regions: Why Cities Matter* (U. of Chicago Press, plus traduction en chinois); *Connecter les villes aux préoccupations macroéconomiques* (Banque mondiale) ; *La durabilité sociale des villes* (U. of Toronto Press); *Économie urbaine et régionale* (Economica, Paris), principal manuel universitaire francophone en la matière, en est à sa 4e édition (plus les adaptations espagnole et portugaise). Mario Polèse agit fréquemment en tant que conseiller auprès d'agences locales, nationales et internationales et a occupé des postes de recherche et d'enseignement aux États-Unis, en Amérique latine, en Suisse, en Espagne et en France.

Mimi Sheller

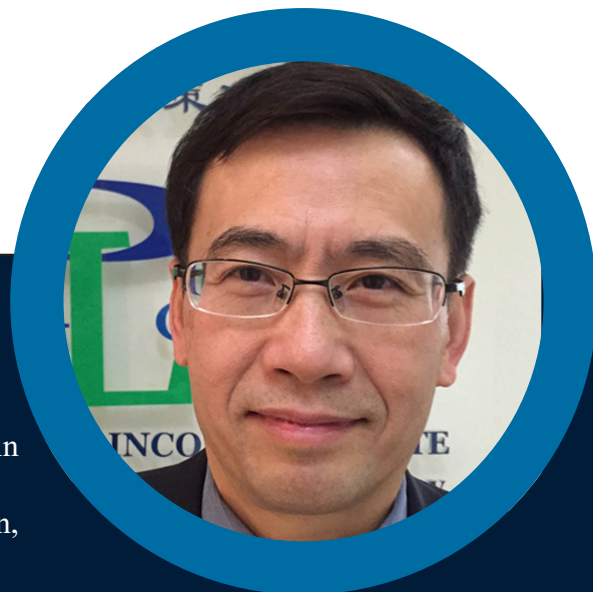
Doyen inaugural de la Global School à
Institut polytechnique de Worcester (WPI), États-Unis



Mimi Sheller, Ph.D., a récemment été nommée doyenne inaugurale de la Global School du Worcester Polytechnic Institute aux États-Unis. Avant de rejoindre le WPI, elle était professeur de sociologie, chef du département de sociologie et directrice fondatrice du Center for Mobilities Research and Policy de l'Université Drexel de Philadelphie. Elle est co-rédactrice fondatrice de la revue *Mobilities* et ancienne présidente de l'Association internationale pour l'histoire des transports, de la circulation et de la mobilité. Elle a contribué à établir le « nouveau paradigme des mobilités » et est considérée comme une théoricienne clé dans la recherche critique sur les mobilités et dans les études caribéennes. Elle siège à de nombreux conseils consultatifs internationaux, notamment pour la Society for Caribbean Research, le Center for Advanced Research in Global Communication de l'Université de Pennsylvanie, le Bauman Institute de l'Université de Leeds, le Asia Mobilities Research Network de l'Université de Konkuk, en Corée du Sud, et le Partenariat mondial pour le transport informel. Sheller a publié plus de 125 articles et chapitres de livres, et est l'auteur ou co-éditeur de quinze livres, dont *Advanced Introduction to Mobilities* (Edward Elgar, 2021) ; *Island Futures: Caribbean Survival in the Anthropocene* (Duke University Press, 2020); *Mobility Justice: The Politics of Movement in an Age of Extremes* (Verso, 2018); *Aluminium Dreams: The Making of Light Modernity* (MIT Press, 2014); *Citoyenneté d'en bas : agence érotique et liberté caribéenne* (Duke University Press, 2012) ; *Consommer les Caraïbes: des Arawaks aux zombies* (Routledge, 2003); et *La démocratie après l'esclavage : les publics noirs et le radicalisme paysan en Haïti et en Jamaïque* (Macmillan Caribbean, 2000). Elle a reçu le Doctor Honoris Causa de l'Université de Roskilde, au Danemark (2015). Elle a reçu des fonds de recherche de la National Science Foundation, de la British Academy, du Arts and Humanities Research Council, de la Macarthur Foundation, du Mobile Lives Forum et de la Graham Foundation in Advanced Studies in the Fine Arts. Elle a été titulaire de bourses de visite à l'Université de Miami (2019); l'Annenberg School of Communication de l'Université de Pennsylvanie (2016); le Penn Humanities Forum (2010); le Centre pour la mobilité et les études urbaines de l'Université d'Aalborg, Danemark (2009) ; *Média@McGill*, Canada (2009); le Davis Center for Historical Studies de l'Université de Princeton (2008) ; et Swarthmore College (2006-2009).

Zhi Liu

Directeur du programme Chine, Lincoln Institute
de politique foncière, Université de Pékin,
Chine



Zhi Liu, spécialiste des infrastructures et de leur financement, est directeur du programme Chine au Lincoln Institute of Land Policy et du Peking University–Lincoln Institute Center for Urban Development and Land Policy à Pékin, en Chine. Auparavant en tant que spécialiste des infrastructures à la Banque mondiale, il avait une expérience opérationnelle principalement en Asie de l’Est et en Asie du Sud, où il a géré des projets de prêts d’investissement et des activités d’analyse et de conseil dans les secteurs des infrastructures et urbains. Avant de rejoindre la Banque mondiale, il était chercheur associé au Harvard Institute for International Development. Il a également enseigné la planification urbaine et régionale en tant que membre du corps professoral de l’Université de Nanjing. Il est auteur et co-auteur d’un certain nombre d’articles universitaires et de rapports de la Banque mondiale sur des sujets tels que le financement des infrastructures métropolitaines, le développement de villes à faible émission de carbone, le transport urbain durable, la motorisation, la pauvreté et les transports. Il est titulaire d’un B.S. de l’Université de Zhongshan, un M.S. de l’Université de Nanjing et un doctorat. de l’Université Harvard. En 2010, il a été vice-président du Global Agenda Council for the Future of Transportation, World Economic Forum. En 2015-2016, il a été membre du comité d’experts du 13e plan quinquennal national de développement social et économique de la Chine.



VUE GÉNÉRALE DE LA CONFÉRENCE



APERÇU

La Conférence internationale sur l'urbanisation durable canadienne, chinoise et africaine (ICCCASU) est un forum mondial d'échange et de coopération sur des questions relatives au développement urbain durable. ICCCASU se concentre sur le Canada, la Chine et l'Afrique, a lieu tous les deux ans et tourne entre les trois régions. À travers une série de conférences et d'ateliers de formation, il rassemble des politiciens, des décideurs, des universitaires et des praticiens pour partager les dernières recherches et les meilleures pratiques sur l'urbanisation durable. Il a été fondé en 2014 en collaboration entre le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Université d'Ottawa. Depuis lors, il s'est développé pour inclure un consortium d'universités canadiennes (Université Carleton, Université de Montréal et Université McGill) ainsi qu'un certain nombre d'universités chinoises et africaines prestigieuses. L'ICCCASU a organisé trois conférences à ce jour. ICCCASU I, qui a attiré 200 participants, s'est tenu à Ottawa, Canada en 2015, tandis que ICCCASU II, un événement de 500 personnes coparrainées par le gouvernement du Cameroun, s'est tenu à Yaoundé, Cameroun en 2017. ICCCASU III s'est tenu à Chengdu, Chine en 2019 et a réuni des per-



sonnes d'horizons et de domaines d'expertise variés, notamment des politiciens, des décideurs, des universitaires et des praticiens, pour marquer le début de la conférence. Il a réuni 157 représentants de 23 nations différentes, ce qui est un grand nombre.

Récemment, ICCCASU et Springer ont signé un accord pour produire une nouvelle série de livres intitulée « Problèmes de développement de la ville et meilleures pratiques ». En d'autres termes, ICCCASU est plus que l'utilisation de conférences et d'ateliers ; il sert de forum aux professionnels et décideurs intéressés par le développement urbain durable ou les compétences en développement pour engager un discours continu à travers ses programmes et ses publications. La conférence ICCCASU IV s'est tenue avec succès à Montréal, au Canada, sur le thème « Densité, diversité et mobilité : la ville à l'ère des risques en cascade ». Au cours de la conférence de quatre jours, plus de 200 universitaires, praticiens et décideurs de 39 pays et régions de nombreuses disciplines ont discuté, débattu et repensé les villes post-pandémiques au Canada, en Chine, en Afrique et dans d'autres pays.

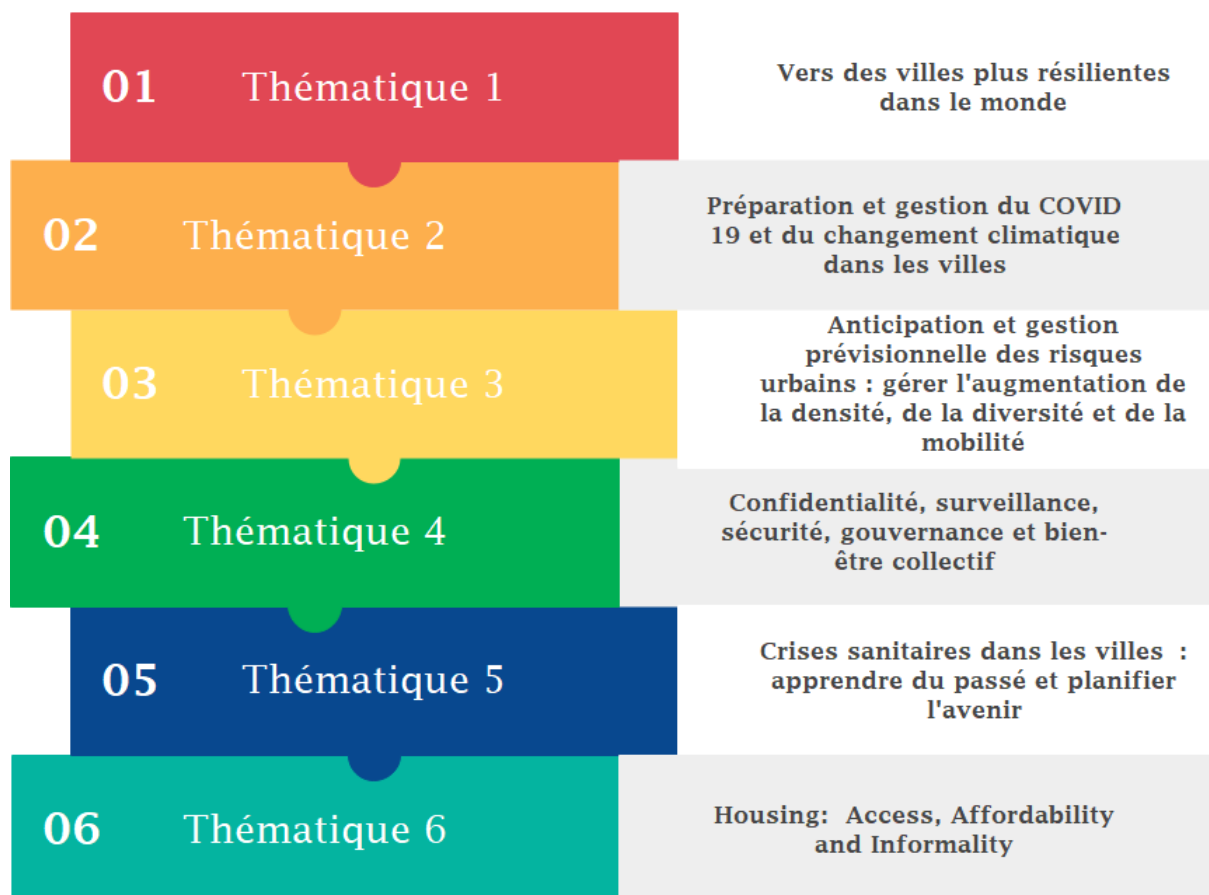
Au cours de la conférence de quatre jours, les

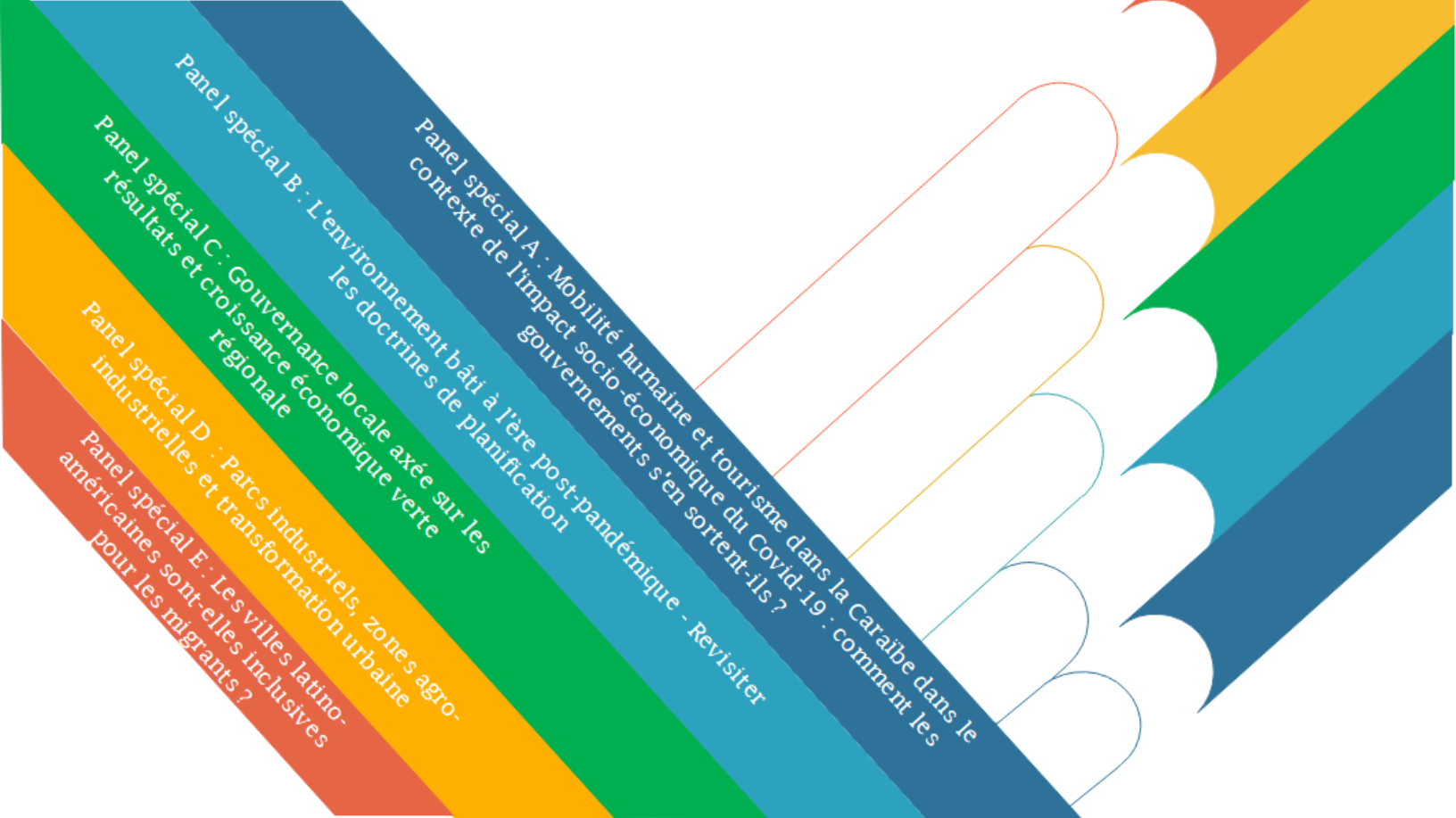
sujets et domaines thématiques suivants ont été discutés par les délégués :

1. Vers des villes plus résilientes dans le monde ;
2. Préparation et gestion du COVID 19 et du changement climatique dans les villes ;
3. Prévision et gestion prévisionnelle des risques urbains : gérer l'augmentation de la densité, de la diversité et de la mobilité ;
4. Vie privée, surveillance, sécurité, gouvernance et bien-être collectif
5. Crises sanitaires dans les villes : apprendre du passé et planifier l'avenir ;
6. Logement : accès, abordabilité et informalité.

Les remarques d'ouverture ont été prononcées par Mme Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat, M. Hon. Yuen Pau Woo, sénateur canadien, M. Hon. Claver Gatete, ministre des infrastructures du Rwanda, Mme Suzanne Fortier, principale et vice-chancelière de l'Université McGill au Canada, M. Jean Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de CGLU Afrique au Maroc, Dr Peter Guo-hua Fu, président, KFS Architects, Chine/Canada, le Dr Matti Siemiatycki, directeur, School of Cities, Université de Toronto, Canada, et le Dr Huhua Cao, professeur à l'Université d'Ottawa et co-président de l'ICCCASU.

Cette conférence comportait une variété d'activités, dont six discours liminaires,





six panels spéciaux, un événement spécial, des tables rondes et, en plus de six panels de discussion thématiques et six discours prononcés lors de la cérémonie d'ouverture, et une cérémonie de remise des prix.

Trois spécialistes des disciplines des crises climatiques, de l'élaboration des politiques et de la résilience des villes ont fourni la première section principale. David Miller, directeur de la diplomatie internationale au C40 Cities Climate Leadership Group et ancien maire de Toronto, a prononcé un discours intitulé « Comment les plus grandes villes du monde résolvent la crise climatique ». Leilani Farha, directrice mondiale de Shift et ancienne rapporteure spéciale des Nations Unies sur le droit au logement, a prononcé une conférence intitulée « What a Wonderful World It Could Be ! Le directeur du bureau régional d'ONU-Habitat pour l'Afrique au Kenya, Oumar Sylla, a présenté son étude sure « Construire des villes résilientes à l'ère du COVID 19 en Afrique » à la fin de la ses-

sion.

Le deuxième discours d'ouverture a été présenté par trois spécialistes des domaines du logement abordable, de l'élaboration des politiques internationales et des infrastructures urbaines. Mario Polèse, professeur émérite à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) au Canada, a prononcé un discours sur « Que faire et quoi ne pas faire pour fournir des logements abordables. Leçons apprises à Montréal et ailleurs ». Mimi Sheller, doyenne inaugurale de la Global School du Worcester Polytechnic Institute (WPI) aux États-Unis, a prononcé un discours intitulé « Building a Thriving Caribbean Future : Reseting Policy with International Partners ». Zhi Liu, directeur du programme Chine au Lincoln Institute of Land Policy de l'Université de Pékin en Chine, a présenté ses recherches sur « le développement d'infrastructures de haute qualité en Chine » à la fin de la conférence.



Cérémonie d'ouverture

La directrice exécutive d'ONU-Habitat, Mme Maimunah Mohd Sharif, a prononcé le discours d'ouverture de la quatrième session de la conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique, en mettant l'accent sur la densité, la diversité et la mobilité à une époque de des risques. ONU-Habitat a conceptualisé, planifié et organisé la conférence de 2015 à Ottawa, la conférence de 2017 à Yaoundé et la conférence de 2019 à Chengdu. Depuis sa création, ce groupe de réflexion international a fourni une assistance technique pour établir le futur centre d'excellence régional de l'Afrique pour le développement urbain durable. Dans cette quatrième conférence, elle revient sur les difficultés et les solutions de vivre dans des sociétés aux menaces multiples et imbriquées, et aborde le cinquième anniversaire du nouvel agenda urbain et son bilan à mi-parcours. Elle pense que les décideurs et les universitaires inspireront des approches créatives de la gestion des risques et du développement de villes et de communautés résilientes.

L'honorable M. Yuen Pau Woo félicite les organisateurs de l'événement d'avoir réuni une liste aussi excellente d'orateurs et d'avoir surmonté les obstacles pour que cet événement se produise. Il souhaite que nous puissions nous rencontrer en personne pour cette conférence et que nos amis

puissent passer l'été à Montréal. Il a souligné que cette conférence rejette l'hypothèse selon laquelle les villes développées ne peuvent pas apprendre des pays en développement. En connaissant ces situations, nous pouvons explorer des solutions à des problèmes courants. Il a exprimé ses inquiétudes concernant l'itinérance, la disponibilité de logements abordables, la détérioration des infrastructures et l'inégalité d'accès aux services publics. Le Covid-19 a aggravé certains de ces problèmes et mis en évidence l'impact géographique varié d'un virus hautement contagieux. Les grandes collectivités canadiennes font face à un formidable obstacle dans leur capacité limitée à prendre des décisions futures et à recueillir des fonds pour les services municipaux et les infrastructures. Les municipalités financent, entre autres nécessités municipales, la police des transports en commun et les services d'incendie. En termes d'émissions de gaz à effet de serre et de dégradation de l'environnement, l'empreinte écologique des villes dépasse largement leur empreinte géographique. Il n'est guère surprenant que la capacité de production de la ville dépasse son empreinte physique. Le changement climatique devient une menace existentielle pour l'humanité, et la capacité de l'humanité à arrêter le réchauffement climatique est cruciale pour la survie de certaines villes. Les sessions de la conférence doivent être aussi bruyantes, chaotiques, pleines de surprises et stimulantes que les villes dont il est question. C'est ainsi que fonctionnent les villes et comment vous pouvez contribuer à les améliorer.



L'honorable M. Gatete a félicité le gouvernement et le peuple canadiens d'avoir accueilli la quatrième session de l'ICCASU physiquement et en ligne. Il a également remercié l'ICCASU, ONU-Habitat et l'Université d'Ottawa pour l'organisation de ce symposium malgré la pandémie de Covid-19. La réunion contribuera à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et d'un nouveau programme urbain en fournissant une compréhension globale de l'urbanisation durable. Il a anticipé la réunion pour discuter d'abord de l'évaluation de l'influence de Covid-19 sur l'agenda urbain mondial, en commençant par les questions économiques, sociales, environnementales et de gouvernance pour aider les pays à repenser leur stratégie d'urbanisation résiliente ; deuxièmement, partager les meilleures pratiques et approches au Canada, en Chine et en Afrique, relatives à la gestion des villes en termes de densité, de diversité et de mobilité, et échanger des idées et des solutions pour résoudre les problèmes existants ; trois suggestions spécifiques et applicables pour les villes africaines qui s'engagent dans l'urbanisme ; quatrièmement, créer de nouvelles alliances pour la mise en œuvre efficace des résultats et des suggestions de ces conférences, y compris une meilleure compréhension de la façon dont le Canada, la Chine et les pays africains peuvent contribuer à une urbanisation durable et résiliente. Ces efforts donneront au Canada, à la Chine et aux pays africains la possibilité d'établir des politiques, des solutions et des interventions appropriées qui peuvent les orienter vers

une urbanisation durable de manière intégrée et inclusive.

La conférence est particulièrement opportune à la lumière de la pandémie de Covid-19. Mme Fortier a souligné que la pandémie a eu un impact dramatique sur notre société de plus en plus urbanisée et a modifié notre façon de vivre, de travailler et d'interagir. Au cours de la dernière année et demie, nous avons appris la résilience, la durabilité et la flexibilité, ainsi que de nouvelles façons d'unir les gens autour d'un objectif unique. Nous avons également vu que notre monde de plus en plus urbanisé et interconnecté nécessite des approches systémiques de la résilience. Il n'y a pas de réponse universelle et ces problèmes ne peuvent être traités séparément. Alors que la complexité et l'importance de nos villes augmentent, la collaboration entre toutes les parties prenantes est importante. Elle espère que cette rencontre offrira à chacun l'opportunité de nouer de nouvelles relations ou de renforcer les relations existantes pour faire face aux risques pesant sur la résilience de nos villes, de nos nations et du monde. Elle salue et loue en particulier tous les étudiants présents à la conférence qui ont la tâche passionnante mais difficile de construire un monde meilleur. Au cours de la dernière année et demie, nous avons appris la résilience, la durabilité et la flexibilité, ainsi que de nouvelles façons d'unir les gens autour d'un objectif unique. Nous avons également vu que notre monde de plus en plus urbanisé et interconnecté nécessite des approches systémiques de la résilience. Il n'y a pas de réponse universelle

et ces problèmes ne peuvent être traités séparément. Alors que la complexité et l'importance de nos villes augmentent, la collaboration entre toutes les parties prenantes est importante.

Le Dr Peter Guo-hua Fu félicite l'organisateur pour l'exécution efficace de l'ICCCASU 2021, en particulier dans une période aussi difficile. Comme l'ICCCASU l'a fait dans le passé, il souligne sa joie que nous soyons tous capables de nous concentrer sur notre objectif commun et de générer un changement positif de l'Afrique au Canada en passant par la Chine. De plus, en tant que professeur à l'Université McGill, il se sent ravi que l'ICCCASU se tienne à l'Université McGill à Montréal, au Canada. Alors que nous continuons dans le 21e siècle et que nous sommes confrontés à des défis tels que la rareté des ressources et le changement climatique, la durabilité devient encore plus importante pour le développeur. Il attend avec impatience le partage des connaissances et des expériences lors de cette importante conférence de l'ICCCASU et pense que cela nous rapprochera tous de la construction d'un monde meilleur.

À une époque de risques en cascade, le Dr Matti Siemiatycki souligne que l'attention portée aux villes est opportune et urgente. Il y a au moins trois crises qui se chevauchent. Le COVID-19 est une urgence sanitaire mondiale. Il a causé des millions de morts et changé notre monde. Deuxièmement, la planète est menacée par une urgence

climatique qui pourrait entraîner plus de décès, de dommages et de perturbations que le COVID-19. Troisièmement, le racisme et les inégalités sont des crises systémiques. Les dépotoirs, les autoroutes et les centrales électriques polluées sont concentrés dans les quartiers populaires et minoritaires. La contamination de l'eau et les disparités numériques affligent les communautés autochtones, exacerbant les disparités en matière d'emplois et de services. Des services de police inéquitables entraînent une surveillance excessive des Noirs, des Autochtones et des communautés de couleur, ainsi qu'un manque de sûreté et de sécurité. Ce n'est pas un phénomène nouveau; chaque crise s'accompagne de risques en cascade et interdépendants, les plus vulnérables étant les plus durement touchés. Cela nous laisse dans une position où notre érudition et notre pratique sont plus importantes que jamais; un temps pour une recherche intrépide qui documente les origines et les effets du climat de santé publique croisé et de la crise du racisme et des inégalités auxquelles nous sommes confrontés; et un temps pour la construction de villes sans peur qui donne la priorité à la diversité, à un environnement propre et à la liberté pour tous. Fini les demi-mesures ou le langage apaisant. Nous avons besoin de vérités difficiles, de conversations maladroitement et d'actions courageuses. Cet événement, qui comprend 200 personnes de 39 nations, est crucial pour résoudre nos graves préoccupations.

Special Guests Invités d'honneur



Moderator/Moderateur:
Benjamin Gianni
Carleton University,
Canada



Moderator/Moderateur:
Allan Cain
Development Workshop,
Angola



Moderator/Moderateur:
Rong Yang
UN-Habitat, Kenya



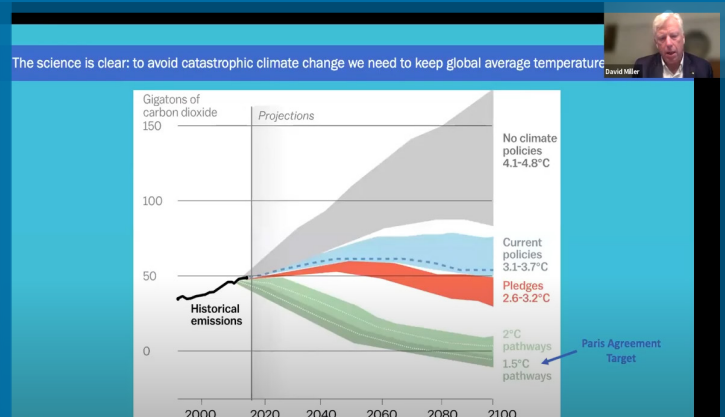
David Miller
Director of International
Diplomacy, C40 Cities
Climate Leadership Group,
Former Mayor of Toronto,
Canada



Leilani Farha
Global Director of
THE SHIFT, Canada &
Former UN Special
Rapporteur on the
right to Housing



Oumar Sylla
Director of
UN-Habitat
Regional Office
for Africa, Kenya





TOWARDS A MORE **JUST, HEALTHY AND GREEN** FUTURE
THROUGH



01 Rethinking the **FORM** and **FUNCTION** of the **CITY**.

02 Addressing Systemic **POVERTY & INEQUALITY** in Cities.

03 Rebuilding a 'New Normal' **URBAN ECONOMY**.

04 Clarifying Urban **LEGISLATION & GOVERNANCE**.

Le Dr Huhua Cao souligne que l'épidémie de COVID-19 nous a fourni une occasion importante de réexaminer et de repenser nos villes ; seuls ceux qui sont compétents pour gérer différentes menaces peuvent offrir la protection et le bien-être que nous recherchons et désirons. Le changement climatique et une plus grande diversité sociale et culturelle ont intensifié l'insécurité sociale et économique, nous rendant tous plus vulnérables. Que peuvent apprendre la Chine, avec ses flux migratoires massifs et les diversités locales de l'Afrique avec des centaines de personnes et de groupes linguistiques, et le Canada, qui est de plus en plus dépendant de l'immigration et qui subit des pressions similaires liées à la densité urbaine et à la qualité de vie, en partageant leurs expériences ? ICCCASU-4 se concentrera sur les opportunités et les difficultés liées à l'urbanisation durable dans la période post-pandémique, comme indiqué dans le rapport ONU-Habitat 2020 sur les villes mondiales. Il déclare que le but de la conférence est de créer un forum pour le développement de solutions innovantes et créatives pour une reprise plus équitable, sûre et durable de l'épidémie, et d'améliorer la qualité de vie pour tous.

Première séance d'ouverture

Après la cérémonie d'ouverture, la session prin-

cipale de l'ICCCASU a eu lieu de 10h00 à 23h30, co-animée par le Dr Benjamin Gianni, professeur de l'Université Carleton, le Dr Allan Cain, PDG de Development Workshop, et le Dr Rong Yang, d'ONU-Habitat. Des discours liminaires ont été prononcés par trois experts M. David Miller, Mme Leilani Farha, M. Oumar Sylla.

Tandis que les nations s'engagent, les villes livrent, par David Miller :

Dans sa présentation, M. Miller voulait illustrer comment les maires et les gouvernements municipaux abordent le changement climatique en mettant l'accent sur l'équité. D'autres exemples incluent le travail effectué au Cap pendant la convoitise alimentaire dans une perspective équitable. Actuellement, la construction est en cours dans cinq villes d'Afrique du Sud. En raison de la prédominance du charbon en Afrique du Sud, la transition nécessaire pour passer du charbon à l'énergie durable est extraordinairement difficile. Le fait qu'il s'agisse d'emplois bien rémunérés dans l'industrie est un point de départ pour la discussion, alors comment tout fonctionne-t-il? En prenant Toronto comme exemple, il a expliqué pourquoi cela fonctionne. En conclusion adoptée en 2007, Changes in the Air était le nom de la première stratégie climatique de Toronto. Il comprenait une variété d'initiatives, y compris la plus grande expansion du transport en commun en Amérique du Nord et plusieurs programmes visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments dans les secteurs commercial, public et

Special Guests

Invités d'honneur



Moderator/Modérateur
Benjamin Gianni

Carleton University,
Canada



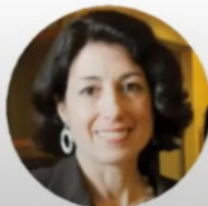
Moderator/Modérateur:
Olivier Dehoorne

Université des Antilles,
France



Mario Polèse

Professor emeritus,
Institut national de
la recherche
scientifique (INRS),
Canada



Mimi Sheller

Director of Center for
Motilities
Research and Policy,
Drexel University,
USA



Zhi Liu

Director of China
Program, Lincoln
Institute of Land Policy,
Peking University,
China

sans but lucratif, comme les musées. En réponse à cette stratégie, le gouvernement provincial a fermé une centrale électrique au charbon.

Quel monde merveilleux cela pourrait être ! par Leilani Farha :

De manière incongrue, la réalité de la qualité du logement a émergé depuis la crise financière mondiale, aidée par le néolibéralisme. À cette époque, les sociétés de capital-investissement et les fonds de pension dominaient le paysage financier. D'autres investisseurs ont vu que de nouveaux produits financiers pourraient être créés. Blackstone, l'une des plus grandes sociétés de capital-investissement, gagne énormément d'argent en utilisant l'immobilier comme garantie. Le plus grand investisseur immobilier résidentiel a acquis environ 45 000 propriétés en une seule transaction. Ils achetaient des actifs en difficulté, tels que des propriétés dont les propriétaires avaient manqué à leurs obligations hypothécaires en raison de pratiques de prêt prédatrices. Avant de se concentrer sur l'Europe, Blackstone était devenu le plus grand propriétaire américain. Début de l'achat de logements sociaux, notamment en Espagne. Ils ont développé le paradigme prédominant de l'immobilier résidentiel utilisé à l'échelle mondiale. C'est la financiarisation de l'immobilier ; c'est l'accumulation d'actifs. Ils acquièrent tout

actif dont ils pensent pouvoir tirer des profits plus importants ou mobiliser des capitaux supplémentaires ; le logement est réduit à un simple outil financier. Cela viole immédiatement deux principes fondamentaux du droit à un logement abordable. Elle suggérait que lorsque nous observons une atteinte à la dignité ou à la vie humaine, nous devrions répondre par une réponse en matière de droits de l'homme. Enfin, elle a déclaré que l'approche des droits de l'homme est précieuse parce que les droits de l'homme s'attaquent aux causes structurelles de la privation des droits.

L'urbanisation africaine comme facteur propice à la propagation du COVID-19, par Oumar Sylla :

Il a indiqué que de nombreuses variables contribueront à une augmentation de l'informalité due au changement climatique. Il nous a exhortés à considérer ce qui s'est passé à Madagascar avec les personnes fuyant cette zone de sécheresse pour trouver des alternatives à la recherche de nourriture et d'un abri. C'est très inquiétant dans la région, et nous avons aussi un certain nombre de personnes qui ont été déplacées par la violence, il pense donc que nous devrions également tenir compte de ces facteurs en relation avec le changement climatique. Il a déclaré qu'une réflexion est en cours, mais qu'une séparation claire entre la

croissance territoriale et urbaine est nécessaire. Il s'agit d'un problème de déplacement environnemental. D'un conflit domestique africain est né le sujet du mouvement. Il a affirmé que la densité était initialement censée contribuer ou même aider à la propagation de la maladie de Kobe. Il a souligné que le lien entre densité et volume est assez controversé. En outre, il existe un groupe qui pense que la densité favorise l'utilisation la plus efficace des ressources, y compris l'infrastructure, ce qui est exact. Cependant, il soutient qu'il est plus crucial d'analyser la congestion et comment ce facteur a conduit à la propagation des maladies chroniques dans les quartiers informels.

Deuxième séance d'ouverture

La deuxième session principale de l'ICCCASU a eu lieu le vendredi 30 juillet 2021 de 08h00 à 21h30, co-animée par le Dr Benjamin Gianni, professeur de l'Université Carleton et le Dr Olivier Dehoorne, professeur de l'Université des Antilles, France

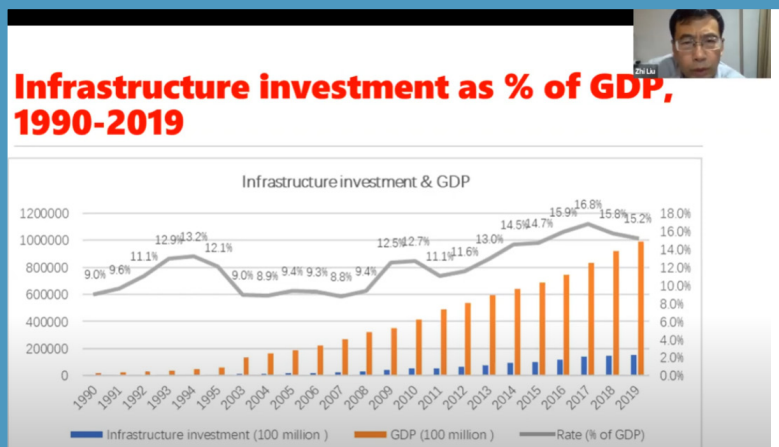
Logement abordable : quoi faire et quoi ne pas faire. Leçons de Montréal et d'ailleurs, par Mario Polese

Le sujet du logement abordable est assez difficile. En un mot, la question du logement abordable a trois dimensions : le côté abordable, le côté offre et le côté demande. Avant tout, les ménages doivent disposer de revenus suffisants pour pouvoir se loger ; du côté de l'offre, vous avez besoin de marchés du logement réactifs et efficaces qui,

idéalement, produisent des logements au coût le plus bas possible ; et troisièmement, si les deux premiers sont insuffisants, de nombreux pays en développement auront besoin de logements financés par l'État, également appelés logements sociaux. Il s'est concentré sur le fonctionnement des marchés immobiliers dans une ville riche du monde, Montréal, qui a réussi à maintenir les prix des maisons sous la moyenne nationale. L'habitation à densité variée, également connue sous le nom de « chaînon manquant », a une longue histoire à Montréal, tout comme les restrictions de zonage qui favorisent les densités mixtes. Il est crucial que le logement social reçoive un financement aussi impartial que possible. Les coopératives et autres groupements de construction ont accès aux financements publics dans le cadre des mêmes règles de financement. Il ne faut pas confondre les responsabilités de l'État avec les capacités du marché. L'objectif des marchés est de maintenir les logements et les prix des logements les plus abordables possibles. Cependant, même les places de marché les plus efficaces laisseront inévitablement certaines personnes de côté. Nous ne devrions pas confondre les deux en demandant au marché d'exercer des fonctions gouvernementales.

Construire un avenir prospère dans les Caraïbes : Réinitialiser la politique avec les partenaires internationaux, par Mimi Sheller

un grand nombre de développements d'infrastructures et d'industries extractives entrent dans la région en raison des investissements chinois. Des sociétés américaines telles qu'Exon développent d'énormes gisements de pétrole en haute mer au large de la Guyane et du Suriname, ouvrant une



nouvelle frontière des combustibles fossiles à un moment où le monde fait pression pour réduire les émissions de carbone. Bien que l'on insiste beaucoup sur la nécessité pour l'administration américaine de reconstruire les alliances clés des États-Unis avec l'UE, le Canada et d'autres pays qui ont été gravement effilochés sous l'administration Trump, nous avons largement négligé notre rôle dans la région des Caraïbes. Les Caraïbes méritent mieux ; il mérite les États-Unis, le Canada, la Chine et l'Afrique, l'égalité des sexes et la justice sociale la sécurité du logement des politiques migratoires équitables la préparation aux catastrophes et la réduction des risques. Dans son récent discours aux Nations Unies, la première ministre de la Barbade, Mia Motley, a présenté une vision pour l'investissement numérique, le renforcement des connaissances et les économies culturelles créatives, ainsi que le type d'économies écologiques régénératives. Nous devons également rejeter les Caraïbes en tant que plaque tournante logistique où la nature devient une infrastructure mondiale, et elle s'est dite préoccupée par le fait que certaines initiatives chinoises de ceinture et de route dans la région transforment la nature en infrastructure pour servir la mobilité des investissements en capital, mais pas nécessairement pour aider les communautés et personnes dans les Caraïbes.

Développement d'infrastructures de haute qualité en Chine, par Zhi Liu

La Chine a connu des décennies de forte urbanisation, est tirée par une croissance économique rapide. Selon les données du recensement le plus récent de la Chine, le taux d'urbanisation de la Chine au début des années 1980 était d'environ

20 %, alors qu'il est aujourd'hui de 63 %. Pour atteindre un niveau d'urbanisation équivalent aux pays de l'OCDE, mais pas aux États-Unis, la Chine doit encore augmenter l'urbanisation de 50 % supplémentaires. La Chine vient d'annoncer que les émissions de carbone du pays culmineront d'ici 2030 et atteindront zéro d'ici 2026. L'urbanisation chinoise se poursuivra, tout comme la concentration de la population dans certaines zones métropolitaines et la mégapole, qui sera particulièrement répandue dans les zones côtières orientales. De toute évidence, ces endroits sont confrontés au COVID et à d'autres incertitudes, et les populations chinoises vieillissent rapidement. L'infrastructure de résilience climatique comprend une infrastructure verte composée d'un parc de voies vertes, d'un jardin pluvial, d'une chaussée perméable et d'un bassin de gestion des eaux pluviales, que nous appelons collectivement une ville éponge. De plus, il est possible que la nouvelle infrastructure puisse survivre aux effets du changement climatique. La nouvelle infrastructure se compose d'un centre de données et d'Internet d'intelligence artificielle 5G, qui, combinés, sont appelés l'infrastructure.

Résumé des panels

Le tableau suivant résume les événements des quatre jours d'ICCCASU IV. Ce tableau comprend six domaines thématiques uniques, cinq panels spéciaux, un événement spécial, deux sessions de dialogue et une cérémonie de remise de prix.













































RAPPORT SUR LES PANELS



RAPPORT SUR LES PANELS

Première séance d'ouverture

La première session principale a eu lieu le mercredi 28 juillet et a été animée par le Dr Benjamin Gianni (Université Carleton), le Dr Allan Cain (Atelier sur le développement) et Rong Yang (ONU-Habitat).

Les conférenciers et leurs sujets de discussion étaient les suivants :

David Miller, directeur de la diplomatie internationale, C40 Cities Climate Leadership Group et ancien maire de Toronto, Canada, a fait une présentation intitulée « Résolu : comment les grandes villes du monde résolvent la crise climatique ».

Leilani Farha, directrice mondiale de l'ONG the Shift, Canada et ancienne rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit au logement, a présenté le thème « What a Wonderful World it Could Be ! »

Oumar Sylla, directeur du bureau régional d'ONU-Habitat pour l'Afrique, au Kenya, a fait une présentation intitulée « Construire des villes résilientes à l'ère du COVID 19 en Afrique ».

Tandis que les nations s'engagent, les villes livrent, par David Miller :

À l'aide d'exemples de Los Angeles, New York,

Toronto, Oslo, Shenzhen et Sydney et d'autres villes du monde, David Miller a démontré comment les villes peuvent conduire la réduction spectaculaire des émissions mondiales d'ici 2030, démontrant que les actions des principales villes mondiales montrent la voie vers créer une planète plus durable. S'appuyant sur une analyse factuelle de ce que les villes font aujourd'hui pour atténuer les émissions nocives et limiter le réchauffement climatique à 1,5 ° C, M. Miller a présenté une feuille de route, un guide «comment faire» pour lutter contre le changement climatique en prenant les meilleures actions mondiales et en montrant comment elles peuvent être reproduites au rythme et à l'échelle. Cet appel à une action rapide s'appuiera sur le récent livre de M. Miller, *Solved: How the World's Great Cities Are Fixing the Climate Crisis*.

Leçon apprise:

Si nous voulons prévenir un changement climatique catastrophique, la voix des maires et des autres dirigeants municipaux est importante.

La pandémie a renforcé la nécessité d'aborder tous les aspects de l'équité dans les villes situées au nord, au sud, etc. De plus, l'impact de l'innovation urbaine sur ces préoccupations a été prouvé.

Il y a un mois, un incendie de forêt au Canada a dévasté une petite ville entière, malgré la pandémie absorbant la majorité de notre attention cette année. C'est une sorte de feu de forêt qui est incontestablement associé au changement

climatique, car le temps a été plus chaud et plus sec pendant de plus longues durées.

Il est nécessaire de reconnaître la pertinence des rôles des villes. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité et la première fois au cours des dix dernières années, la majorité de la population mondiale réside actuellement dans des régions urbaines.

Dans les régions métropolitaines, la majorité des gaz à effet de serre sont produits. Selon la manière dont ils sont calculés, ce pourcentage est controversé ; il pourrait atteindre jusqu'à 75% des émissions de CO₂. Ce chiffre comprend les émissions des centrales électriques nécessaires pour alimenter les villes, quel que soit leur emplacement.

Dans les endroits où elles se produisent, la fréquence croissante des tempêtes inondant la croissance urbaine, en particulier les établissements formels, est un facteur de risque substantiel pour de nombreuses préoccupations liées au changement climatique.

Les exigences fondamentales pour l'adhésion au C-40 sont que la municipalité et le maire doivent faire preuve de leadership en matière de climat. La municipalité doit avoir une stratégie d'atténuation des changements climatiques.

Austin, Texas, a utilisé une méthode inhabituelle il y a quelques années ; la ville est maintenant en plein essor. Au lieu de construire une nouvelle centrale électrique au charbon ou au mazout, il a payé les habitants pour qu'ils isolent

leurs maisons.

Le chauffage et la climatisation des bâtiments sont la principale source d'émissions de gaz à effet de serre dans la majorité des villes.

Le transport est important non seulement en raison des émissions liées au transport, mais aussi parce que le fait de veiller à ce que nos villes soient planifiées de manière à ce que les gens puissent marcher, faire du vélo et utiliser les transports en commun contribue à la création de collectivités éconergétiques.

Recommandations :

Il y a des actions qui se déroulent dans une ville quelque part dans le monde qui, si elles sont reproduites à grande échelle dans la prochaine très courte période de temps dans plusieurs villes, peuvent mettre le monde sur la première partie très importante de la trajectoire pour maintenir 1,5 degrés Celsius du réchauffement d'ici 2030.

Si nous voulons limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 1,5 degré Celsius, les prochaines années sont les plus importantes.

Les maires ne sont pas élus uniquement pour lutter contre le changement climatique ; ils sont élus pour bâtir des villes prospères et inclusives. Pour ce faire, l'action climatique doit être équitable.

Importance de la gestion des ordures, notamment en Afrique ; Il y a un effort important à Ac-

cra, y compris pendant Covid, pour s'engager avec l'industrie informelle des déchets afin de régulariser l'élimination des déchets. Ceci est important car il séquestre le méthane, un gaz à effet de serre extrêmement destructeur.

Le changement climatique encourage l'expansion et le développement de la ville en mettant l'accent sur l'équité.

Quel monde merveilleux cela pourrait être ! de Leilani Farha :

Un milliard huit cent millions de personnes à travers la planète vivent sans toit au-dessus de leur tête, ou sans accès aux services de base comme l'eau, les toilettes et l'électricité, vivant souvent dans des endroits dangereux ou à la périphérie des villes. Beaucoup plus que cela vivent dans des endroits surpeuplés et délabrés, ou sous la menace constante d'expulsion parce que le logement dans chaque ville est trop cher, utilisé comme instrument financier ou pour la spéculation. Et dans la plupart des pays, les lois et les politiques ne protègent pas la plupart des gens contre la perte de leur logement et ne font rien pour les aider à en trouver de meilleurs. Qui vit cette réalité ? Les personnes qui effectuent tous les travaux qui font fonctionner nos villes - les mêmes personnes qui sont descendues dans la rue pour protester contre les inégalités flagrantes au Liban, au Chili, à Hong Kong et au Cap. Réfléchissant à ces conditions de logement mondiales, Leilani a expliqué com-

ment le paysage du logement a été fondamentalement modifié au cours de la dernière décennie, entraînant une crise mondiale et représentant à la fois un symptôme et un moteur des inégalités flagrantes dans les villes du monde entier. Leilani a présenté au public le rôle que jouent la haute finance et le capital mondial dans les conditions de logement d'aujourd'hui - le sujet du film documentaire PUSH - et le pouvoir que les acteurs financiers ont sur les gouvernements et les législatures. Leilani a conclu en inspirant, discutant du pouvoir transformateur des principes des droits de l'homme tels que le maximum de ressources disponibles, la non-discrimination, la participation communautaire et la responsabilité lorsqu'ils sont appliqués aux lois et politiques en matière de logement, fiscales et monétaires. Elle a conclu par des réflexions sur les nombreux engagements pris par les gouvernements locaux d'utiliser un cadre des droits de l'homme pour remédier aux mauvaises conditions de logement, démontrant que la mise en œuvre des droits de l'homme peut faire du monde un endroit merveilleux.

Leçon apprise:

Les grues dans le ciel sont une représentation visible de la grave inégalité qui affecte tant de villes à travers le monde, y compris l'écart entre les 1,8 milliard de personnes qui résident dans des logements totalement inadéquats.

Les États-Unis, le pays le plus riche du monde, comptent plus de 500 000 sans-abri. Cela ne tient pas compte de tous ceux qui résident

dans un logement en raison des conditions de logement ou de l'abordabilité.

Les sans-abrisme sont des conditions de vie radicalement inadéquates dans les villes du monde entier depuis très longtemps. La manière dont celle-ci est ancrée dans le logement est frappante, du moins pour certains, malgré la richesse croissante du monde.

Ironiquement, cette réalité de la qualité du logement a émergé depuis la crise financière mondiale, encouragée par le néolibéralisme.

Les investisseurs ont découvert qu'il était possible de créer de nouveaux produits financiers. En utilisant l'immobilier comme garantie, Blackstone, l'une des plus grandes sociétés de capital-investissement, gagne une énorme somme d'argent. Environ 45 000 propriétés ont été achetées en une seule transaction par le plus grand investisseur immobilier résidentiel. Ils acquéraient des actifs en difficulté, tels que des propriétés dont les propriétaires avaient échoué sur leurs hypothèques en raison de pratiques de prêt prédatrices.

En utilisant cela pour mobiliser des capitaux supplémentaires, ils acquièrent tout actif dont ils pensent pouvoir tirer des bénéfices plus importants ou mobiliser des capitaux supplémentaires ; le logement est réduit à un simple instrument financier. Cela viole immédiatement deux fondements essentiels du droit à un logement abordable. sécurité d'occupation

La Chine est un exemple intrigant du mouvement de l'impôt foncier. Dans les mégapoles

chinoises en expansion, la construction de gratte-ciel a été motivée par les profits. Des richesses massives pour les promoteurs et un pouvoir politique massif pour les promoteurs au prix de migrants déplacés dont les champs agricoles ne sont plus viables.

La terre est considérée comme une marchandise, ainsi en plus des dommages causés au logement convenable et abordable, les acteurs, y compris les sociétés de capital-investissement, les fonds de pension, les institutions financières étrangères et les promoteurs immobiliers, acquièrent de la richesse aux dépens des pauvres.

Recommandations :

Depuis l'émergence du néolibéralisme dans les années 1970, 1980 et 1990, les gouvernements ont essentiellement confié la responsabilité du logement au secteur privé. Le secteur privé est rarement contrôlé. Personne n'a été tenu responsable du problème du logement, c'est pourquoi il y a une pénurie mondiale de logements.

Il est clair, en vertu du droit international des droits de l'homme, que les gouvernements sont responsables envers le public de veiller à ce que les personnes dans le besoin aient accès à un logement convenable et abordable. Invoquer un cadre des droits de l'homme nous permet d'exiger que les gouvernements réintègrent le marché du logement de manière significative. préserver les normes des droits de l'homme

reconnues par les droits de l'homme. Les sans-abri ont droit aux droits de l'homme si nous pouvons persuader les gouvernements de régler le problème. Logement de mauvaise qualité. Les précarités de logement sont de véritables détenteurs de droits, elles ne sont donc ni criminelles, ni envahissantes, ni déraisonnables dans leurs revendications envers les résidents des quartiers informels. campements de sans-abri

Considérez la tente sur le trottoir comme une revendication des droits de l'homme plutôt qu'un comportement criminel. L'expansion des établissements informels n'est pas liée à l'empiètement. criminalité Ces affirmations sont fondées sur les droits de l'homme Le sans-abrisme est retiré de la sphère de la charité par l'application des revendications des droits de l'homme au logement, à la santé et à la vie elle-même.

L'urbanisation africaine comme facteur propice à la propagation du COVID-19, par Oumar Sylla :

Le sujet des crises sanitaires dans les villes a suscité une attention croissante ces dernières années en raison de la croissance et de l'urbanisation de nombreuses régions du monde. La concentration des populations et la répartition inégale ou le manque de ressources augmentent le risque et l'impact de ces crises sanitaires. À l'échelle

mondiale, la crise du covid-19 a le plus touché la population urbaine. Les réponses inadéquates ont montré les vulnérabilités des villes face aux crises sanitaires. En Afrique, les pays sont confrontés aux conséquences néfastes de la crise en raison d'un processus d'urbanisation largement non planifié et mal géré, qui se traduit par des établissements informels généralisés et de graves déficits d'infrastructures et de services. Pour relever les défis, six réponses clés sont recommandées : 1. Appliquer des stratégies locales de communication et d'engagement communautaire ; 2. Soutenir les PME et l'économie informelle ; 3. Approfondir les réponses décentralisées au COVID-19 en renforçant les capacités des collectivités locales ; 4. Cibler les établissements informels par le biais de mesures contextualisées basées sur des données ; 5. Mettre en place des mécanismes pour favoriser un accès rapide au logement et prévenir les expulsions forcées ; 6. Intégrer la planification et la gestion urbaines en tant que priorités clés pour les stratégies de relèvement et de reconstruction vers une résilience à long terme.

Leçon apprise:

Sur le plan économique, ce Covid 19 a creusé une fracture déjà considérable. Parce que vous menez des activités dans un style particulier, la question du jour est de savoir quel paradigme adopter pour acquérir une nouvelle direction.

Covid a révélé qu'il existe de nombreuses failles dans la façon dont nous voyons et gérons nos

villes. Planifier nos villes, ce qui demande une réflexion originale.

COVID 19 n'est qu'une couche supplémentaire de complexité, mais nous étudions les stratégies de réponse précoce qui ont été appliquées dans tant de villes africaines.

56% de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans des quartiers informels sans accès à l'eau et à l'assainissement.

La pandémie fait des ravages, entraînant une baisse du produit intérieur brut dans un certain nombre de pays africains, réduisant par conséquent leur capacité.

La façon dont nous gérons nos villes et la densité de population dans bon nombre des plus grandes villes d'Afrique donnent l'impression que notre urbanisation est plus propice aux catastrophes et à la transmission des maladies.

Les villes secondaires émergentes en Afrique avec une population de 2,3 millions d'habitants ou moins représentent à la fois un défi et une opportunité en termes d'équilibre territorial, ainsi que la capacité à construire de nouveaux centres économiques, et doivent être incluses dans le processus d'évaluation de la relance à long terme. .

Au départ, on pensait que la densité de population contribuait ou éventuellement encourageait la propagation de la maladie Covid.

Le marché est dominé par les promoteurs immobiliers, alors qu'une partie importante de la population n'a même pas les moyens de payer son loyer. Ce Covid 19 a un taux d'expulsion

élevé, ce qui est inquiétant, tout comme les indicateurs d'infraction.

Cette diminution du budget local a des répercussions à la fois sur la prestation de services et sur l'économie financière des collectivités locales, ainsi que sur les effets monétaires. L'industrie manufacturière fait partie des secteurs nettement plus touchés.

Recommandations :

Pour maintenir notre système industriel, qui repose sur des villes bien gérées. Cette tendance croissante à l'urbanisation nous affecte tous. En ce qui concerne le Covid 19, cependant, il est essentiel d'être préparé.

Dans les établissements informels, il est particulièrement crucial d'évaluer la surpopulation et la manière dont elle a contribué à la propagation de ces maladies.

Ce secteur du logement en Afrique n'a pas encore atteint son plein potentiel car il peut aider à créer plus d'emplois et offrir des chances de réduire les inégalités sociales, mais nous continuons à compter sur la construction de maturité externe et la construction naturelle.

Il doit y avoir un équilibre entre ce qui doit être fabriqué à l'étranger et ce qui peut être fabriqué au pays.

Les données en temps réel sont également essentielles à la création de notre stratégie de reprise à long terme. Cela manquait au niveau du logement, mais nous devons également formaliser notre collecte de données et entreprendre une

étude économique locale pour établir des degrés de développement économique.

Lorsque nous exploitons le pouvoir de transformation des villes et reconnaissons l'importance de la gouvernance nationale et locale, la réponse à la pandémie est couronnée de succès parallèlement aux réponses médicales.

Nous devons élaborer un nouveau récit sur la pandémie qui comprenne que la trajectoire du développement durable est celle des villes bien planifiées et gouvernées.

Nous avons besoin d'un système d'équilibre économique de la réponse sanitaire, de la santé à long terme et du verdissement des villes.

Nous devons établir un nouveau contrat social pour la reprise collective dans lequel les sphères sociales, économiques et politiques de la société travaillent ensemble pour parvenir à trois réponses fondées sur les droits : la protection sociale, le logement et le revenu.

Nous devons revoir le rôle crucial des villes et la nécessité d'un multilatéralisme inclusif.

Deuxième séance d'ouverture

La deuxième session principale a eu lieu le vendredi 30 juillet et a été animée par le Dr Benjamin Gianni (Université Carleton) et le Dr Olivier Dehoorne (Université des Antilles, France).

Les conférenciers et leurs sujets de discussion étaient les suivants :

Mario Polèse , professeur émérite, Institut national de la recherche scientifique (INRS), Canada, a fait une présentation intitulée « Logement abordable : quoi faire et quoi ne pas faire. Des leçons de Montréal et d'ailleurs.

Mimi Sheller, doyenne inaugurale de la Global School, Worcester Polytechnic Institute (WPI), États-Unis, a fait une présentation sur « Construire un avenir prospère dans les Caraïbes : réinitialiser la politique avec des partenaires internationaux ».

Liu Zhi , directeur du programme Chine, Lincoln Institute of Land Policy, Université de Pékin, Chine, a fait une présentation intitulée « Développement d'infrastructures de haute qualité en Chine ».

Logement abordable : quoi faire et quoi ne pas faire. Leçons de Montréal et d'ailleurs, par Mario Polese :

S'assurer que le logement est abordable (pour la plupart des résidents, au moins) reste l'un des principaux défis auxquels sont confrontées les villes modernes. Dans de nombreuses villes du monde «développé», les prix des logements ont grimpé en flèche de manière incontrôlable, encore propulsés par la pandémie de Covid. La pandémie mise à part, la raison en est souvent de mauvaises

politiques publiques, un avertissement utile pour les villes du monde en développement. Le Canada présente un cas intéressant d'extrêmes, Montréal d'une part avec un marché du logement relativement abordable (jusqu'à présent) et Toronto et Vancouver, d'autre part, avec des prix parmi les plus élevés en Amérique du Nord. Qu'est-ce que Montréal a fait de bien et que les autres ont fait de mal? Nous passons en revue l'approche montréalaise du logement, tant en ce qui concerne le logement public (social) que le logement de marché, politiques qui ont réussi à produire un marché généralement « flexible » où l'offre de logements répond assez rapidement à la demande, le logement de taille moyenne étant le mode de construction dominant. . Une partie du secret réside dans la « socialisation » des coûts d'infrastructure, financée par les impôts fonciers généraux, et l'absence parallèle de redevances d'aménagement liées aux infrastructures, qui à son tour facilite l'émergence de petits entrepreneurs (constructeurs) et de promoteurs immobiliers, créant un environnement plus marché du logement concurrentiel. Le logement social pour les ménages à faible revenu est relativement limité ; mais s'est généralement concentré sur des projets de petite et moyenne taille dispersés dans l'espace, réduisant ainsi à la fois la probabilité de NIMBY et l'émergence de ghettos. Cependant, fournir une offre suffisante de logements financés par l'État reste un défi. D'autres mesures comprennent un zonage favorable à la densité et un tribunal des loyers qui évite les pièges du contrôle des loyers

tout en permettant aux locataires de recourir contre les hausses de prix abusives.

Leçon apprise:

Pour que le logement soit abordable pour tous les citoyens, au moins trois conditions préalables sont requises :

- a) Les ménages disposent de ressources (revenus) suffisantes.
- b) Des marchés du logement réactifs et efficaces. Prix maintenus bas.
- c) Logement public (social) pour les ménages qui n'ont pas (a).

Cinq piliers du logement abordable à Montréal [secteur privé =90%] :

- 1) Un cadre réglementaire généralement léger, des règles claires, avec des ordonnances de zonage bien définies [du moins, jusqu'à récemment].
- 2) Absence de redevances d'aménagement pour les promoteurs, sauf pour les services et infrastructures de proximité limités (c'est-à-dire les parcs).
- 3) Services urbains et infrastructures « socialisés » (écoles ; police ; eau ; pompiers, etc....) financés par les recettes générales.
- 4) Tradition de logements mixtes à densité moyenne avec des règlements de zonage correspondants favorisant les densités mixtes.
- 5) Quasiment pas de NIMBY liés au logement, peu d'opposition à la densification ou aux projets HLM.

La participation publique au logement [moins de 10 % du parc de logements] a été une réussite mitigée :

Du côté négatif, le financement public (principalement fédéral et provincial) a pris du retard ces dernières années, principalement en raison de querelles politiques, mais aussi parce que le logement du secteur privé est resté généralement abordable.

Du côté positif, les logements publics (souvent gérés par des coopératives) sont généralement de bonne qualité, principalement des logements de petite et moyenne taille, répartis dans des quartiers de statut social variable.

Ce dernier explique en grande partie l'absence d'opposition du NIMBY au logement social.

Recommandations :

Maintenir les prix bas : des marchés du logement réactifs et efficaces - 5 règles

1. Rendre facile (et rentable) la construction ; faciliter l'entrée sur le marché des petits développeurs, et pas seulement des riches et bien connectés.
2. Gardez les règlements et les codes du bâtiment simples, prévisibles et faciles à comprendre. Obtenir l'agrément ne doit pas être un parcours du combattant.
3. Infrastructures urbaines financées sur les recettes générales, non imputées aux promoteurs, reversées aux propriétaires et aux locataires.
4. Un zonage qui encourage les densités résidentielles mixtes moyennes et élevées le long des

corridors de transport, et non les faibles densités dispersées.

5. Populations locales consultées sur les projets de construction ; mais sans pouvoir de veto absolu.

Investissement public adéquat et stable dans le logement social - 3 règles : Certains ménages, même dans les pays riches, seront laissés pour compte. Mis à part les transferts de revenus, il y aura toujours un besoin de logements sociaux, sa part précise variant selon les pays [un choix politique] :

1. Un financement stable et prévisible, évitant autant que possible la politisation. Idem pour les règles de financement (par exemple, pour la construction de coopératives.)
2. Projets de petite et moyenne taille dans différents quartiers, évitant les concentrations de pauvreté qui s'auto-entretiennent.
3. Pour les ménages, des critères d'accès clairs, des règles d'occupation et de revente, là encore en évitant autant que possible la politisation.

Construire un avenir prospère dans les Caraïbes : Réinitialiser la politique avec les partenaires internationaux, par Mimi Sheller :

La région de la Grande Caraïbe est étroitement impliquée dans les économies du Canada et des

États-Unis, de nombreux pays dépendant du tourisme et du secteur des services financiers offshore, d'autres envoyant des travailleurs agricoles temporaires dans le nord, et beaucoup de migration et de mobilité dans la région. La pandémie de Covid-19 a perturbé bon nombre de ces mobilités, stoppant le tourisme, interrompant les schémas migratoires et limitant à la fois les investissements et les envois de fonds. La région des Caraïbes est également fortement touchée par le changement climatique et la récurrence des catastrophes naturelles, notamment les ouragans, les tremblements de terre et les éruptions volcaniques. Quel avenir pour la région des Caraïbes et comment peut-elle non seulement survivre, mais prospérer ? Cette conférence a abordé les défis auxquels la Grande Caraïbe est confrontée et le rôle que ses partenaires internationaux pourraient jouer dans le soutien et la promotion d'avenirs plus durables qui sont envisagés dans la région. La Chine investit dans plusieurs grands projets d'infrastructure et immobiliers dans les Caraïbes dans le cadre de l'initiative mondiale "la Ceinture et la Route". Les sociétés multinationales font pression pour de nouveaux projets d'extraction de ressources autour du forage pétrolier et de l'exploitation minière. Alors que nous sortons tous de la crise pandémique et que nous sommes confrontés à la crise climatique actuelle, les États-Unis et le Canada ont l'occasion de réinitialiser leur politique étrangère avec nos voisins. Cette conférence soutient que le moment est venu de construire des relations internationales plus intel-

ligentes et plus coopératives qui soutiendront de meilleures politiques. Cela nécessite une redéfinition des relations internationales et de nouvelles approches de la souveraineté alimentaire, du tourisme durable, des énergies renouvelables, de la réparation écologique, de la protection des côtes et des océans, de l'équité entre les sexes et de la justice en matière de mobilité.

Leçon apprise:

La région des Caraïbes se trouve à un carrefour crucial de transformations environnementales, politiques et sociales difficiles provoquées par les conditions du changement climatique, le déplacement climatique, ainsi que la perturbation des voyages due à la pandémie.

Les Caraïbes sont également secouées par l'évolution des alignements politiques des «grandes puissances» de la région et les aléas des politiques d'investissement liées au tourisme, au forage pétrolier, à l'extraction minière, ainsi qu'au développement des infrastructures.

Alors que nous sortons tous de la crise pandémique et sommes confrontés à la crise climatique actuelle, les États-Unis, la Chine, le Canada et les alliés africains ont l'occasion de réinitialiser leur politique étrangère avec nos voisins.

Cette conférence soutient que le moment est venu de construire des relations internationales plus intelligentes et plus coopératives qui soutiendront de meilleures politiques pour les populations (et les écologies) de la région des

Caraïbes.

À aucun moment dans les archives historiques remontant à la fin des années 1800, deux tempêtes de catégorie cinq n'ont touché terre dans la petite chaîne d'îles des Caraïbes des Antilles orientales en une seule année.

L'intensification presque du jour au lendemain d'une tempête tropicale à un ouragan de catégorie 5 et l'intensité dévastatrice qui a duré plusieurs jours sont également inconnues, même dans une région habituée à voir des ouragans.

Parallèlement à d'autres modèles climatiques émergents, il y a de solides arguments à démontrer qu'il y a quelque chose d'inhabituel dans le climat des Caraïbes aujourd'hui.

Les migrants haïtiens et les Bahamiens haïtiens sont l'une des communautés les plus vulnérables et marginalisées des Bahamas, trop souvent ignorées et traitées de manière inhumaine par l'État et les Bahamiens en général. Il est probable que de nombreux migrants haïtiens sans papiers dans cette communauté d'Abaco aient eu peur de chercher refuge dans la tempête, même avec l'évacuation obligatoire. Il est probable que nous ne saurons jamais avec certitude combien de personnes dans cette communauté ont perdu la vie.

Si la situation climatique actuelle peut être décrite par les scientifiques comme « inconnue » et « sans précédent », cela ne signifie pas pour autant qu'elle n'a pas de racines historiques. La façon dont nous conceptualisons la vulnérabil-

ité climatique a des implications importantes sur la façon dont nous envisageons la reprise. Il est crucial de reconnaître les facteurs historiques complexes qui contribuent aux vulnérabilités actuelles des îles des Caraïbes.

Beaucoup qualifient désormais les aléas apparemment « naturels » tels que les ouragans de « catastrophes non naturelles », en raison de la façon dont le risque et la vulnérabilité sont structurés par des structures d'inégalité trop humaines.

les groupes marginalisés subissent les effets du changement climatique différemment des riches et des privilégiés, et cette vulnérabilité doit être traitée de manière adéquate tant d'un point de vue politique qu'éthique.

Face à l'urgence climatique et à la reprise pandémique, un avenir durable pour la région des Caraïbes nécessite une refonte des relations internationales autour de nouvelles approches de la souveraineté alimentaire, du tourisme durable, des énergies renouvelables, de la réparation écologique, de la protection des côtes et des océans, de l'équité entre les sexes et justice de la mobilité. Nous ne pouvons pas nous permettre de rater ce moment. Nous devons bien faire les choses avant que l'avenir des Caraïbes ne nous échappe.

Recommandations :

Nous devons exiger (comme déjà commencé par la CARICOM) le paiement immédiat par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'UE des répa-

rations combinées de l'esclavage et du climat à toute la région. Cela peut aller dans un Fonds vert pour le climat des Caraïbes réformé et de nouveaux mécanismes de financement sur lesquels tous peuvent puiser.

Il doit y avoir une reconnaissance internationale de la protection que nous devons aux réfugiés climatiques. Il faut rejeter la représentation des réfugiés climatiques comme un danger grandissant qui va « inonder » nos frontières, alors qu'en fait c'est notre mode de vie qui a mis ces personnes en danger et les a exclues de la protection sociale.

Nous devons également rejeter la logique du colon qui s'empresse de reléguer certaines îles à l'extinction et au dépeuplement, alors même qu'ils lorgnent sur ces lieux mêmes pour un développement immobilier de luxe précieux.

Nous devons aider à briser le cycle des économies extractives, de la dépendance aux combustibles fossiles et au tourisme, de l'exploitation de la main-d'œuvre et de la non-durabilité.

Nous devons rejeter la Caraïbe en tant que plaque tournante logistique où la nature devient une infrastructure mondiale.

Nous devons imaginer des futurs alternatifs pour toute la région qui seront plus résilients et flexibles, permettant le mouvement pendant la saison des ouragans, la souveraineté et la sécurité alimentaires, la protection des sources d'eau, la protection des zones côtières et de la pêche, des mangroves et des récifs coralliens, ainsi que d'énormes programmes de

replantation et de réensemencement à la fois.

Nous pouvons ouvrir la technologie de communication pour connecter les personnes à travers les Caraïbes et ses diasporas, et permettre une circulation plus facile entre les lieux en réduisant le coût des voyages et en ouvrant les frontières.

Nous pouvons apprendre des projets agro-écologiques comment étendre la souveraineté alimentaire des Caraïbes grâce à une agriculture de conservation régénérative à faible labour et sans labour, à l'agroforesterie multi-strates, au sylvo-pâturage, à la culture intercalaire d'arbres, à l'utilisation d'arbres tropicaux de base et à des systèmes de jardinage multiculturels. connu sous le nom de conuco , un terme arawak, développant des plantes-racines traditionnelles prolifiques telles que le manioc/yuca.

Développement d'infrastructures de haute qualité en Chine, par Zhi Liu :

Le gouvernement chinois a récemment adopté une nouvelle politique pour promouvoir un développement de haute qualité, un changement de paradigme de développement qui mettrait l'accent sur la quantité et le rythme rapide. Ce document examine les implications de la nouvelle politique pour l'avenir du secteur des infrastructures. Le document compare d'abord le niveau de développement des infrastructures entre la Chine et

quelques grandes économies sélectionnées, et identifie les principales forces et, plus important encore, les faiblesses qui doivent être surmontées à court et moyen termes. Ensuite, le chapitre analyse les tendances économiques, technologiques, démographiques et climatiques, ainsi que les incertitudes mondiales qui façonneraient l'avenir de la demande et de l'offre d'infrastructures, et examine les orientations du développement des infrastructures dans les 20 à 30 prochaines années.

Leçon apprise:

Nous divisons l'infrastructure en deux catégories :

Infrastructure interrégionale qui assure l'inter-connectivité entre les régions/villes et entre le lieu de la demande et le lieu de l'offre, comme les autoroutes, les chemins de fer, les réseaux électriques et les télécommunications

Infrastructures localisées telles que les rues urbaines, l'alimentation électrique hors réseau, l'eau et l'assainissement, l'élimination des déchets solides, le traitement des eaux usées, etc.

Le développement des infrastructures interrégionales va de pair avec la croissance économique

L'accès aux services d'infrastructure localisés a été considérablement amélioré dans toutes les provinces

La Chine a été en mesure de maintenir un niveau élevé d'investissement dans les infrastructures

Les principaux facteurs influençant l'avenir du

développement des infrastructures :

Croissance des revenus : le revenu par habitant devrait doubler de 10 582 USD en 2020

Urbanisation : de 63,9 % en 2020 à 75-80 % en 2035

Décarbonation : Atteindre le pic de carbone d'ici 2030 et zéro net d'ici 2060

Concentration de la population dans les régions urbaines et les mégapoles

COVID et autres incertitudes : ?

Vieillesse de la population : part de la population de plus de 65 ans - 8,9 % en 2010 ; 13,5 % en 2020 ; et prévu > 20 % en 2040

Résilience climatique : Nécessité de faire face à l'érosion côtière, aux tempêtes de pluie et aux inondations internes induites par le changement climatique

Avancées technologiques : AI, 5G, internet des objets, véhicules sans conducteur.

La Chine a récemment adopté un changement de paradigme de développement, passant d'une croissance rapide à un développement de haute qualité

Développement d'infrastructures de qualité : fourniture d'un accès universel aux services de base

répondre aux besoins changeants et diversifiés de la population

atteindre la résilience climatique, et protéger l'environnement et l'écologie

Défis : planification intégrée des infrastructures, innovations technologiques et institution-

nelles et amélioration de la gouvernance du secteur.

des terres, de tarification et de gouvernance.

Recommandations :

Concept d'infrastructure en évolution :

Infrastructures économiques : route et rue, métro, transports en commun, aéroport, électricité, gaz, télécommunications, approvisionnement en eau, assainissement, drainage, protection contre les inondations...

Infrastructures sociales : école publique, hôpital public, HLM, EHPAD...

Infrastructures vertes : voie verte, parc, jardin de pluie, chaussée perméable, bassin de gestion des eaux pluviales, cité des éponges...

Nouvelle infrastructure : 5G, intelligence artificielle, internet, internet des objets, data center, smart city...

Grande infrastructure : englobant tout ce qui précède.

Scénario net zéro pour le développement d'infrastructures de haute qualité :

Production d'électricité à partir de sources renouvelables et d'énergie nucléaire,

L'électrification pour la fourniture et l'exploitation de tous les services d'infrastructure,

Éliminer progressivement les combustibles fossiles des infrastructures dans la mesure du possible,

Des puits de carbone grâce à des forêts étendues et améliorées,

Il reste beaucoup à faire en matière d'utilisation



Tables rondes

Sessions du panel

Thématique 1 : Vers des villes plus résilientes dans le monde entier

La Terre est soumise à un nouveau régime climatique. L'activité humaine a dévasté la surface de la terre et dégradé l'atmosphère. Ce nouveau régime a fondamentalement modifié la relation entre l'homme et la nature, avec des conséquences pour la communauté mondiale et sa capacité à gérer les crises qui émanent directement du changement climatique. Des formes d'urbanisation non durables se sont accompagnées d'une attaque sans précédent contre la biosphère, qui a entraîné des risques multiples en même temps : conditions météorologiques extrêmes, pollution de l'eau et de l'air, épidémies de virus et disparition catastrophique d'espèces. Les villes sont également confrontées à de multiples défis en matière de durabilité sociale, notamment l'élargissement des écarts de richesse, l'inaccessibilité des logements, l'instabilité de l'emploi et les migrations de population à l'échelle internationale. L'urbanisation soutenue jusqu'en 2050, date à laquelle 70 % de la population mondiale vivra dans les villes, offre une occasion historique de traiter simultanément ces questions mondiales et locales. Les programmes des villes s'adaptent à cette nouvelle réalité de vulnérabilité aux menaces multiples, avec des réformes des systèmes et des infrastructures physiques.

L'expérience des catastrophes nous a également appris que les groupes défavorisés sont plus exposés aux conséquences négatives graves des catastrophes et que les systèmes doivent être axés sur leurs besoins. Nos systèmes évoluent pour faire face aux nouvelles tâches. Les solutions technocratiques ont été remplacées par des approches qui impliquent activement le public dans les réponses aux menaces potentielles. L'agenda climatique a largement reconstitué une nouvelle capacité politique à discuter de la nécessaire transition énergétique et à le faire de manière multilatérale. Un programme mondial commun a des répercussions sur les actions menées aux niveaux régional, national et local, non seulement pour atténuer le changement climatique, mais aussi pour continuer à construire des villes adaptées aux besoins humains fondamentaux que sont la santé, la sécurité, l'harmonie sociale, le logement et une vie digne d'être vécue. Le triple défi de l'urbanisation soutenue, de la mondialisation et du changement climatique a déplacé l'attention vers les villes, dans un effort commun pour minimiser les risques associés. Le monde n'a jamais connu une telle combinaison de tendances mondiales dont toutes les villes sont à la fois les victimes potentielles et les acteurs potentiels du changement. Les problèmes et les solutions dépassent désormais les lignes de démarcation qui distinguaient auparavant les stades de développement, les régions et les systèmes politiques. L'avenir commun dont nous parlons de plus en plus est aussi un ensemble de solutions communes qui nécessitent une plus grande attention. Le double objectif de durabilité et de résilience semble devoir impliquer des choix difficiles. Nous devons accorder beaucoup plus d'attention à ce que sera la ville de demain, qui sera à la fois durable et résiliente. Les sessions de panels de l'ICCCASU ont pour but de faire émerger de tels récits qui sont à la fois pratiques et très pertinents pour ce monde touché par le COVID.

T1Pa : Métropolisation et rénovation urbaine.

Kimberley Wint et Aly Saddiq Timera ont présenté leur étude sur le thème de la métropolisation et de la rénovation urbaine au cours de cette session. Le sujet principal de ce panel était «le développement de nouvelles villes avec une stratégie de conception de logements sociaux et les défis de l'élaboration de politiques de rénovation urbaine».

Leçons apprises :

La présentation de Wint Kimberley, «Préserver le rythme de Trench Town», nous a appris comment concevoir des stratégies pour construire des logements plus durables tout en préservant les traditions de la ville. Cela nécessite une combinaison de conception architecturale et urbaine. Le logement influence la transformation des communautés.

Le 2^e intervenant fut Aly Sada Timera qui a intervenu sur la métropolisation de la région de Dakar. En raison du déséquilibre entre l'urbanisation, l'aménagement du territoire et l'écart entre l'offre et la demande, nous avons appris que la planification urbaine et la construction de logements sont devenues des questions importantes au Sénégal. M. Timera recommande d'établir une connexion entre le logement et l'espace de travail. Quelles sont les préoccupations et les défis auxquels cette ville est confrontée ?

Les problèmes environnementaux comprennent l'occupation des réserves forestières et la possibilité d'érosion côtière. Cette dynamique de métropolisation incite les individus à s'installer dans des lieux inhospitaliers malgré les dangers inhérents. Outre les difficultés sociales et économiques, la juxtaposition de villes contemporaines et historiques exacerbera les divisions socio-spatiales. Il a également souligné le cas d'un dysfonctionnement lié à l'hyper centralité, c'est-à-dire lorsque plusieurs activités sont concentrées en un même lieu. Ce phénomène amplifie la métropolisation et les problèmes susmentionnés.

Recommandations issues des discussions :

À partir des leçons tirées de Trench Town en Jamaïque, la nouvelle stratégie de conception «mar-

ket-housing» vise à protéger la communauté en offrant une meilleure qualité visuelle des moyens de subsistance, ainsi qu'à préserver la culture essentielle des marchés locaux. Les deux scénarios de conception «market-house» permettront d'optimiser l'empreinte foncière des immeubles résidentiels, d'intégrer de petites activités commerciales liées aux familles et à leurs espaces ouverts, d'incorporer des usages résidentiels et non résidentiels, et de fournir de manière rentable des logements, des propriétés et des emplois pour Trench Town, un redéveloppement progressif à l'échelle de l'agglomération.

Le problème de la pénurie de logements est souvent causé par l'insuffisance de logements formels due à l'absence de gestion et de politiques pour les logements informels. Le développement immobilier (dans le cas de Dakar) a souffert de problèmes de distribution inégale et a causé des frustrations sociales, un danger sociétal pour la sûreté et la sécurité.

Un débat devrait être établi entre le développement rural et le nouvel urbanisme, étant donné que la nouvelle tendance en matière d'urbanisme vise à créer de belles conceptions architecturales, mais que la réponse locale à ces nouvelles conceptions n'est pas toujours positive. Par conséquent, l'architecture et la morphologie sociale devraient être prises en compte dans la rénovation urbaine, dans le but de réduire les conflits.

T1Pb : Déplacement et développement rural-urbain.

Stephanie Loose, Chen Yang et Meilin Zhang ont présenté leur étude sur le thème «Déplacement et développement rural-urbain» au cours de cette session. La question principale posée dans ce panel était «les questions d'urbanisation alternative et les solutions dues au déplacement des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IDP), l'intégration urbaine-rurale et la migration urbaine».

Leçons apprises :

Le changement climatique devrait faire l'objet d'un plus grand nombre de discussions dans les médias, car il n'est abordé qu'environ 1 % du temps. Les gens ne se sentent pas concernés par le changement climatique parce que nous ne pouvons pas voir le CO₂, car le

sujet est trop complexe et trop vaste. L'être humain apprend en voyant ; les villes devraient donc donner le ton et servir de modèle. Les femmes des pays en développement sont plus sensibles au changement climatique, les villes devraient donc en tenir compte.

Recommandations issues des discussions :

Guidée par l'action d'ONU-Habitat au Burkina Faso pour aider les habitants déplacés, la collaboration intersectorielle est vitale pour fournir une aide humanitaire à court terme et une construction urbaine à long terme pour les communautés d'accueil des populations déplacées, ce qui contribuera à établir la confiance du public pendant la crise.

L'industrialisation aidera les pays en développement à créer davantage d'emplois et de moyens de subsistance pour les zones rurales et les zones urbaines-rurales intégrées. La pandémie de COVID nous a appris à planifier l'urbanisation avec une politique «centrée sur les personnes». Ces deux aspects (l'industrialisation et la politique centrée sur les personnes) sont d'une importance vitale pour permettre une continuité entre les zones urbaines et les zones rurales.

La classification des villages et l'outil de cartographie sont fortement recommandés en tant que méthodologie de recherche, qui aide à incorporer les enquêtes et les données statistiques dans le processus administratif urbain.

L'un des principaux résultats est que l'urbanisation ne doit pas être considérée uniquement comme un problème et un défi majeur pour la société, mais qu'il est nécessaire d'exploiter les opportunités qu'elle offre. La nécessité d'une cohésion sociale, d'une gouvernance à plusieurs niveaux et d'une résilience des villes pour faire face aux déplacements et à la crise qui en découle. La nécessité d'une population urbaine bien planifiée pour améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables.

L'importance d'un développement intégré des zones rurales et urbaines, en prenant l'exemple de Hanzhou a été soulevée. Les discussions ont permis de clarifier une expérience commune sur la manière dont les villages sont classés en fonction de priorités clés afin de cibler les ressources et les stratégies de développe-

ment pour guider l'exode rural. L'idéologie socialiste qui guide la terre et la propriété est quelque chose que tout le monde doit ramener à la maison.

L'identification du niveau des besoins de la population migrante à l'aide d'une approche économétrique du modèle de base. L'autre recommandation est que les actions et les décisions en matière d'établissement soient guidées par des valeurs écologiques, de santé physique et de vie culturelle. La discussion a également mis en évidence la nécessité d'évaluer d'autres méthodes d'analyse des données pour les études de doctorat afin que les résultats puissent être correctement validés.

T1Pc : Résilience urbaine : de la théorie à la pratique

Leçons apprises :

Les villes résilientes sont des villes capables d'absorber les interférences extérieures et de maintenir leurs structures et leurs fonctions clés.

Les villes fortes ont pu s'adapter à la pandémie de grippe aviaire. La résilience peut dépendre de différents facteurs tels que la technologie et la localisation.

T1Pd : Résilience et infrastructure durable. Arrach Riad, El Jirari Amal, Benmakrane Oussama, Amy Huangqing Li, et Thomas Tamo Tatietsse ont présenté leur étude sur le thème de la « résilience et de l'infrastructure durable » au cours de cette session. Les thèmes principaux de ce panel étaient «Le système de transport comme processus de développement territorial ou risque de ségrégation sociale (Maroc)» et aussi «Re-promouvoir l'urbanisation souterraine durable pour les pays développés et en voie de développement dans notre histoire moderne».

Leçons apprises :

Les paysages périurbains et leurs habitants ont des liens d'interdépendance (accès aux ressources, aux emplois, etc.) avec les environnements urbains ; le transport en commun est directement lié à cette interdépendance et contribue à l'expansion spatiale.

Les transformations des réseaux de transport se traduisent par une augmentation de la mobilité automobile et une diminution des transports collectifs, ce qui entraîne un déséquilibre entre les lieux d'habitation et les lieux d'emploi.

La première résolution des Nations unies sur le potentiel de l'espace souterrain en 1981 sur les ressources naturelles a été l'élément déclencheur de la prise de conscience du développement durable du sous-sol.

Il est nécessaire d'analyser le besoin d'espace souterrain dans les pays émergents.

Des systèmes souterrains mal planifiés, tels que le système d'égouts, peuvent entraîner des catastrophes sanitaires urbaines (par exemple, Ebola en Afrique).

Recommandations issues des discussions :

Le Maroc doit développer une vision qui relie les politiques d'urbanisme aux politiques de transport.

Le sous-sol africain doit être modernisé par l'installation d'infrastructures souterraines de services publics.

Près de la moitié des villes africaines n'ont qu'un simple accès aux eaux souterraines ; les technologies de collecte des eaux souterraines devraient donc être encouragées en Afrique subsaharienne (profondeur inférieure à 25 mètres).

L'Afrique a le potentiel de générer 900 MW d'électricité à partir de ressources géothermiques à base d'eau chaude et de vapeur.

Si les procédures de la chaîne d'approvisionnement sont bien conçues et organisées, la production, l'entreposage et la distribution des denrées alimentaires peuvent garantir l'accès de tous à la nourriture.

La prise en compte de l'adaptation au changement

climatique en Afrique est cruciale pour le développement du sous-sol.

Des politiques globales doivent être mises en place afin de promouvoir la sensibilisation à l'espace souterrain durable.

Les habitants locaux doivent bénéficier d'une assistance et d'une formation à la navigation dans l'espace souterrain de la part des nations développées.

T1Pe : Résilience urbaine et développement côtier. Xueting Zhang et Zhiyuan Xiang ont présenté leur étude dont le thème principal était l'évaluation à plusieurs échelles du développement urbain côtier lié aux impacts environnementaux, sociaux et économiques, de l'échelle municipale à l'échelle mondiale».

Leçons apprises :

Les zones côtières ont subi de changements rapides et profonds en raison de l'accélération du changement climatique, du développement des zones côtières et des bassins versants, et de la surexploitation des ressources.

Recommandations issues des discussions :

En utilisant Shenzhen (baie de Dapeng) comme étude de cas, il a été déterminé qu'une planification urbaine résiliente avec des zones pilotes de civilisation écologique contribuera à améliorer la durabilité des mégapoles, et que les techniques vertes douces devraient être encouragées pendant la construction de l'urbanisation côtière pour réduire les problèmes de durcissement du littoral.

Par le biais de groupes de recherche et de groupes de travail, les universitaires, les agences gouvernementales et l'industrie devraient établir une collaboration multidisciplinaire afin d'améliorer l'administration

des villes et la contribution scientifique. Les autorités locales pourraient utiliser l'indice de résilience pour formuler des plans et faciliter la prise de décision.

Un moyen d'améliorer le durcissement des littoraux est de transformer les structures côtières grises et dures en littoraux verts et souples. Les défenses naturelles contribuent à une plus grande résilience des côtes, c'est pourquoi des mesures de conservation et de restauration des côtes devraient être prises pour protéger les littoraux naturels.

Thématique 2 : Préparation et gestion du COVID 19 et du changement climatique dans les villes

Outre les effets du changement climatique déjà observés dans le monde entier, la récente pandémie causée par le virus Covid-19 affecte de nombreuses sphères de notre vie et a un impact évident sur l'empreinte carbone de nos villes. L'émergence soudaine de la pandémie et l'évolution de la crise climatique sont certainement les deux crises les plus importantes. Il est donc important de se concentrer sur une planification adéquate et de mettre en œuvre des réponses efficaces. Il est nécessaire d'avoir une compréhension collective de la relation entre le COVID et le changement climatique afin que les actions puissent être coordonnées et efficaces. Il s'agit d'une responsabilité partagée, car les impacts environnementaux sont transfrontaliers. Le virus corona a touché tout le monde dans le monde entier et a également entraîné une cessation des échanges commerciaux, des affaires et des activités économiques. Les gouvernements ont réagi à la pandémie de différentes manières. Il est donc important d'analyser l'impact du Covid 19 sur l'environnement et de voir comment il varie d'une ville à l'autre.

Comprendre cette relation peut aider à approcher les dommages causés par le COVID en termes de changement climatique et nous éviter de faire face aux conséquences de l'inaction. Le Cadre pancanadien sur la croissance propre et le changement climatique est le plan du Canada qui a été élaboré avec les provinces et les territoires et en consultation avec les peuples autochtones pour atteindre les objectifs de réduction des émissions, faire croître l'économie et renforcer la résilience face au changement climatique. En ce qui concerne l'impact de Covid 19, un ciel dégagé, une réduction des émissions de carbone et une amélioration de la qualité de l'air ont été observés dans certaines régions comme conséquences de la quarantaine. Par ailleurs, certaines industries, comme l'industrie aéronautique, ont été fortement touchées par la pandémie mondiale de coronavirus. L'arrêt de ces industries et de ces activités économiques peut avoir un impact positif sur l'environnement. De même, le tissu urbain de nos régions est en train d'être redéfini, principalement en raison des règles d'éloignement physique. Les lieux, tels que les centres d'interaction sociale qui définissaient la vie sociale d'une ville, sont de plus en plus remis en question. Ce scénario changeant appelle clairement les industries de la construction à intervenir. Au-delà des prochaines décennies, la plus grande incertitude concernant l'ampleur du changement climatique futur est ancrée dans l'incertitude concernant le comportement humain, c'est-à-dire la manière dont le monde choisira de répondre au COVID. C'est pourquoi les discussions de panels de la Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU) visent à nous permettre d'agir le plus rapidement possible.

T2Pa : Eclatement du Covid-19 et préparation des villes. Douglas Ragan et Miriam Ngombe ont présenté leur étude sur le thème « Eclatement du Covid-19 et préparation des villes » au cours de cette session. Le processus de co-conception avec un regard sur les implications futures était le point clé de ce panel, ce qui peut aider à rendre la discussion plus productive.

Leçons apprises :

Les villes du sud ont été les plus touchées par la COVID-19.

40% de la population vivent dans des bidonvilles et de nombreuses nations sont susceptibles d'être infectées.

Des programmes sont mis en œuvre pour modifier la perception des bidonvilles

Les résultats d'un questionnaire indiquent que l'emploi n'a pas diminué comme prévu et que ce pourcentage élevé d'emplois non perdus est lié à la prévalence de l'informalité.

En raison de l'application de limites, les revenus sont plus faibles et peu de personnes bénéficient de l'aide du gouvernement.

Le PSUP apporte son aide en proposant des options pour la réponse à la pandémie, ainsi que des mesures à long terme.

Le lavage des mains est la stratégie la plus efficace pour prévenir la propagation de la COVID-19, et des stations ont donc été créées au Kenya et en Ouganda.

L'organisation et l'institution de jeunesse ont réagi rapidement à la pandémie : des initiatives de lavage des mains ont pu atteindre une partie considérable de la communauté dans les cinq mois suivant mars

2021, en particulier à Mathare.

De nombreuses priorités ont été établies (maintenir l'hygiène pour prévenir la propagation du virus, éduquer le public sur le risque de pandémie, améliorer la résilience de la communauté locale, protéger les droits de l'homme).

La construction de stations de lavage des mains est supervisée par un grand nombre de jeunes qui contribuent aux perspectives d'emploi.

Cette session a permis d'acquérir des connaissances sur la situation sanitaire.

T2Pb : Covid-19 et changement climatique. Am-bilola Omolabi, Kamyar Razavi, Laïla Amraoui & Asia Laachir, Chalkasra Safaee, et Shaila Lolita ont présenté leurs études sur le thème « Covid-19 et le changement climatique » au cours de cette session. Le processus de co-conception avec un regard sur les implications futures était le point clé de ce panel, ce qui peut aider à rendre la discussion plus productive.

Leçons apprises :

L'urbanisation est la cause première du climat urbain

Discussion sur la différence entre les îlots de chaleur ruraux et urbains

Les régions urbaines ont des températures de surface plus élevées que les régions forestières. Explication des causes de ces distinctions (albédo, absence de végétation, etc.)

Argumentaire contre l'impact de l'urbanisation sur le climat urbain (végétalisation des zones urbaines, etc.)

Mise en place d'une stratégie territoriale au Maroc pour lutter contre les conséquences du

réchauffement climatique

Rôle des solutions relatives à l'engagement des populations dans l'urgence climatique

Clarification des causes et des effets du changement climatique

L'intangibilité du changement climatique explique que la majorité des gens n'y croient pas.

Tous les rapports sur le problème climatique n'ont pas incité les individus à agir.

Importance de relier le changement climatique à des valeurs, des croyances, des attitudes et des normes sociales identifiables

Croissance des médias sociaux qui encouragent et célèbrent la consommation excessive.

L'inégalité entre les hommes et les femmes peut aggraver les risques liés au changement climatique.

Importance du programme institutionnel qui facilite la formation d'un groupe de femmes.

Manque de connaissances des personnes chargées d'exécuter les activités liées au genre, en particulier au niveau des villages.

C'est dans les villes émergentes que les femmes ressentent le plus l'impact du changement climatique environnemental.

L'importance des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et des stratégies pour leur résolution

Recommandations issues des discussions :

Il est essentiel de fournir au public des informations claires, fiables et faciles à comprendre sur le changement climatique. Les gens doivent pouvoir faire le lien entre le changement climatique et leurs valeurs, attitudes, croyances et

normes sociales. Il est essentiel de prendre en compte l'égalité des sexes dans les politiques et les pratiques.

Observons-nous des relations étroites avec les secteurs d'activité et les associations environnementales : une concentration sur le secteur primaire, les ministères et la conviction que l'écologisation des villes est utile à de nombreux égards ?

Alternatives à la plantation d'arbres : Les principaux facteurs affectant le cycle de l'eau, le cycle du vent, etc. Il existe plusieurs options, dont les solutions aquatiques qui permettent d'abaisser la température, les solutions qui incluent la manipulation de l'albédo pour maintenir l'équilibre radiatif, et la solution la plus réussie, qui est la solution utilisant la végétation.

Autres options pour les régions frappées par la sécheresse : le développement continu de remèdes, le dessalement de l'eau salée, mais aussi un compromis entre l'arrosage des arbres et la localisation de l'eau.

Prendre en compte les raisons pour lesquelles le public ne comprend pas l'importance du changement climatique :

Fournir des connaissances scientifiques sur la catastrophe climatique serait bénéfique, mais ce n'est pas le cas.

Parce que la question de changement climatique est intangible, ses impacts ne sont pas évidents à l'œil nu.

Dans quelle mesure ces perspectives masculines

enracinées entravent-elles la participation de ces ménages à l'action climatique ?

Les politiques asiatiques en matière d'égalité des sexes sont très progressistes (les hommes dominant)

En raison de la nature de leur profession, certaines femmes gagnent peu d'argent et ne peuvent pas subvenir aux besoins de leurs familles.

T2Pc : Éclatement de la COVID-19 et évaluation des risques

Leçons apprises :

La mise en place d'un plan approprié pour l'aménagement des lieux où les piétons se déplacent habituellement (pièce fermée, couloir, file d'attente sinueuse) peut contribuer à réduire le taux de transmission de l'infection.

La façon dont nos villes urbanisées sont formées et fonctionnent actuellement peut être améliorée afin d'aider les différentes échelles d'environnement à lutter contre les pandémies telles que celles dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui avec le COVID-19.

En utilisant le cadre de la TOE, il a été démontré que la Chine a mieux réagi à la mise en œuvre des codes sanitaires lors de la COVID-19 en raison du contrôle accru du gouvernement, d'une plus grande rigueur et d'une plus grande coopération de la population.

Recommandations issues des discussions :

Pour les études simulées en matière d'environnement dans le cadre de cette présentation, Tianyi Xiao a recommandé ce qui suit :

Pièces fermées : l'augmentation des points d'entrée et de sortie peut contribuer à réduire les transmissions.

Couloir : Des signaux au milieu du couloir peuvent réduire les contacts et les transmissions.

File d'attente sinueuse : Moins de coins et/ou de séparations latérales entre les allées adjacentes peuvent contribuer à réduire la transmission.

Les inégalités spatiales doivent faire l'objet d'une plus grande attention lors de la conférence COVID-19.

Plus d'engagement en faveur de changements structurels à long terme

Des choix fondés sur des données probantes doivent être faits pour que la santé et le bien-être des villes puissent s'épanouir.

Pour que la mise en œuvre d'un code de santé permettant aux citoyens de savoir si une personne est atteinte de COVID-19 soit couronnée de succès, il faut non seulement un niveau élevé de progrès technologique, mais aussi une gestion ordonnée de la part de la population et du gouvernement.

Sans ces deux éléments, la mise en œuvre des codes sanitaires serait inefficace.

Thématique 3 : Prévisions et gestion prévisionnelle des risques urbains : Gestion de la densité, de la diversité et de la mobilité croissantes

Le coronavirus (COVID-19) a touché des villes et des communautés du monde entier, menaçant la santé publique et bouleversant l'ordre économique et social. Les villes présentant des densités et des caractéristiques de croissance économique similaires ont réussi, à des degrés divers, à limiter la propagation du COVID-19. Pour lutter efficacement contre les urgences sanitaires telles que celles générées par le COVID-19, il convient d'identifier les risques liés à la gestion de la densité, de la diversité et de la mobilité. Dans les pays en développement, de nombreuses zones aux capacités limitées, à toutes les échelles urbaines, nécessitent des réponses d'urgence pour éviter la propagation rapide de la contagion. Les citoyens pauvres sont les plus vulnérables aux risques dans les villes et sont souvent laissés pour compte dans les interventions d'urgence. Investir dans la gestion des risques urbains permet aux autorités locales, aux organisations et aux décideurs politiques de formuler des stratégies efficaces et efficaces pour renforcer la préparation aux épidémies dans les villes et les milieux urbains. Le plan stratégique actuel du PNUD (2018-2021) propose une approche holistique de la gestion des risques, de l'amélioration de la gouvernance, de l'engagement multipartite et de la participation communautaire. Le PNUD a mis en œuvre des programmes régionaux, multinationaux et nationaux sur la gestion des risques urbains, avec des interventions ciblées dans 75 pays. Le projet

de résilience des villes arabes travaille à l'élaboration d'indicateurs de résilience afin de mesurer les progrès réalisés dans les interventions de renforcement de la résilience en milieu urbain. Le projet «Les villes de demain» (Tomorrow's Cities) se concentre sur la réduction des risques pour les pauvres dans les «villes de demain» en catalysant une transition de la gestion de crise vers une planification et une prise de décision urbaines multirisques et informées des risques dans le contexte du COVID-19. L'objectif de la table ronde d'ICCCASU4 est d'établir une plateforme pour discuter de la gestion actuelle des risques urbains en relation avec la densité, la diversité et la mobilité. Nous aborderons un large éventail de préoccupations, y compris le manque d'attention accordé aux pauvres des villes dans les réponses aux situations d'urgence. Nous espérons que ce débat permettra de formuler des recommandations à l'intention des autorités urbaines locales.

T3Pa : Construire des villes inclusives et durables

Yombi Ouedraogo, Alice Zua Nunes et Jerzy Banski ont, au cours de cette session, présenté leurs études sur le thème «Construire des villes inclusives et durables».

Leçons apprises :

Le Burkina Faso compte un certain nombre de villes de taille moyenne et deux grandes zones métropolitaines, dont Ouagadougou. Au cours des 50 dernières années, Ouagadougou a connu une croissance importante, ce qui a entraîné un

étalement urbain spontané et un manque de croissance vers le haut dans le centre-ville.

Alors que de nombreuses parties du centre-ville de Ouagadougou ont été bien planifiées pour permettre aux citoyens d'accéder facilement aux services de base, l'étalement urbain a entraîné le développement de quartiers informels dépourvus de ces services. Ces quartiers informels sont exposés à un risque élevé d'inondation, en partie à cause de l'accumulation d'ordures dans les canaux d'évacuation.

De nombreuses villes du Mozambique sont vulnérables en raison du manque de ressources et de services de base, notamment dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation et des transports. Lorsque les populations se déplacent vers les centres métropolitains, les quelques services qui subsistent sont mis à rude épreuve.

Recommandations issues des discussions :

Les solutions à la croissance urbaine rapide au Burkina Faso doivent être localisées pour répondre aux besoins régionaux, doivent être inclusives pour impliquer les résidents locaux dans la planification urbaine, et doivent aller au-delà des frontières administratives puisque la croissance se produit en dehors des centres-villes.

La planification de la croissance doit intégrer la protection économique, sociale et environnementale et mettre l'accent sur le fait que toutes les populations dans les villes ou dans les environnements ruraux peuvent bénéficier de cette planification à travers le Burkina Faso.

Il est nécessaire de mener un travail de terrain dans la ville de Pemba pour valider les résultats de la stratification de la vulnérabilité entre les quartiers et pour amener les résidents locaux à comprendre les défis auxquels ils sont confrontés afin d'éclairer les réponses politiques à la situation.

Afin de réduire la vulnérabilité et d'améliorer l'accès aux services, le gouvernement local de la ville de Pemba devrait intégrer une analyse de la vulnérabilité de ses différents quartiers dans la formulation de ses politiques.

Des investissements pourraient être réalisés pour améliorer les transports et les liens sociaux entre les zones densément peuplées et celles qui le sont moins, afin d'encourager les habitants à rester dans les petites villes.

T3Pb : Complexité urbaine et développement urbain

Leçons apprises :

En matière d'infrastructures urbaines, l'équilibre entre l'offre et la demande repose sur la structure de la demande, ainsi que sur la disposition géographique et temporelle des infrastructures.

L'expansion démographique, le transport urbain, l'organisation des activités, la pollution et la dégradation de l'habitat sont autant de défis associés à l'urbanisation au Mali.

Bamako ne parvient pas à assurer les services à sa population

Le projet vise à restaurer les sites clés de l'État afin de diminuer les dysfonctionnements urbains et de revendiquer certains lieux pour un développement urbain dynamique.

L'environnement commercial africain est plus restrictif pour les entreprises canadiennes que l'environnement commercial local.

La majorité des investissements directs étrangers en Afrique est concentrée sur quatre villes : Lagos, Tanger, Johannesburg et Le Caire.

La majorité des connexions du continent africain avec les réseaux mondiaux se fait avec l'Europe, par opposition à l'Asie et à l'Amérique du Nord.

Recommandations issues des discussions :

Les solutions à la demande en infrastructures urbaines incluent la croissance économique régionale, les conséquences politiques et la coordination des architectures de réseaux.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme a été mis en place par le gouvernement malien en réaction à l'expansion de l'urbanisation

En améliorant la qualité et la quantité de ses services, le gouvernement a l'intention de densifier le centre-ville, de renforcer l'attractivité du Mali et d'en faire une destination de choix pour les affaires, le tourisme, les arts, la culture et les conférences internationales.

Le Canada devrait mettre en œuvre des initiatives multidimensionnelles afin d'améliorer sa position économique sur le continent africain.

T3Pc : Environnement, confort et espace urbain

Leçons apprises :

La planification des déplacements actifs des enfants fait l'objet d'une attention croissante, et les déplacements actifs des enfants à l'école constituent une part importante des déplacements des enfants.

Un environnement piétonnier confortable peut favoriser les déplacements scolaires actifs et contribuer à la santé physique et mentale et au développement des enfants.

L'urbanisation est une transformation anthropique majeure de l'utilisation des sols.

Les éléments construits du tissu urbain modifient fortement la quantité de rayonnement solaire réfléchi ou absorbé, la distribution des vents et les équilibres hydriques et énergétiques à la surface de la terre.

Les parcs urbains peuvent être favorables à la santé humaine. Un temps plus long passé dans les parcs peut réduire le risque de mauvaise santé.

Lors de la collecte de ces mesures de perception, les chercheurs existants utilisent généralement l'approche de l'enquête. Cependant, cette approche traditionnelle est coûteuse et prend du

temps, ce qui limite l'extensibilité à quelques parcs.

Recommandations issues des discussions :

Renforcer l'importance internationale de Tianjing et contribuer à l'évaluation du confort de l'environnement piétonnier pour les déplacements scolaires actifs des enfants.

Approfondir les recherches de l'influence des matériaux de construction l'élévation de la température dans les trois cas de figure présentés.

Clarifier la définition du parc et définir des dimensions adéquates pour mesurer les perceptions du parc ; réfléchir à la manière de maximiser les avantages du parc et de rendre la communauté plus harmonieuse et durable.

T3Pd : Les villes face à des défis divers

Leçons apprises :

Diminution prévue de la consommation de charbon ; augmentation de la production d'énergie renouvelable en Chine.

L'emploi dans le secteur de l'énergie solaire devrait augmenter le plus.

Prévision d'un pic d'émissions d'ici 2030. Dans un scénario de maintien du statu quo, les émissions n'atteindront pas leur maximum d'ici à 2030.

La ville de Zhangjiakou prend des mesures pour réduire les émissions de carbone grâce à des ajustements industriels/structurels, aux transports et au secteur du tourisme.

Recommandations issues des discussions :

Promouvoir des messages et des discours pro-en-

vironnementaux en Chine. La Chine est le premier émetteur mondial de CO2 et la lutte contre la crise climatique ne peut se faire sans elle.

Les intervenants de ce panel ont abordé les stratégies d'atténuation au niveau national (ville de Zhangjiakou et les Jeux olympiques d'hiver de Pékin 2022) et au niveau hyper-local (préfecture de Nujiang dans la province de Yunnan).

Thématique 4 : Vie privée, surveillance, sécurité, gouvernance et bien-être collectif

La protection de la vie privée et la sécurité sont devenues des questions essentielles au XXI^e siècle, car l'innovation technologique rapide dépasse notre capacité d'absorption et d'adaptation, tandis que les technologies elles-mêmes en viennent à dominer de nombreux aspects de notre vie. Les données personnelles sont collectées partout et partagées avec ceux qui s'y intéressent. Alors que les données personnelles sont des outils permettant de faire face aux nouvelles menaces à la sécurité sur le territoire national et à l'étranger, notre sens de la vie privée s'amoindrit. L'équilibre entre la vie privée et la sécurité collective est de plus en plus important à mesure que nous intégrons davantage de technologie dans nos vies. À l'ère numérique, la technologie est utilisée dans presque toutes les sphères de l'activité humaine. L'adoption du concept de ville intelligente, qui vise à fournir des services urbains plus efficaces et une ville plus sûre et plus équilibrée sur le plan écologique, a entraîné l'intégration de la technologie dans l'infrastructure de la ville, avec la collecte et le stockage d'informations de toutes les manières possibles. Cette croissance explosive de la collecte et du stockage des données s'est accélérée avec l'urbanisation et la gestion des villes. Les gens étant

de plus en plus interconnectés et les populations de plus en plus concentrées, ils sont soumis à un niveau plus élevé de surveillance et de contrôle (in)formels.

Cette collecte d'informations peut être utilisée de manière abusive par les gouvernements ou les secteurs privés qui veulent assurer la sécurité et l'ordre publics dans les villes. Si ces technologies de l'information peuvent offrir des outils précieux pour un engagement civique efficace et la gouvernance des institutions, elles portent souvent atteinte à la vie privée et à la liberté des citoyens, ouvrant ainsi la porte aux gouvernements désireux d'exercer un contrôle autoritaire ou d'établir des profils de marché. La protection de la vie privée et la sécurité ont été abordées lors de la 73^e session de l'Assemblée générale des Nations unies sur les droits de l'homme, qui a adopté une résolution affirmant le droit à la vie privée à l'ère numérique. Ils ont noté que tous les individus, mais surtout les enfants et les femmes, sont vulnérables et peuvent voir leur vie privée violée. Il a également été reconnu que le droit à la vie privée est particulièrement important pour les femmes et les enfants, afin de prévenir la violence, les abus et le harcèlement sexuel fondés sur le genre, la cyberintimidation et le cyberharcèlement. La recherche d'un juste équilibre entre la construction et l'entretien de villes technologiquement avancées, tout en préservant la vie privée de leurs citoyens, a récemment fait l'objet d'un article publié en 2018 dans la revue *Sustainable Cities and Society* (Villes et sociétés durables). La technologie continuera d'évoluer, tout comme son utilisation dans les

villes et la gouvernance. Les villes continueront à s'étendre et les populations à croître, de sorte qu'il devient essentiel d'établir des solutions durables pour préserver la vie privée des citoyens et des institutions dans ce monde de plus en plus technologique. La table ronde d'ICCCASU4 est une tentative de concevoir de telles solutions pour faire bon usage des nouvelles informations en mettant en œuvre la technologie dans les infrastructures d'une manière qui ne menace pas le bien-être des citoyens du monde entier.

T4Pa : Politique et développement urbain

Leçons apprises :

Les médias sociaux ont été utilisés comme une arme politique en Ouganda, principalement pendant les années électorales. Alors que le gouvernement a utilisé les médias sociaux pour contrôler le discours pendant les élections de 2021 et a utilisé des outils pour restreindre l'utilisation des médias sociaux par ses opposants, les candidats de l'opposition ont également utilisé les médias sociaux pour étendre leur mouvement.

L'utilisation des médias sociaux par les opposants politiques au gouvernement ougandais a permis de renforcer la démocratie en donnant une tribune aux voix des militants et des jeunes.

Les espaces politiques peuvent également être compris et analysés comme des régions géographiques. En Chine, le système Danwei a

été créé comme un lieu de travail et de vie et a servi de mécanisme pour préserver l'ordre social, tandis que le système communautaire a encouragé les initiatives communautaires et la réorganisation des citoyens.

Les quartiers et les espaces communautaires peuvent être un champ d'interactions de pouvoir, et le redimensionnement géographique a également des implications politiques et de distribution du pouvoir.

Les conditions de vie insalubres et les bidonvilles sont un problème au Maroc que l'initiative «Villes sans bidonvilles», lancée en 2004, a considérablement réduit. Des initiatives telles que la mobilisation réussie de réserves foncières, un budget public important et le respect des règles par le gouvernement, la révision du système d'imposition des biens immobiliers et la mise en place de partenariats public-privé ont contribué à son succès.

Recommandations issues des discussions :

Les médias sociaux peuvent être considérés comme un véhicule d'interaction publique susceptible de générer une influence au-delà de l'arène civique officielle, mais l'absence de processus de vérification et l'inégalité d'accès peuvent poser problème.

L'expérience de la réduction des bidonvilles au Maroc peut être reproduite à l'étranger, même si certaines conditions préalables doivent être remplies, telles que la volonté de l'État d'intervenir, un financement adéquat et des conditions immobilières favorables.

Le développement d'initiatives en matière de logement, telles que le programme «Villes sans bidonvilles», devrait utiliser une approche académique/scientifique pour résoudre les problèmes de logement et impliquer les citoyens dans cet effort.

T4Pb : Analyse théorique et empirique du développement urbain

Leçons apprises :

Covid 19 et les mesures liées à la pandémie ont déplacé la criminalité dans la ville d'Ottawa. La mobilité de la population peut servir d'indicateur pour identifier les changements dans les schémas de criminalité.

Pour montrer la mobilité dynamique de la population, les données de recensement

traditionnelles ne sont pas efficaces. D'autres données utiles peuvent être utilisées, comme les appels au SPO 911, l'utilisation des sols, les médias sociaux...

Le système d'information foncière peut aider à résoudre les conflits fonciers afin de renforcer les droits d'accès des acteurs ruraux à la terre et de promouvoir la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles dans le cadre d'une coordination plus efficace.

L'agriculture urbaine peut être une solution résiliente pour faire face à la crise sanitaire de la covid 19 : elle peut être une réponse à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et créer un lien social pour les personnes isolées et éloignées de leurs familles.

Thématique 5 : Crises sanitaires dans les villes : Tirer les leçons du passé et planifier l'avenir

Le thème des crises sanitaires dans les villes a fait l'objet d'une attention croissante ces dernières années en raison de la croissance et de l'urbanisation de nombreuses régions du monde. La concentration des populations et la répartition inégale ou le manque de ressources augmentent le risque et l'impact de ces crises sanitaires. Avec le coronavirus, les répercussions économiques et sociales des crises sanitaires sont devenues très évidentes, surtout si elles ne sont pas gérées correctement. Ces crises sont souvent liées à la

perte de vies humaines, ainsi qu'à la détérioration de l'état de santé général et de l'économie dans un ou plusieurs lieux géographiques. L'urbanisation a amplifié les problèmes causés par les crises sanitaires ; les villes se développent à un rythme alarmant, ce qui entraîne une répartition inégale des populations et un paysage urbain désorganisé. Cela signifie aussi souvent que tout le monde n'a pas un accès égal aux services de santé à des ressources permettant d'atténuer les difficultés qui résultent de ces crises. La planification urbaine est devenue un sujet de discussion important au milieu du coronavirus, car de nombreuses entreprises dans le monde ont été forcées de fermer ou de fonctionner à capacité réduite. Toutefois, le lien entre la santé et le développement urbain est connu depuis un certain temps. Par exemple, l'Organisation mondiale de la santé a organisé une consultation en 2008 pour discuter du rôle des villes et a proposé des lignes directrices pour les villes en cas de crise internationale due à une maladie infectieuse. Elle est également responsable de la création du Règlement sanitaire international, une série de règlements créés pour aider à prévenir, contrôler et protéger contre les risques sanitaires et qui ont été adoptés par 196 pays dans le monde. Alors que les populations urbaines continuent de croître, le développement des villes peut soit aider, soit entraver notre réponse aux crises sanitaires. L'expérience mondiale du coronavirus a mis en évidence la nécessité d'intégrer une perspective de soins de santé dans la planification et le développement urbains afin de faire face efficacement aux crises sanitaires actuelles et futures.

T5Pa : La santé urbaine à l'ère de la Covid-19

Leçons apprises :

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est un élément de l'engagement des entreprises auprès des communautés locales.

Il existe d'autres possibilités pour les entreprises d'utiliser la RSE, telles que le soutien aux communautés locales en cas de crise et la protection des droits de l'homme et de l'environnement.

Les entreprises africaines sont confrontées à des difficultés concernant les activités de RSE, lorsqu'elles manquent d'éléments sociaux et environnementaux ou sont confrontées à des intérêts conflictuels des communautés locales et du gouvernement.

Aucun État africain n'a adopté d'approche globale pour la création de villes grâce à la RSE ; ceux qui s'y sont essayés n'ont déployé que des efforts minimes

Il n'y a que peu ou pas d'entreprises africaines ou d'entreprises ayant leur siège en Afrique qui déploient des efforts significatifs pour aider à résoudre les problèmes liés à la COVID-19 au sein de leurs communautés. Les entreprises de construction en Afrique du Sud ont montré qu'elles prenaient en compte la RSE.

La recherche efficace des contacts est souvent inaccessible au niveau du quartier.

La quantité de vaccins est insuffisante dans les régions où se trouvent les points chauds.

Les programmes axés sur l'éducation et adaptés à la culture font défaut.

Avec l'urbanisation naissante, il faut une infrastructure propre pour la soutenir.

Il n'existe pas d'études sur l'équité vaccinale pour les minorités visibles. L'existence de pareilles études pourrait contribuer à la programmation future.

Il est nécessaire de créer un environnement qui attire de nouveaux investissements et de nouvelles pratiques, avec des mécanismes de financement abordables.

Le passage de la dépendance à l'égard d'importations internationales à une dépendance à l'égard des produits nationaux peut permettre au gouvernement de développer ses propres capacités industrielles.

Les systèmes énergétiques décentralisés/autonomes peuvent contribuer à faciliter l'accès à l'énergie des citoyens pauvres ; les systèmes solaires photovoltaïques peuvent être utilisés dans diverses installations.

Il faudrait s'orienter vers les énergies renouvelables, les réseaux intelligents et le stockage de l'énergie.

Les modes de vie à faible consommation d'énergie, la résilience et l'économie circulaire peuvent contribuer à une utilisation plus durable de l'énergie pour les citoyens pauvres.

Recommandations issues de la discussion :

Les moteurs de la RSE devraient être basés sur des traits culturels spécifiques - les entreprises pourraient mieux accueillir les villes africaines pendant la conférence sur la COVID-19 en fonction de leurs besoins culturels.

L'intégration des attentes sociales dans les initiatives de RSE pourrait aider les entreprises à fournir les produits et services les plus demandés.

Les institutions devraient soutenir les entreprises locales - cela contribue à stimuler l'économie.

Les informations relatives à la RSE devraient inclure des déclarations liées à la COVID-19, car les entreprises sont plus susceptibles de tenir leurs promesses.

Les entreprises devraient revoir la qualité de leur gouvernance en fonction des attentes de la société.

Il faudrait renforcer la routine et la collecte de données sociodémographiques afin de mieux planifier la distribution des vaccins et de minimiser les inégalités.

Les travailleurs précaires devraient bénéficier d'une plus grande accessibilité aux vaccins, plutôt que de dépendre de centres de vaccination ouverts 24 heures sur 24.

Les zones les plus touchées et les populations les plus vulnérables devraient faire l'objet d'une recherche et d'un dépistage ciblés des contacts.

Les ménages multigénérationnels doivent être vaccinés en priorité, car il s'agit d'un groupe plus vulnérable.

Les efforts de vaccination doivent impliquer les communautés locales par l'intermédiaire des décideurs politiques et des scientifiques afin d'instaurer la confiance d'une manière respectueuse et culturellement impliquée.

Les efforts de vaccination doivent être fournis dans toutes les langues majoritaires et traduits dans les langues minoritaires afin que les communautés comprennent pleinement les implications de l'effort.

Améliorer et ajouter une ventilation naturelle dans les nouveaux développements

Il est nécessaire de procéder à une planification adéquate en éliminant progressivement les bidonvilles et en évitant la surpopulation.

Les déchets municipaux doivent être traités de

manière appropriée.

Encourager la production et la consommation de produits locaux tout en promouvant l'approche « zéro km ».

Encourager la production d'énergie hors réseau

T5Pb : Développement urbain pendant la période post-Covid

Leçons apprises :

La Covid-19 a affecté tous les aspects de la résilience urbaine en Iran et dans les villes métropolitaines comme Téhéran.

La résilience économique est la clé de la résilience urbaine dans le cadre de la Covid-19.

La multitude de processus de récupération peut également fournir une variété de ressources économiques et de services de soutien.

Le PIB annuel des actifs sélectionnés pour la représentation et les budgets fiscaux locaux et le revenu total des taxes du régime ne fournissent pas seulement une garantie financière pour prévenir les dommages causés par la pandémie et soutenir le rétablissement urbain et la

construction, mais aident également à résoudre les problèmes liés à la résilience de l'emploi, en particulier après une situation d'urgence.

Les investissements étrangers en Afrique ont été historiquement plus importants, et la réduction causée par la Covid-19 augmentera la difficulté de la reprise économique urbaine.

La plupart des villes africaines partagent des défis communs après l'indépendance en ce qui concerne les questions de développement urbain accentués par une faible activité économique et des taux de pauvreté et d'emploi élevés chez les jeunes.

La croissance urbaine rapide, les catastrophes naturelles et la Covid-19 constituent une menace sérieuse pour la réalisation de l'ODD 11, qui vise à rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables.

Recommandations issues de la discussion :

Tirer parti d'une recherche étrangère sur la résilience urbaine, telle que la fondation Rockefeller.

Le gouvernement devrait soutenir le développement de la résilience urbaine en apprenant des autres pays et en travaillant ensemble pour améliorer la résilience globale de la région et relever pleinement les défis de la communauté internationale.

Il faut participer activement à la construction des réunions relatives à la pandémie et s'inspirer des derniers résultats de la recherche et de l'expérience pratique de leur propre passé urbain en ce qui concerne l'économie.

Améliorer la qualité de l'environnement résidentiel et améliorer l'infrastructure médicale et l'expertise des médecins pour mieux faire face à la pandémie en augmentant. Ceci passe par la mise à niveau des médecins pour promouvoir la zone métropolitaine.

Les villes devraient améliorer les systèmes de transports interrégionaux et les infrastructures de communication afin d'améliorer les routes interrégionales et l'information pour assurer la circulation et la connexion entre les zones à fort indice de résilience et celles à faible indice de résilience.

Fournir des fonds pour la technologie avec des informations de haute qualité, des privilèges et une expérience de contrôle pour les zones à faible résilience en temps opportun afin de répondre efficacement à la Covid-19.

T5Pc : Questions de santé et modèles urbains

Leçons apprises :

Découverte de la structure spatio-temporelle et de l'équité géographique des pharmacies dans les villes chinoises de 2008 à 2018

- Caractéristiques de l'évolution spatiale et des changements :

Le taux de croissance annuel moyen des locaux entre 2008 et 2018 était de 20 % en Chine.

Le nombre de pharmacies diffère sensiblement de part et d'autre de la ligne Hu.

- Évaluation de la disponibilité

La PPN des pharmacies chinoises passe de 0,5 à 3.

La zone de haute valeur du PPN s'est déplacée des villes économiquement développées vers les villes moins développées.

Les zones à faible PNP sont situées dans les huit régions autonomes minoritaires de l'ouest de la Chine.

- Disponibilité des pharmacies (NPP) dans

les pays :

Pays européens : de 0,5 au Danemark à 7,8 en Grèce.

Afrique du Sud ; le NPP préconisé est >1

Nouvelle-Zélande ; 2,2

- PDI

Le taux de croissance annuel de l'indice statistique des pharmacies est de 19 %.

L'IPD urbain diffère significativement de part et d'autre de la ligne Hu.

- Disparité spatiale et distribution

En 2018, l'IPD au niveau des villes a montré un schéma de regroupement.

42 villes à fort potentiel sont regroupées dans la région du delta de la rivière des Perles.

22 villes à faible température réparties dans les bassins moyen et supérieur de la rivière Jaune.

Utilisation de données en libre accès pour explorer la relation entre la morphologie urbaine et les

maladies diarrhéiques en Côte d'Ivoire.

Les troisièmes groupes de données sur les lumières nocturnes capturées par la NASA Earth, fournit des images de la terre la nuit pour l'année 2016, contiennent l'intensité de l'illumination nocturne, suggèrent l'infrastructure et l'activité humaine.

Forte illumination, faible densité = bien structuré.

Forte densité, faible éclairage = zones précaires.

Les corrélations entre les zones précaires et les terres cultivées sont influencées par le niveau d'éducation et le niveau d'urbanisation.

La corrélation est systématiquement plus forte avec un niveau d'éducation plus faible.

L'eau et les sanitaires ne sont pas suffisants pour prévenir les maladies.

Évaluation de l'impact du virus de la Covid-19 et du changement climatique sur les résidents urbains de Lagos, au Nigeria

- Résumé des caractéristiques socio-économiques :

Occupation - le plus grand nombre (45 %) est

engagé dans des activités informelles.

Revenu - 52% en dessous du salaire minimum de 30 000 N, soit 73 \$ par mois. 73 dollars par mois.

- Problèmes d'inondation

Niveau élevé d'inondations causées principalement par des activités humaines (88%).

Mécanisme d'adaptation : utilisation de bois, désensablement des cours d'eau au niveau individuel, communautaire et gouvernemental.

- Évaluation de la qualité du logement

L'accès à un logement de qualité permet de réduire la vulnérabilité.

Le manque d'infrastructures et de services est aggravé par la surpopulation associée à la vitesse accrue de la Covid-19.

- Bonne gouvernance urbaine

Permettre à chaque citoyen d'avoir accès aux nécessités de la vie urbaine, y compris un logement adéquat, de l'eau potable, des installations sanitaires, un environnement propre et la santé.

Assurer une préparation adéquate contre les risques de catastrophes imminentes et la réduction des pandémies, par des mesures telles que la mise en place de centres d'opérations d'urgence.

Recommandation :

Découvrir la structure spatio-temporelle et l'équité géographique des pharmacies dans les villes chinoises de 2008 à 2018.

Les décideurs politiques devraient mettre en œuvre des stratégies différenciées d'attribution des pharmacies en fonction des différentes régions.

Il convient d'utiliser l'IOP car elle fournit un support précis et en temps réel pour l'étude de la répartition des pharmaciens.

Utilisation de données en libre accès pour explorer la relation entre la morphologie urbaine et les maladies diarrhéiques en Côte d'Ivoire

Il faudrait étudier l'utilisation des sols et les indicateurs morphologiques en tant que facteurs de risque potentiels pour la diarrhée.

Si l'espace reflète les conditions socio-économiques et de vie qui sont des facteurs de risque pour de nombreuses maladies, il devrait être considéré comme une variable primaire d'exposition dans les études de santé.

Évaluation des impacts de la Covid-19 et du changement climatique sur les résidents urbains de Lagos, au Nigeria.

- Bonne gouvernance urbaine.

Nécessité d'adopter les biens urbains en matière de gouvernance.

La régénération urbaine : nous en avons besoin, elle doit être mise en place et nous devons adopter le concept de guichet unique.

Adopter le concept de verdissement de l'environnement (parcs, jardins, etc.) pour contrôler l'entretien des inondations urbaines au niveau de l'aménagement paysager et, enfin, de la planification spéciale.

Thématique 6 : Logement : Accès, accessibilité financière et informalité

L'accès au logement est l'un des défis les plus difficiles à relever pour les villes. Le logement est-il un droit ou une marchandise ? Parmi les questions qui se posent, citons l'approvisionnement, la qualité, l'emplacement, l'accessibilité financière, le titre de propriété, la location et la sécurité d'occupation, ainsi que l'infrastructure nécessaire pour soutenir le logement. Les problèmes d'accessibilité sont susceptibles d'affecter aussi bien les villes stables et riches que celles des pays en voie d'urbanisation rapide. Cette session comparera l'accès au logement et l'accessibilité financière dans des villes du Canada, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Les conclusions tirées et les stratégies formulées dépendront de la manière dont les questions sont formulées, c'est-à-dire si le logement est considéré avant tout comme un besoin, un droit et/ou un moyen de création de richesse et de mobilité sociale. Les approches dépendront de ceux à qui le logement est destiné, et s'il est considéré comme une affaire privée/ domestique, une question d'intérêt public et de responsabilité sociale ou comme un véhicule de spéculation et une marchandise à échanger sur le marché. Tout dépend si le logement est traité comme un nom ou comme un verbe. La session fera la distinction entre les différentes catégories de logement et les différents agents qui les produisent.

T6Pa : Logement abordable et habitat informel

Leçons apprises :

Le secteur du logement a connu plusieurs changements de paradigme dans son approche des établissements informels et de la fourniture de logements abordables. Les logements à revenus mixtes sont apparus comme un moyen de remédier à la pénurie de logements abordables et à la mauvaise qualité des logements subventionnés.

Une approche Delphi visant à trouver un consensus parmi les experts en logement de deux projets de développement de logements à revenus mixtes en Afrique du Sud a révélé un large consensus sur le fait que les retards dans les approbations d'urbanisme et les réglementations d'utilisation des sols affectent fortement ces projets de développement. Il y a également eu un fort consensus sur le fait que de solides relations intergouvernementales sont nécessaires à la réalisation de projets de développement de logements à revenus mixtes.

L'urbanisation progresse rapidement dans le monde entier et, dans des régions comme l'Angola, elle s'accompagne de l'absence d'un marché du logement formel. En Angola, les tentatives passées de développement de projets de logements formels ont bénéficié aux résidents les plus riches du pays et non à la majorité la plus pauvre.

Le quartier de Yanhucang, situé à l'extérieur de la ville de Ninjang en Chine, montre que la distinction entre quartiers informels et quartiers formels n'est pas toujours évidente. Ces habitations présentent de caractéristiques informelle et formel, y compris les réglementations qui le régissent. Il peut donc être considéré comme semi-formel.

En raison du certificat de propriété qui régissait initialement le quartier, les propriétés ne peuvent pas être vendues sur un marché formel à Yanhucang, en Chine, elles ne peuvent être louées que sur le marché informel. Avec l'augmentation de la population, de nouvelles propriétés ont été construites, certaines illégalement, pour former une zone désormais compacte.

La Chine a précédemment adopté une approche consistant à abandonner ces formes d'habitations en faveur de villes plus denses, mais elle n'envisage pas aujourd'hui de supprimer cet habitat et s'efforce au contraire de l'assainir.

La structure morphologique des zones d'habitation n'est pas toujours fixe et évolue avec le temps. En outre, les causes institutionnelles doivent être considérées comme jouant un rôle dans la morphologie des zones d'habitation.

Recommandations issues des discussions :

De solides relations intergouvernementales sont nécessaires pour développer des projets de loge-

ments à revenus mixtes. En outre, d'autres défis doivent être relevés pour résoudre les problèmes de logement, tels que l'inclusion, la bonne gouvernance et l'intégration. La mixité des logements permet de lutter contre les problèmes sociaux et économiques, et il est recommandé d'intégrer les personnes à très faibles revenus aux personnes à revenus moyens afin de promouvoir la croissance sociale.

De nombreuses recommandations peuvent être faites pour la construction de logements abordables dans des régions comme l'Angola. L'une d'entre elles consisterait à construire des immeubles de 5 étages à densité moyenne, avec plusieurs pâtés de maisons reliés par des chemins piétonniers. Une autre recommandation est de tenir compte de la croissance progressive afin que les objectifs des bâtiments puissent changer pour répondre aux besoins de la communauté. Les garages de stationnement qui peuvent être convertis en espaces commerciaux en sont un exemple.

Les établissements semi-formels tels que Yanghucang en Chine pourraient devenir précieux pour l'État et être considérés comme dignes d'être préservés, mais cela pourrait conduire à un embourgeoisement et à une expropriation des résidents à faibles revenus qui dépendent des propriétés à loyer modéré. Les politiques doivent tenir compte de l'endroit où vivront ces populations souvent migrantes et du taux de relogement des projets de logement.

T6Pb : Gouvernance urbaine et coût du logement

Leçons apprises :

Le Programme national pour l'urbanisation et le logement (NPUH) en Angola s'appuie fortement sur le logement conventionnel, qui ne répond pas aux besoins des pauvres.

Il y a un manque de soutien pour les propriétaires-constructeurs responsables de la construction des deux tiers des logements du NPUH - leur financement provient de leur famille ou de leurs propres économies.

La production sociale de logements sans le soutien de l'État a produit le même volume de logements que presque tous les autres secteurs combinés.

Les propriétaires-constructeurs ne possèdent pas de titre de propriété ou d'occupation régularisée, ce qui prend des années à obtenir, et les empêche d'obtenir des prêts bancaires.

La faiblesse de l'Angola réside dans la médiocrité de l'évaluation de la performance des projets, qui ne permet pas d'apporter des améliorations susceptibles d'être utilisées dans les programmes futurs.

L'immobilier est un pilier important de l'économie chinoise, dont la contribution au PIB ne

cesse d'augmenter au fil des ans ; les logements de seconde main sont devenus une composante importante des transactions sur le marché de l'immobilier.

Shijiazhuang est une ville de second rang dont le développement a attiré beaucoup d'attention.

Le modèle de distribution spatiale des prix du logement à Shijiazhuang est un modèle de distribution circulaire concentrique à centre unique.

Le modèle de distribution spatiale des prix des logements est influencé par le cadre de vie, la circulation et les routes, ainsi que par la distribution et la politique d'occupation des sols.

Les facteurs pour les données sur les adresses utiles à Shijiazhuang comprennent l'éducation de base, les services aux entreprises, la santé médicale et l'assurance financière.

Recommandations issues de la discussion :

Les réformes urbaines importantes comprennent la simplification de l'administration foncière et l'approbation du financement du logement.

Le suivi doit être amélioré et ne pas se limiter au nombre de logements livrés.

Il est nécessaire de s'interroger sur les bénéfices

et les laissés-pour-compte.

L'évaluation et l'élaboration de politiques sont essentielles pour améliorer le logement

Les besoins des pauvres sont mieux servis par la production sociale de logements et l'amélioration des quartiers informels.

Il faut moins dépendre des entrepreneurs étrangers car des emplois locaux peuvent être créés dans les métiers du bâtiment.

Il est nécessaire de soutenir l'augmentation de la population en développant des logements plus denses et en améliorant l'accessibilité aux villes de premier rang et aux zones environnantes.

Les infrastructures telles que les centres médicaux et commerciaux doivent être accessibles depuis toutes les zones afin de réduire les disparités de prix des logements.

Les transports publics et l'éducation/scolarité doivent être bien développés et distribués pour attirer les touristes.

Les études et recherches démontrant l'existence de logements sociaux et les données relatives à leur prix peuvent contribuer à l'élaboration de politiques au niveau gouvernemental.

L'immobilier étant un pilier de l'économie chinoise, le gouvernement devrait se concentrer davantage sur ce secteur.

T6Pc : Politiques publiques et sans-abrisme

Leçons apprises :

Dans le passé, les personnes sans domicile étaient considérées comme des personnes de passage. On pensait donc que les migrants sans domicile épuiserait les ressources municipales et, en réponse, certaines communautés ont adopté des politiques visant à limiter les ressources destinées aux sans-abris aux résidents locaux.

Des recherches récentes sur la population migrante des personnes sans domicile au Canada entre 2008 et 2017 ont révélé que les grandes municipalités de plus de 300 000 habitants représentaient environ 64 % des utilisateurs de refuges et que les migrants sans domicile ont tendance à se déplacer vers des municipalités de taille similaire ou plus grande.

Les variations saisonnières des tendances migratoires des sans-abris étaient mineures, mais en général, la migration des personnes sans domicile au Canada est la plus forte en été et la plus faible en hiver.

Les efforts visant à mettre fin au sans-abrisme reposent sur trois piliers. Le premier, appelé

prévention primaire, vise à empêcher les gens de devenir sans-abri. Le deuxième vise à empêcher les gens de retomber dans le sans-abrisme après en avoir fait l'expérience une fois et le troisième vise à mettre fin au sans-abrisme à long terme.

Les raisons pour lesquelles les personnes qui utilisent les refuges pour la première fois sont plus variées que celles qui utilisent les refuges pour sans-abri chroniques. Les personnes qui utilisent les refuges pour la première fois sont plus susceptibles d'invoquer l'expulsion, la rupture d'une relation, le fait d'être nouvellement arrivé dans une région et la maltraitance. Les utilisateurs récurrents sont plus susceptibles de citer quelques raisons telles que le mode de vie et la consommation de substances.

La composition des stratégies primaires et secondaires existantes pour mettre fin à l'absence de chez-soi au Canada n'est pas suffisante pour répondre aux besoins des personnes confrontées à des problèmes financiers et de consommation de substances.

Recommandations issues de la discussion :

Les politiques visant à lutter contre le sans-abrisme doivent comprendre les facteurs qui conduisent les citoyens au sans-abrisme pour la première fois et les raisons de leurs sorties.

Le logement doit être considéré et traité comme un droit humain fondamental. Tout le monde

devrait avoir une maison pour vivre.

Les prestations de revenu d'urgence comme la prestation canadienne d'urgence (PCU) peuvent aider à prévenir le sans-abrisme pendant les récessions, mais des approches à plus long terme sont nécessaires pour lutter contre le sans-abrisme.

Les politiques de logement devraient d'abord avoir comme priorité la réduction du taux de sans-abrisme. La politique de logement devrait également se focaliser à fournir un logement aux personnes en situation d'itinérance en conjonction avec un soutien aux problèmes tels que la santé mentale et les problèmes de consommation de substances.

Les questions de pauvreté et de droits sont des facteurs importants qui influencent le droit au logement et donc la question du sans-abrisme, et doivent être abordées afin de mettre fin au sans-abrisme.

Panel spécial a01 : Tourisme de croisière : Intérêts et limites d'un modèle

Leçons apprises :

L'industrie de la croisière s'est développée avant la pandémie.

Une forte concurrence entre les industries.

La mer des Caraïbes est la première à accueillir le tourisme de croisière.

Préférence des îles privées pour plus de sécurité.

Mécontentement des populations face à la monopolisation du tourisme local par les croisières.

Négociations difficiles entre les autorités publiques et l'industrie de la croisière.

Le tourisme de croisière présente de nombreux défis environnementaux :

- Pollution de l'eau;
- Émissions de polluants atmosphérique.

Recommandations issues de la discussion :

Construire un autre modèle de tourisme en impliquant les acteurs locaux.

S'intéresser au tourisme local au bénéfice des populations.

Encourager le tourisme domestique.

Intégrer les populations locales en consommant des produits locaux ou en pratiquant des activités locales.

Panel spécial a02 : Impacts du COVID-19 dans les îles des Caraïbes : Leçons et perspectives

Leçons apprises :

Il y a une différence entre un espace et un lieu.

Espace = abstrait

Lieu = comment les gens voient/expérimentent un espace

On parle d'état de jeu lorsque des espaces publics sont utilisés pour des activités qui n'étaient pas prévues pour l'espace en question.

Les espaces publics ont des significations très différentes selon les personnes.

Le Parque Minhocão à São Paulo et Redtown à Shanghai sont deux espaces publics où un état de jeu s'est produit (utilisation différente de l'espace par rapport à ce qui était prévu).

La gouvernance n'est pas la même chose que la gouvernabilité, elle est beaucoup plus large.

Peu de projets de gouvernance urbaine destinés aux pays en développement.

Recommandations issues des discussions :

Créer des ports plus grands à Cuba (mais cela soulève des inquiétudes et des débats sur la durabilité de cette industrie et de cette forme de tourisme).

Pendant la pandémie de COVID-19, la santé publique doit rester une priorité dans les îles Caïmans.

Le tourisme de luxe de l'île est fortement tributaire de sa clientèle fidèle qui revient à la destination pendant les saisons de pointe ; comme le luxe a par nature des prix discriminatoires qui ne sont accessibles qu'à l'élite, ce statut doit être maintenu. Le statut de luxe associé au tourisme de Saint-Barthélemy s'est avéré bénéfique pendant la pandémie de COVID-19, car la clientèle élite/fidèle a eu suffisamment confiance dans les mesures sanitaires mises en place pour revenir pendant la pandémie.

Renforcer l'exclusivité de certaines zones et stations balnéaires

Les pays des Caraïbes se tournent vers la diaspora pour obtenir de l'aide et des ressources lorsque le tourisme est fortement touché (par exemple, en raison de la pandémie ou de catastrophes naturelles).

Augmenter l'éco-tourisme qui implique : la préservation de l'environnement (nature et culture), l'amélioration de la qualité de vie des personnes impliquées dans les activités économiques,

l'éducation des touristes au respect des sociétés locales (touristes responsables), l'augmentation du tourisme communautaire qui implique la mise en œuvre des sociétés d'accueil (participation des sociétés d'accueil), la préservation des ressources et le respect des sociétés d'accueil par le biais du développement durable (durabilité), la mise en place de rapports plus équitables.

Le Parque Minhocão et Redtown montrent que les définitions sont fluides, que les espaces publics sont ludiques et peuvent revêtir de nombreuses caractéristiques généralement ancrées dans les arts et les sports.

Analyser les projets de développement international qui prétendent cibler la gouvernance urbaine

Apprendre les meilleures pratiques des projets de gouvernance réussis dans le passé

Les projets devraient créer les meilleurs modèles de gouvernance pour les villes en fonction de leur contexte.

Panel spécial a03 : Le dilemme d'Haïti, d'une crise à l'autre

Leçons apprises :

Mise en évidence des dysfonctionnements d'Haïti (sécurité, nutrition, gangs).

Étude visant à évaluer le rôle de la diaspora dans le développement du tourisme en Haïti, notamment dans la région nord et le nord-est.

Définition de la diaspora et du tourisme. L'attachement culturel se reflète également dans les envois de fonds de la diaspora

Retour de la croissance touristique avec l'arrivée de la diaspora haïtienne qui représente une grande contribution à l'économie haïtienne.

Haïti a subi des catastrophes naturelles qui lui ont coûté des vies humaines ainsi que la destruction de plusieurs infrastructures.

Port-au-Prince connaît des problèmes sociaux mais surtout urbains.

Canaan n'a pas ou très peu de développement urbain (pas d'eau potable, de services de santé, etc.)

Vulnérabilité structurelle, économique, sanitaire et environnementale exposant la population à des situations défavorables à Canaan.

Recommandations issues des discussions :

Statistiques relatives à la diaspora présente en Haïti : La diaspora haïtienne est de l'ordre de 1 à 2 millions.

Les différentes vulnérabilités observées en Haïti sont liées à sa position géographique.

Le pays fait face à l'hostilité des puissances étrangères qui tendent à appauvrir le pays.

La construction du pays heurte à plusieurs défis due à des dysfonctionnements qui y sont présents depuis le début de l'indépendance du pays.

La décision sur la relocalisation dans des zones inhabitées par les victimes de tremblements de terre, n'a pas été préparée et a donc conduit à plusieurs conséquences négatives.

Aucune mesure n'a été prise par le gouvernement pour le développement de zones de relocalisation qui devaient accueillir les victimes du tremblement de terre, la population s'est réorganisée d'elle-même.

Panel spécial a04 : L'impact du COVID-19 sur le tourisme et les mobilités : Approches régionales comparatives

Leçons apprises :

Pour revitaliser la ruralisation, il faut construire des écosystèmes culturels ruraux.

Il y a encore du travail à faire pour la construction de paysages ruraux.

Il ne s'agit que de développements initiaux.

Recommandations issues des discussions :

Pour améliorer la construction des paysages ru-

raux, il faut prendre des décisions plus pratiques, plus scientifiques et plus durables.

Être plus opportuns en matière de planification et d'organisation.

Panel spécial b01 : Initiative communautaire et planification de la transformation

Leçons apprises :

La nécessité/possibilité d'étendre les lieux de travail et de commerce virtuels.

La nécessité de prendre en compte certaines restrictions issues de la pandémie dans les années à venir, telles que l'éloignement social et, dans le secteur économique, la croissance du commerce électronique.

La nécessité d'examiner les avantages et les aspects critiques des actions communautaires en tenant compte non seulement de la situation de la pandémie en Amérique, mais aussi en Europe et en Asie.

Normalement, la planification néolibérale dépend de la demande physique, c'est-à-dire que les gens se déplacent pour acheter des articles. La pandémie de COVID-19 a changé cela en faveur de la demande virtuelle par le biais du commerce électronique.

Les entreprises doivent désormais s'adapter à un mélange de demande physique et virtuelle. Les entreprises doivent être en mesure de fournir des services en ligne et de vendre des marchandises dans des lieux physiques, sous peine de perdre des clients. La fermeture de magasins tels que Sears démontre la nécessité de répondre à la

demande virtuelle

La pandémie de COVID-19 a également entraîné un passage au travail virtuel, permettant à de nombreuses personnes de rester chez elles. Cette évolution aura un effet transformateur sur l'aménagement du territoire à l'avenir et sur l'utilisation des sols, car il sera moins nécessaire d'investir dans des espaces de bureaux. Cela a été démontré par les taux élevés d'inoccupation des immeubles de bureaux pendant la pandémie de COVID-19.

La popularité croissante du commerce électronique est en partie due à l'évolution des comportements en réponse aux restrictions imposées par la directive COVID-19. Malgré cela, le bilan n'est pas toujours positif. Dans certains cas, les magasins locaux (par exemple en Italie) sont l'élément vital des communautés et servent également d'espaces de rassemblement. Le commerce électronique nuit à bon nombre de ces magasins et menace la cohésion de la communauté. Malgré cela, la pandémie a montré la résilience des citoyens et leur capacité à trouver des moyens de se réunir et d'entretenir des relations malgré les restrictions imposées par les autorités sanitaires.

Cette évolution vers le commerce électronique et le travail virtuel peut être compatible avec l'idée des villes de 15 minutes, dans la mesure où les gens peuvent gagner du temps en travaillant à domicile et en commandant des marchandises virtuellement. Ces deux éléments peuvent alors permettre aux gens de consacrer du temps à des activités récréatives au sein de leur communauté, qui pourraient être centralisées dans des nœuds plutôt que de favoriser l'étalement urbain.

Recommandations issues des discussions :

Analyse des avantages et des aspects critiques de la diffusion des lieux de travail «virtuels» et du commerce électronique.

Définitions des implications sur la mobilité et l'urbanisme.

Définition de la corrélation avec les aspects socioculturels.

Le commerce électronique et le travail virtuel offrent un certain nombre d'avantages à de nombreuses personnes, notamment en leur permettant de gagner du temps et de réduire les émissions dues aux déplacements domicile-travail et aux déplacements pour l'achat de biens.

La recherche devra tenir compte de l'avènement du commerce électronique et du travail virtuel et de l'impact qu'ils pourraient avoir sur l'utilisation des sols et la planification urbaine à l'avenir.

La multi-modalité, les espaces publics sûrs et les transports actifs doivent être encouragés et faire l'objet d'investissements de la part des autorités municipales afin de favoriser les moyens de transport durables dans les villes.

Les routes étant une source importante d'émissions de gaz à effet de serre, il convient de soutenir les alternatives et de réduire le nombre, la taille et le développement des routes.

Étant donné qu'il est difficile de déterminer l'impact de ce passage à la virtualité dans toutes les villes, un examen au cas par cas de chaque ville est nécessaire. Par exemple, de grandes villes comme Vancouver ont vu leurs investissements évoluer pour faire face à la demande virtuelle, mais ce n'est pas forcément

le cas de toutes les villes.

Panel spécial b02 : Aménagement, Mobilité, Construction environnementale et Développement Immobilier

Leçons apprises :

La priorité à la santé publique, à la résilience aux catastrophes et à la protection de l'environnement dans les futures études de planification devraient être une priorité de politiques publiques.

Étant donné que les moyens de subsistance et les modes de vie changent en raison de la COVID-19, les plans urbains existants et les plans du secteur immobilier devraient être révisés afin d'atteindre la résilience/durabilité à l'avenir.

Accorder suffisamment d'importance au paysage, à l'esthétique et aux solutions basées sur la nature lors de la construction des plans urbains.

Le gouvernement devrait définir certains projets prioritaires (par exemple la technologie sans contact, la technologie axée sur l'information) car le secteur immobilier est l'un des secteurs qui contribue le plus au PIB de la Turquie.

Les résultats des études posent les bases d'une planification optimisée, d'une meilleure gestion du développement des technologies et des services connexes pour une transition et un avenir durables.

Il semble que le paradigme de la «ville en 15 minutes» puisse s'appliquer non seulement aux

villes européennes, mais aussi à d'autres villes asiatiques.

Recommandations issues des discussions :

Il est nécessaire de donner au secteur un mandat clair pour assurer la transition vers un avenir où l'aménagement du territoire, la construction environnementale et l'immobilier seront intégrés d'une manière durable, résiliente et abordable.

Comme la Covid-19 a ralenti tous les progrès du développement socio-économique, il faut un plan d'action ou un plan de continuité des activités pour surmonter les défis existants, ainsi que la nécessité de préparer un plan stratégique pour surmonter les incertitudes et les défis futurs dans les secteurs/entreprises comme l'immobilier, l'urbanisme et la construction environnementale.

Les systèmes de transport et les plans d'urbanisme existants devraient être revus.

Le paradigme de la «ville en 15 minutes» pour la planification de la mobilité et des villes est perçu comme un nouveau mode de vie, à la fois pendant et après la pandémie. De nombreuses grandes villes et des villes plus petites ont lancé cette nouvelle «tendance» et il semble qu'elle soit basée sur les principes fondamentaux de l'utilité du temps.

Quatre éléments clés, tels que l'écologie, la proximité, la solidarité et la participation, sont considérés comme efficaces dans le paradigme de la «ville en 15 minutes».

Panel spécial d01 : Expérience et coopération scientifique dans le domaine d'industrialisation, d'urbanisation et de planification entre la Chine et Afrique

Leçons apprises :

Les auteurs ont mené une étude. Les principaux résultats de l'étude portent sur la gouvernance des mégapoles africaines, l'urbanisation induite par l'industrialisation, le développement de parcs industriels locaux dans les pays africains, l'évaluation et l'ajustement des terrains industriels, les choix d'implantation des entreprises industrielles micro-crétives, l'intégration ville-industrie, et les parcs industriels étrangers soutenus par la Chine dans les pays en développement, y compris dans quelques pays africains.

Recommandations issues des discussions :

Comprendre la différence entre les grandes villes et les villes de rang inférieur dans leur mise en œuvre de la stratégie d'intégration ville-industrie ;

Mieux intégrer l'élément humain dans l'intégration ville-industrie en Chine ;

Mieux comprendre les défis liés à l'exportation des parcs industriels écologiques chinois à l'étranger ;

Faire progresser la compréhension des principales différences entre la Chine et les pays industrialisés en matière de construction de parcs industriels écologiques ;

Mieux prendre en compte la pandémie dans l'intégration ville-industrie.

Panel spécial d02 : Développement et planification des parcs industriels chinois à l'étranger dans le cadre de l'initiative «la Ceinture et la Route».

Leçons apprises :

Les zones industrielles chinoises en Afrique sont des lieux clés où les villes et les industries se rencontrent, mais cette dynamique n'est pas principalement pilotée par le gouvernement, ni par les entreprises d'État chinoises.

Les investisseurs privés dominant dans les parcs industriels. L'influence des investisseurs sur l'intégration ville-industrie s'exerce donc par le biais d'un processus graduel, au coup par coup.

Les partenariats entre les entreprises chinoises et les gouvernements africains ont créé de nouvelles formes urbaines et de nouveaux liens. Mais ils ne peuvent pas compenser la gouvernance des liens ville-industrie à plus grande échelle.

Les parcs industriels sont principalement construits autour des grandes villes.

L'analyse SWOT est un bon moyen d'analyser le développement des parcs industriels.

La perspective de développement des parcs industriels au Kenya est une bonne description de

la manière dont les parcs industriels ont évolué et se sont développés jusqu'à leur forme finale. Le nombre de parcs industriels augmentera, puis des variantes telles que les parcs scientifiques et technologiques apparaîtront, les PME dégageront de la vitalité pour attirer les entreprises nationales et étrangères, l'expansion des parcs industriels continuera à développer les activités vers les villes secondaires et les petites villes, et à développer un corridor économique entre les villes, promouvant les échanges urbains entre elles.

Les couloirs de transport sont très importants pour les parcs industriels, car il est nécessaire de communiquer avec le monde extérieur.

Recommandations issues des discussions :

Les chemins de fer peuvent entraîner une concentration de la population, mais pas nécessairement une concentration du capital.

Certains pays ont des mécanismes de coordination gouvernementale différents de ceux de la Chine. Certains gouvernements locaux ne suivent pas directement les ordres du gouvernement central, et certains endroits n'ont pas de gouvernement local.

Il convient de noter que les méthodes administratives et pratiques des autres pays peuvent être différentes de celles de la Chine, et que le modèle chinois ne peut être appliqué arbitrairement sans comprendre le système politique et la situation locale des autres pays.

La communication est très importante pour le développement urbain. Un désaccord entre les deux parties peut entraîner l'abandon d'un bon plan, mais le problème peut être résolu grâce à certains mécanismes.

Les couloirs de transport (chemins de fer) et les parcs industriels ne se développent pas indépendamment les uns des autres. Leur interaction peut affecter le développement du système politique, le PIB et la population du pays tout entier.

Panel spécial d03 : L'expérience de la Chine et de l'Afrique en matière de développement de parcs industriels

Leçon apprise :

Les auteurs ont mené une étude. Les principaux résultats de l'étude portent sur les choix d'implantation des entreprises industrielles micro-créatives, l'intégration ville-industrie et les parcs industriels étrangers soutenus par la Chine dans les pays en développement, y compris quelques pays africains.

Recommandations issues des discussions :

Comprendre la différence entre les grandes villes et les villes de rang inférieur dans leur mise en œuvre de la stratégie d'intégration ville-industrie ;

Mieux intégrer l'élément humain dans l'intégration ville-industrie en Chine ;

Mieux comprendre les défis liés à l'exportation des parcs industriels écologiques chinois à l'étranger ;

Faire progresser la compréhension des principales différences entre la Chine et les pays industrialisés en matière de construction de parcs industriels écologiques ;

Mieux prendre en compte la pandémie dans l'intégration ville-industrie.

SPe01 : villes inclusives en Amérique latine

Leçons apprises :

L'arrivée d'immigrants est caractérisée par de grandes inégalités, des processus de dépossession des terres et de la violence.

De nombreuses études au niveau municipal ont abordé la diversité sociale et la complexité, reconnaissant le besoin de services et l'importance de comprendre les tensions de la rencontre forcée entre différents groupes de personnes dans les établissements urbains pauvres.

L'État avait joué un rôle majeur dans le déplacement des peuples autochtones et avait utilisé la répression pour criminaliser et faire la police de ces communautés qui ont cherché refuge dans les villes. Il est difficile pour les autorités locales de gagner la confiance nécessaire en vue d'une coopération fructueuse.

Niveau élevé de criminalité de rue et de crimina-

lité organisée.

Les homicides sont concentrés dans les zones urbaines pauvres.

De nombreuses institutions policières se partagent les infos :

Faible niveau de confiance des citoyens et d'efficacité dans le contrôle ou la prévention de la criminalité.

Un niveau élevé de pratiques de corruption personnelle et d'utilisation discrétionnaire de la force.

La corruption est liée à l'inefficacité de la lutte contre la criminalité et de la protection.

Recommandations issues des discussions :

Les interventions devraient cibler à la fois les populations migrantes et les communautés locales afin de créer une cohésion sociale et de désamorcer les tensions existantes.

Les projets qui placent les enfants au centre ont le potentiel de transformer les relations sociales en favorisant la cohésion sociale, le bien-être des enfants et en rétablissant la confiance entre la communauté et les autorités locales.

Il est important de penser aux méthodes pouvant aider les municipalités de la région à faire face à cette situation et à ces défis.

Il est nécessaire d'ouvrir des centres d'intégration et d'y intégrer de nouvelles fonctions et de nouveaux services. Ces lieux sont des acteurs de la communauté au sein du gouvernement, ils permettent de transformer les quartiers et sont des espaces de protection et de prise en charge sociale.

Reconfigurer les profils routiers existants pour permettre différents types de mobilité et modifier les systèmes de transport dans le cadre d'un réseau efficace.

Il faut mesurer l'impact de ces innovations, le marqueur et les moyens concrets d'intégrer les différentes communautés.

SPe02 : Urbanité et gouvernance au Brésil

Leçons apprises :

L'état d'espaces de jeu met en évidence sa vitalité

Les espaces publics accumulent les souvenirs, les preuves physiques de l'évolution d'une ville et les sites du passé des gens.

Le paysage de la ville évolue au fil du temps avec les gens, alors qu'un paysage n'évolue pas avec les activités humaines.

Le Parc Minhocão est devenu un espace public au fil des ans grâce à l'élimination de trafics de circulation.

Les espaces de jeu sont intégrés dans le Parc Minhocão comme des signes de présence humaine, où se produisent des interactions et des modèles de loisirs habituels.

Les villes mal gouvernées créent des conditions défavorables pour toutes les classes sociales.

L'informalité, l'inégalité, la dégradation de l'environnement et le faible développement économique émanent de problèmes de la gouvernance.

La taille d'une ville affecte différemment certaines variables urbaines et les revenus des citoyens.

Une bonne gouvernance urbaine est essentielle pour sortir les citoyens de la pauvreté.

Il existe quatre concepts/perspectives de gouvernance : la gouvernance centrée sur l'État, la gouvernance polycentrique, la gouvernance néo-marxiste et la gouvernance mondiale.

Les acteurs internationaux et le contexte influencent la gouvernance urbaine dans les villes des pays en développement (multinationales, ONG internationales, terrorisme et pressions idéologiques).

Recommandations issues de la discussion :

Pour réussir, l'espace public doit être perçu comme un espace commun par les gens.

L'un des moyens pour faciliter les actions communautaires et le jeu libre est de créer un espace urbain hétérogène à usage mixte et non planifié - La destruction de ce dernier détériore les actions communautaires.

Il est important d'inclure les traditions locales et de travailler avec les éléments architecturaux existants lors de la création d'un espace afin d'éviter la banalisation.

La sensibilité culturelle est nécessaire pour créer des espaces uniques et authentiques.

L'intégration des valeurs communautaires dans la création d'un espace de vie peut refléter la façon dont les utilisateurs voient le monde, car il s'agit d'une manifestation de l'expérience de la vie.

Les approches descendantes et ascendantes doivent fonctionner ensemble pour contribuer à la décentralisation.

Les individus doivent avoir une conscience civile pour protéger leur propre ville.

La consultation des citoyens doit être encouragée et prise en compte dans le processus de prise de décision afin qu'ils aient leur mot à dire dans la gouvernance de leur propre pays.

L'aide et le soutien internationaux peuvent contribuer considérablement à améliorer la responsabilité et la gouvernance dans les pays en développement.

Les théories de gouvernance urbaine pour les villes en développement devraient s'attaquer au népotisme, au copinage et au clientélisme.



Conclusion

Conclusion

By Dr. John Zacharias
Professeur titulaire, Université de Pékin,
Chine



Les appels lancés ces dernières années pour faire face à des crises mondiales de plus en plus nombreuses et graves n'ont pas suscité de réaction dans une période de "confort et d'indifférence", du moins jusqu'à l'urgence sanitaire mondiale engendrée par la pandémie. Le repli sur soi et le report de l'action à des jours meilleurs ont caractérisé la plupart des réactions des autorités, tandis que les mesures d'atténuation tentaient de minimiser les retombées. C'est précisément en ce moment que les sociétés ont besoin d'une vision à long terme, de la science et d'une réflexion sérieuse, mais de nombreuses conférences universitaires qui auraient pu apporter un tel éclairage ont elles-mêmes été reportées ou annulées. C'est dans ce contexte qu'ICCCASU a poursuivi les préparatifs d'une conférence hybride au milieu d'une crise qui n'avait pas de fin claire en vue, avec l'intention précise de réfléchir à la réponse aux crises mondiales. Bien que le COVID-19 ait dominé nos pensées, les flux médiatiques et le discours public, ce n'est pas la seule crise à laquelle l'humanité est confrontée, ni peut-être la plus menaçante.

Les conférences sont l'occasion de partager des analyses sur des problèmes profonds et complexes, loin des efforts politiques ponctuels, ciblés et rapides qui animent les gouvernements en période d'urgence. Elles offrent également la possibilité de lancer de nouvelles orientations d'action, fondées sur une solide compréhension des faits complexes et interdépendants sur le terrain. Elles réunissent dans un même cadre un large éventail

de problèmes afin de permettre un enrichissement mutuel lorsque des solutions isolées ne suffisent manifestement pas. Enfin, elles offrent un forum de libre expression et d'échange qui n'a pas de véritable concurrent dans le monde moderne. Le discours direct d'ICCCASU4 sur un monde de risques en cascade a donné le ton aux soumissions et aux présentations qui ont abordé plusieurs de ces risques en cascade, comme le résume le tableau ci-dessous.

S'attaquer à plusieurs et finalement à une multitude de catastrophes présentes et imminentes (Raimundo) peut sembler trop ambitieux. Chacune de ces menaces pour l'homme mérite une réponse appropriée, structurée, globale et objective. En même temps, il est de plus en plus évident que les menaces globales qui pèsent sur l'existence humaine sont interdépendantes et que toute tentative de les contrer déborde nécessairement sur d'autres domaines de préoccupation. C'est une réalité à laquelle les universitaires et les hommes politiques doivent faire face. ICCCASU a proposé plusieurs thèmes pour décomposer cette complexité à des fins de discussion, et a proposé une vision à travers le prisme des villes et de l'urbanisation. Plusieurs thèmes ont été abordés au

Conclusion | Par John Zacharias

cours de la conférence.

Le premier thème consistait à la compréhension des crises sanitaires dans le contexte des villes. Les villes, différentes par leur géographie sociale et urbaine, révèlent des effets différents dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Le rôle de l'individu et de la collectivité sous-tend la gestion du domaine public par les autorités et le contrôle des comportements individuels. Les conclusions de cette expérience récente pourraient nous aider à nous préparer à la prochaine crise sanitaire. Les déficiences de la planification et de la gestion des villes apparaissent plus clairement en Afrique, et probablement ailleurs aussi, après l'expérience de la crise sanitaire actuelle (Sylla ; Tandon et al. ; Thiam). Les qualités doivent prévaloir sur les quantités (Liu), tandis que le local redevient le lieu de l'action (Bouyssou). La façon dont nous aménageons les villes peut être liée à la géographie de la contagion (Colombo, Utzinger, Koné & Chenal), tandis que des changements fondamentaux dans la façon dont nous aménageons les villes peuvent servir à améliorer la santé des citoyens (Campisi & Nahiduzzaman ; Xiao et al.). Les populations peuvent être mobilisées pour faire face à la crise sanitaire au niveau local en faisant participer les jeunes (Raga et al.) et en réorientant les organisations communautaires (Rahman & Ley). L'accès aux vaccins a rendu l'inégalité urbaine plus évidente (Ratnasapathy), tandis que l'accès à l'énergie propre pour les pauvres des villes du monde entier améliorerait considérablement leurs perspectives de santé (Birinza & Kitio).

La crise climatique a commencé à inspirer des mesures d'atténuation dans les villes, qui émet-

tent la majeure partie des émissions mondiales de carbone et offrent la meilleure opportunité de les réduire. Si de nombreuses solutions sont connues (Miller, Dongmo, Lachir), les moyens de les mettre en œuvre restent largement hors de portée. Une partie du problème réside dans l'échec de la gouvernance, en particulier dans les pays en développement (Gomez). Au niveau individuel, nous devons reconsidérer notre conception du risque et notre rôle dans ce domaine (Chardon), tandis que l'éducation du public en vue d'un changement de comportement individuel direct est également nécessaire (Razavi). La crise climatique génère des problèmes d'importance mondiale, notamment le déplacement de populations, en particulier en Afrique et entre l'Afrique et le Moyen-Orient, ainsi que l'Europe. La migration directe induite par le climat est un phénomène qui n'affecte pas seulement l'Afrique aujourd'hui, mais qui pourrait se généraliser au fur et à mesure que les impacts deviennent plus sévères. La création de communautés pour accueillir ces migrants est un défi majeur qui a jusqu'à présent été mal relevé (Loose et al.), ce qui a conduit à proposer de nouvelles approches (Osunsanmi et al. ; Thwala & Aigbavboa) et à mieux comprendre les migrants et leurs motivations (Zhar). Le double problème d'une ville prête à affronter une pandémie tout en atténuant le changement climatique a radicalement changé les idéaux urbains (Omolabi ; Tamo Tatletse).

Les conflits sont souvent indirectement liés au changement climatique et à la concurrence pour les ressources, ce qui appelle à une meilleure gestion (Lubunga & Ngomsi). De nombreuses villes du monde en développement, en particulier

Conclusion | Par John Zacharias

en Afrique, devront être en grande partie reconstruites (Mitchell), un effort massif qui doit tenir compte du changement climatique en tant que question primordiale. Cette reconstruction impliquera nécessairement les personnes qui seront déplacées et probablement relogées. De plus en plus d'appels sont lancés en faveur d'approches participatives de cette reconstruction (Ngombe & Cain ; Mohamed) qui pourraient impliquer les résidents dans leur propre relogement (Mougoue). Mais les inégalités économiques croissantes au sein des régions et entre elles rendent tous ces défis plus difficiles à relever. Les couches socio-économiques défavorisées ont été plus exposées au virus COVID-19, tandis que le déploiement du vaccin a pris du retard dans les communautés défavorisées du monde entier (Ratnasapathy). La reconstruction en cours des villes, même lorsque les préoccupations climatiques et sanitaires sont mises en avant, conduit généralement à des fractures spatiales et à des opportunités plus importantes entre les populations à revenus élevés et les populations à faibles revenus (Sinshaw et Delele). Le relogement des populations offre la possibilité de créer une ville plus inclusive (Velasquez & Chiti ; Yue) et la réurbanisation dans les villes du monde développé promet de réduire les inégalités (Zander).

Bien que l'offre de logements soit un pilier de nombreuses économies développées et en développement, elle n'a pas répondu aux besoins des couches socio-économiques défavorisées, a engendré davantage d'inégalités dans les conditions de vie ainsi qu'une ségrégation spatiale et constitue désormais, dans le contexte de la pandémie, un cofacteur des taux d'infection (Tandon et al.).

La planification urbaine, remaniée pour relever le défi du logement, peut produire des améliorations significatives en termes d'offre, de qualité et d'inclusivité du logement (Zhang et Zhao ; Zacharias ; Petrella). L'infrastructure urbaine peut guider le développement approprié des villes et n'est pas un simple service (Tamo Tatietsé). La planification urbaine peut également favoriser une fracture sociale lorsque les gouvernements parrainent des mégaprojets destinés à attirer les investissements (Timera) et peuvent détourner l'attention de préoccupations permanentes telles que la nécessité d'un logement accessible. Le sans-abrisme est un problème universel lié au problème général de l'offre de logements (Zhou). Un rôle public dans la fourniture de logements semble destiné à revenir après une absence de quarante ans.

Le résumé ci-dessus des thèmes abordés lors de la quatrième session de l'ICCCASU, avec une référence à certains articles présentés, illustre la diversité et les défis d'un monde de risques en cascade. Une interdépendance entre les thèmes abordés a été constaté à l'issue d'échanges et débats qui ont eu lieu tout au long de la conférence. Il a également permis d'indiquer des pistes pour aller de l'avant.



Annexe



annexe

Remarques sur la cérémonie d'ouverture

Maimunah Mohd Sharif

La quatrième session de la conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique s'est concentrée sur le thème de la densité, de la diversité et de la mobilité dans la ville à l'ère des risques en cascade. UN Habitat a participé activement à la conceptualisation, à la planification et à l'organisation de cette importante série d'événements, dont la première session en 2015 à Ottawa, la deuxième en 2017 à Yonke et la troisième en 2019 à Chengdu. Depuis sa création, cette conférence internationale a apporté un soutien technique à l'élaboration du plan d'affaires du futur centre d'excellence régional de l'Afrique pour le développement urbain durable. Il a poursuivi en disant qu'au niveau original que vous occupiez, en collaboration avec l'UNECA, CGLU Afrique, UNCF, et Shelter Effort, vous avez développé le programme phare sur COVID 19 et les villes en Afrique pour guider la réponse politique et la récupération verte dans les environnements urbains. Cette quatrième conférence sur les risques en cascade arrive à point nommé, car le monde est à la croisée des chemins, à la recherche d'idées novatrices pour trouver des solutions durables pour les citoyens pauvres, qui sont les plus touchés par une croissance urbaine non planifiée et désordonnée. Cette quatrième conférence s'inscrit parfaitement dans cette perspective, car elle revient sur les défis et les solutions liés à la vie dans des sociétés où les risques sont multiples et se chevauchent, ainsi que sur le cinquième anniversaire du nouvel agenda urbain et l'évaluation à mi-parcours de sa mise en œuvre. Les résultats de cette conférence serviront de tremplin aux universitaires et aux chercheurs pour évaluer les progrès réalisés jusqu'à présent. Ils seront partagés lors du dialogue de haut niveau sur le nouvel agenda

Le contenu suivant est basé sur la traduction simultanée en direct, la collation et l'édition, afin de garder le texte concis et clair.

urbain en avril prochain à New York. J'aimerais inviter tous les partenaires à participer à cet événement important l'année prochaine à New York pour faire le point sur le nouvel agenda urbain et l'ODD 11. Je remercie les partisans et les organisateurs de cet événement pour leur engagement en faveur du nouvel agenda urbain et de la mise en œuvre des actions déclarées à Abu Dhabi à la suite du Forum urbain mondial. UN Habitat partagera les points forts de son récent rapport sur les villes et les pandémies, qui fournira des approches pour intégrer l'aide dans la planification urbaine et territoriale. La formation organisée en amont de l'événement a rassemblé des universitaires, des autorités locales et des étudiants qui ont échangé sur les principes et les mécanismes de prévention visant à promouvoir des villes plus saines et plus résilientes. Je suis convaincu que les débats entre les décideurs et les universitaires inspireront de nouvelles façons d'aborder la menace du risque et contribueront à la construction de villes et de communautés résilientes.

Yuen Pau Woo

J'ai le plaisir d'ouvrir la conférence sur le château. Je félicite les organisateurs d'avoir réuni une liste aussi impressionnante d'intervenants et d'avoir rendu cet événement possible malgré les difficultés. J'aimerais que nous puissions nous rencontrer en personne pour cette conférence et que nos amis puissent profiter de Montréal en été. En raison des attraits de Montréal, l'organisation d'une conférence dans cette ville présente des inconvénients. Il serait peut-être préférable d'organiser cette conférence par vidéo afin de pouvoir se concentrer sur les discussions importantes. Je suis heureux que cette conférence rejette l'idée que les

ville industrialisées peuvent apprendre des pays en développement. Elle affirme que les défis de l'urbanisation dans nos pays respectifs ont des contextes géographiques, historiques, politiques et sociaux uniques, et qu'en comprenant ces contextes, nous pouvons chercher des solutions à des défis communs. Je ne suis pas un expert en urbanisation, mais je vis à Vancouver, une grande ville canadienne, et je connais ses défis. Les sans-abri, la congestion des logements abordables, la dégradation des infrastructures et l'inégalité d'accès aux services publics. La campagne «Covert 19» a exacerbé certains de ces problèmes et révélé l'impact différentiel d'un virus hautement contagieux sur différentes zones géographiques. Un défi majeur pour les grandes villes canadiennes est leur capacité limitée à prendre des décisions futures et à collecter des fonds pour les services urbains et les infrastructures. Les municipalités financent les transports en commun, les services de police et les services d'incendie, parmi d'autres services essentiels. Aide Les provinces limitent leur capacité à collecter des fonds pour ces activités. La constitution canadienne stipule que les municipalités relèvent de la responsabilité des provinces. Les provinces peuvent déterminer ce que les municipalités doivent fournir et comment elles peuvent lever des fonds. Les municipalités ont des responsabilités sans pouvoir correspondant, tandis que les provinces ont des pouvoirs sans responsabilité en matière de services municipaux. L'effet en cascade de ce déficit de gouvernance est que les municipalités ne peuvent pas collecter l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur les ventes et doivent compter sur l'impôt foncier, ce qui fait qu'il est difficile pour les villes de s'attaquer au problème de l'accessibilité du logement. Le problème de ce gouvernement, combiné au manque de logements publics à grande échelle au Canada, a exacerbé le problème de l'accessibilité financière dans nos grandes villes. La recherche

de solutions faciles en matière de logement a conduit à des généralisations et à des solutions simplistes qui peuvent stigmatiser les communautés de minorités visibles. Cela a nui à l'inclusion et à la cohésion sociale, ce qui est regrettable car ces villes ont historiquement favorisé l'innovation et la créativité en raison de leur diversité. Mes amis d'Afrique et de Chine peuvent également citer des politiques et des pratiques sociales qui conduisent à la discrimination et à la répression de la pensée et de l'action, sapant ainsi les raisons pour lesquelles les villes sont importantes. Enfin, la durabilité. L'empreinte écologique des villes dépasse de loin leur empreinte géographique en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de dégradation de l'environnement. La capacité de production de la ville dépasse également son empreinte physique, ce qui n'est pas surprenant. Le changement climatique est désormais une menace existentielle pour l'humanité, et certaines villes dépendent de la capacité de l'humanité à stopper le réchauffement climatique. Si les dirigeants des grandes villes ne partent pas, les dirigeants municipaux devront réduire leurs émissions de carbone. Les habitants des petites villes et des zones rurales n'agiront pas. Cela concerne la gouvernance municipale et, dans le contexte canadien, la capacité limitée des villes à planifier, à agir et à financer. Félicitations aux organisateurs de la conférence. J'espère que les sessions de la conférence seront aussi bruyantes, chaotiques, pleines de surprises et exaltantes que les villes dont vous discuterez. C'est ainsi que les villes fonctionnent et que vous pouvez contribuer à les améliorer.

Claver Gatete

M. Gatete a remercié le gouvernement et le peuple canadiens d'avoir accueilli physiquement et virtuellement la quatrième session du CICA-

SU. Je tiens également à remercier l'ICCCASU, UN HABITAT et l'Université d'Ottawa d'avoir organisé cet événement malgré la pandémie de Covid 19. Cela contribuera à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et d'un nouvel agenda urbain avec une compréhension approfondie de l'urbanisation durable. Il reste neuf ans. Excellences des participants L'urbanisation rapide dans de nombreux pays africains doit être dirigée et coordonnée. Le Rwanda a adopté l'urbanisation durable comme moteur de développement socio-économique et d'établissement humain. Il vise à faire passer l'urbanisation de 18,4 % en 2017 à 35 % d'ici 2024. Selon Vision 2050, le gouvernement prévoit de devenir un pays à revenu élevé d'ici 2050 avec une urbanisation de 70 % et un pays à revenu moyen supérieur d'ici 2035 avec une urbanisation de 50 %. Une meilleure compréhension de la dynamique du développement urbain a conduit à des approches et des outils innovants pour résoudre les problèmes liés à l'expansion urbaine et au changement climatique. Le Rwanda prévoit de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les villes afin de lutter contre le changement climatique et de renforcer la résilience des villes. Il s'agit notamment de l'efficacité énergétique des bâtiments, de l'agriculture urbaine, des transports urbains et de l'emploi urbain. Ces questions seront abordées par le biais de divers mécanismes, y compris des exigences minimales de conformité en matière de construction écologique. Un développement urbain plus dense, à usage mixte et socialement inclusif. Troisièmement, faciliter la transition du transport urbain par l'alliance de la peur vers la mobilité électrique, le cyclisme et les piétons. La croissance et la transformation économiques du Rwanda dépendent de l'urbanisation. En réponse, il a établi des villes secondaires pour compléter les villes de Chicago et les villes satellites. Certaines villes frontalières devraient bénéficier du

commerce avec les pays voisins.

En dotant ces villes d'infrastructures sociales et économiques de base grâce à des programmes de développement urbain, on attire les gens à y vivre et à y travailler, on améliore leur qualité de vie et on soutient la croissance économique. Alors que nous entamons cette semaine de présentations, de discussions, de dialogue, de mise en réseau et de partage des connaissances, je vous mets au défi d'examiner les questions qui comptent pour le monde d'aujourd'hui. Je m'attends à ce que la conférence discute de l'évaluation de l'impact de la Covid 19 sur l'agenda urbain mondial, en commençant par les aspects économiques, sociaux, environnementaux et de gouvernance, afin d'aider les gouvernements à repenser une stratégie d'urbanisation résiliente. Deuxièmement, partager les bonnes pratiques et les approches du Canada, de la Chine et de l'Afrique, y compris Wanda, concernant la gestion des villes en termes de densité, de diversité et de mobilité, et échanger des idées et des solutions pour résoudre les problèmes existants. Trois recommandations détaillées et pratiques pour les villes africaines en cours de planification urbaine. Quatrièmement, identifier de nouveaux partenariats pour la mise en œuvre efficace des résultats et des recommandations de ces conférences, y compris une meilleure compréhension de la façon dont le Canada, la Chine et les pays africains peuvent contribuer à une urbanisation durable et résiliente. Enfin, rendre possible la conception de politiques, de solutions et d'interventions appropriées qui peuvent orienter le Canada, la Chine et les pays africains vers une urbanisation durable d'une manière intégrée et inclusive. L'excellence brille. Pour conclure, Mesdames et Messieurs, permettez-moi de remercier les organisateurs de la conférence, le conseil d'administration d'ICCCASU et UN HABITAT.

Suzanne Fortier

La conférence est particulièrement opportune dans le contexte de la pandémie de grippe aviaire. Mme Fortier a souligné que la pandémie a profondément affecté notre laine qui s'urbanise rapidement et a transformé la façon dont nous vivons, travaillons et interagissons les uns avec les autres. Au cours de l'année et demie écoulée, nous avons appris ce que sont la résilience et la durabilité, ainsi que l'adaptabilité, et nous avons trouvé de nouvelles façons de rassembler les gens autour d'un objectif commun. Nous avons également constaté que notre monde de plus en plus connecté et urbanisé exige des approches systémiques de la résilience. Il n'existe pas de solution unique et ces questions ne peuvent être abordées de manière isolée. À mesure que nos villes gagnent en complexité et en influence, la collaboration entre toutes les parties prenantes est cruciale. Elle espère que cette conférence donnera à chacun l'occasion de créer de nouvelles collaborations ou de renforcer les partenariats existants qui menacent la résilience de nos villes, de nos pays et du monde. Elle a salué et remercié en particulier tous les étudiants participant à la conférence, qui ont le rôle passionnant mais difficile de construire un monde meilleur.

Peter Fu

Le Dr Fu a félicité l'organisateur pour la réussite de l'organisation d'ICCCASU 2021, en particulier dans une période aussi difficile. Il a exprimé son enthousiasme à l'idée que nous puissions tous nous réunir et nous concentrer sur notre objectif commun, à savoir apporter des changements positifs en Afrique, au Canada et en Chine, comme

ICCCASU l'a fait par le passé. De plus, en tant que professeur de l'université McGill, il s'est senti particulièrement fier que ICCCASU se déroule ici, à Montréal, au Canada, dans l'université McGill. Alors que nous entrons dans le XXI^e siècle et que nous sommes confrontés à des défis tels que la raréfaction des ressources et les changements climatiques, la durabilité est encore plus cruciale pour le développeur et il attend avec impatience le partage des connaissances et de l'expérience lors de cette importante conférence qui est la meilleure d'ICCCASU et il croit que cette conférence nous rapproche tous de la construction d'une foi en un monde meilleur.

Matti Siemiatycki

M. Siemiatycki a insisté sur le fait que les villes sont d'actualité et immédiates à une époque de risques en cascade. Au moins trois crises se chevauchent. Le COVID-19 est une crise sanitaire mondiale. Il a tué des millions de personnes et changé notre monde. Deuxièmement, le monde est confronté à une urgence climatique qui pourrait entraîner plus de morts, de destructions et de perturbations que le COVID-19. Troisièmement, l'inégalité et le racisme sont des crises systémiques. Les décharges, les autoroutes et les centrales électriques polluantes sont situées de manière disproportionnée dans les communautés à faibles revenus et racialisées. L'eau insalubre et les fractures numériques affectent les communautés indigènes. Les inégalités en matière d'emploi et de services s'en trouveront aggravées. Les inégalités en matière de maintien de l'ordre entraînent une surpopulation policière dans les communautés noires, indigènes et de couleur, ainsi qu'un manque de sécurité et de sûreté. Rien de tout cela n'est nouveau ; chaque crise implique des risques en cascade et interconnectés, dont les

plus vulnérables font les frais. Cela nous place dans une position où nos études et nos pratiques sont plus urgentes que jamais ; un temps pour des études sans peur qui documentent les origines et les conséquences du climat de santé publique et de la crise du racisme et de l'inégalité auxquels nous sommes confrontés ; et un temps pour la construction de villes sans peur qui donnent la priorité à la diversité, à un environnement propre et à la liberté pour tous. Finies les demi-mesures et les paroles apaisantes. Nous avons besoin de vérités fortes, de conversations inconfortables et d'actions audacieuses. Ce forum, qui réunit 200 participants de 39 pays, est essentiel pour relever nos graves défis.

Huhua Cao

Le Dr Cao a souligné que la pandémie de COVID-19 nous a fourni une occasion importante de réexaminer et de repenser nos villes ; seules celles qui sont capables de gérer des risques multiples peuvent offrir la protection et le bien-être dont nous avons besoin et que nous désirons. Le changement climatique et l'augmentation de la diversité sociale et culturelle ont exacerbé l'instabilité sociale et économique, ce qui nous rend d'autant plus vulnérables. Que peut-on apprendre en partageant les expériences de la Chine, avec ses failles migratoires massives et les diversités locales de l'Afrique avec des centaines de personnes et de groupes linguistiques, et du Canada, qui dépend de plus en plus de la baisse de l'immigration et subit des pressions similaires liées à la densité urbaine et à la qualité de vie ? Le thème d'ICCCASU 4 est basé sur un appel publié dans le rapport des Nations Unies *Habit 2020* sur les villes du monde, qui souligne les opportunités et les défis associés à l'urbanisation durable dans

l'ère post-pandémique. Il a mentionné que la conférence a été conçue pour fournir un forum de groupe pour la création de solutions innovantes et créatives pour un rétablissement plus équitable, sûr et durable de la pandémie, ainsi que pour améliorer la qualité de vie pour tous.

Nous sommes très heureux d'accueillir des experts d'Amérique latine et des Caraïbes à cette conférence et d'apprendre de leurs expériences dynamiques et uniques en matière d'urbanisation. Nous poursuivrons nos efforts pour inclure davantage de régions dans les futurs dialogues d'ICCCASU. Au cours des quatre prochains jours, plus de 200 participants de 39 pays et régions partageront leurs connaissances et leurs meilleures pratiques pour nous aider à relever les défis communs d'une urbanisation efficace et prospère dans notre planification d'un avenir plus résilient. Nous sommes inspirés par le travail dévoué de tous ceux pour qui la construction de villes durables et équitables pour tous n'est pas seulement un idéal mais un impératif. Il est absolument essentiel que nous reconnaissons nos nombreux bénévoles, ici au Canada, mais aussi en Chine, en Afrique et dans d'autres régions du monde. Ils ont donné de leur temps avec la sagesse et l'expérience nécessaires pour amener ICCASU à ce stade. En fait, l'équipe du château électronique international est composée de bénévoles dévoués. Nous sommes extrêmement fiers de notre équipe, surtout à la lumière des défis considérables qu'elle a relevés et des lourdes charges de travail que tant de personnes ont dû gérer pour faire de cette conférence un succès. Nous remercions tout particulièrement nos distingués invités pour leurs discours d'ouverture et leur participation aux dialogues et aux présentations principales. Je sais que vous avez tous des emplois du temps bien remplis. Votre présence a apporté une valeur ajoutée considérable

à la forme décontractée. De même, je remercie chacun des panélistes, locaux et internationaux, pour leur intérêt et leur volonté de participer à un moment aussi difficile.

Première séance plénière

«Alors que les nations s'engagent, les villes agissent», par David Miller

Aujourd'hui, j'aborderai l'action climatique urbaine sous toutes ses facettes, en me concentrant sur son impact sur l'équité et l'emploi. Cependant, je dois noter que cela se produit dans le contexte d'une pandémie mondiale qui continue d'avoir un impact significatif sur les personnes, les villes et les gouvernements municipaux, en particulier en Afrique. Dans ce contexte, je voudrais rendre hommage à notre collègue du C-40, le regretté maire de Johannesburg, Jeff Makubo, qui est décédé de Covid il y a deux semaines. Deux membres du conseil municipal de Tshwane sont également décédés des suites de la maladie. C'est en pensant à leurs familles que j'évoquerai deux grands points dans ma présentation d'aujourd'hui, intitulée «Tandis que les nations s'engagent, les villes agissent». J'expliquerai ce titre dans un instant.

Le premier point que je vais aborder est que le risque climatique exige une action immédiate de la part des municipalités. La voix des maires et des autres responsables municipaux est essentielle si nous voulons éviter un changement climatique dangereux. Deuxièmement, la pandémie a mis en évidence la nécessité d'aborder la question de l'équité sous tous ses aspects dans les villes du nord et du sud, et elle a également démontré l'im-

portance de l'innovation urbaine sur ces questions.

Le titre de mon intervention est tiré d'un discours que l'actuelle présidente du conseil municipal de Glasgow a prononcé il y a quelques jours lors d'un événement organisé par le C-40 à 100 jours de la COP, dans lequel elle a déclaré que si les nations s'engagent, les villes, elles, tiennent leurs promesses. Je crois que cela résume bien ma philosophie : la stratégie adoptée par les maires des plus grandes villes du monde pour lutter contre l'inégalité face au changement climatique. Tout cela dans le contexte d'une réponse de Covid. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de souligner l'importance du changement climatique lors de cet événement. La gravité de la situation est toutefois comparable à celle de l'année dernière.

Au Canada, il y a un mois, une petite ville entière a été détruite par un incendie de forêt, bien que la pandémie ait occupé la majeure partie de notre attention cette année. Ce type d'incendie de forêt est certainement lié au changement climatique, car les conditions météorologiques ont changé, devenant plus chaudes et plus sèches pendant de plus longues périodes. En fait, il y a seulement un an, les experts prédisaient que ce type d'événement se produirait au Canada. Il est donc extrêmement préoccupant de constater que les effets du changement climatique s'aggravent et deviennent de plus en plus visibles. Dans ce contexte, il est essentiel de reconnaître l'importance du rôle des villes.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la majorité de la population mondiale réside dans des zones urbaines. Nos amis d'UN Habitat connaîtraient la date avec plus de précision que moi. Toutefois, en 2008-2009, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'urbanisation a dépassé la ruralisation. Cette tendance se pour-

suivra en raison de l'expansion des mégapoles en Afrique, en Inde, en Chine et en Amérique du Sud. Que savons-nous des villes, étant donné que la grande majorité de la croissance dans les contextes africain et latino-américain se fait dans des établissements informels ?

La majorité de la population mondiale vit dans des zones urbaines. La majorité de l'économie mondiale est créée dans les zones urbaines. La majorité des gaz à effet de serre sont produits dans les zones urbaines. Selon le mode de calcul, ce chiffre est discutable ; il pourrait atteindre 75 % des émissions de CO₂. Ce chiffre inclut les émissions des centrales électriques nécessaires à l'alimentation des villes, même si elles sont situées en dehors de la ville. Environ deux tiers de la consommation mondiale d'énergie ont lieu dans les zones urbaines.

Je ne m'étendrai pas trop sur ce sujet aujourd'hui du point de vue de la résilience en raison du temps limité dont je dispose, mais il est extrêmement important de noter que la majorité de l'expansion urbaine dans les pays en développement se fait à proximité de zones exposées aux risques ; avec l'élévation du niveau de la mer, cette situation va devenir de plus en plus problématique. La fréquence croissante des tempêtes inondant l'expansion urbaine, en particulier dans les établissements formels, est un facteur de risque important pour de multiples problèmes liés au changement climatique dans les régions où ils se produisent. Dans ce contexte, les maires font preuve d'un leadership important dans la lutte contre le changement climatique, et notre organisation salue leurs efforts.

Notre organisation, le C-40, regroupe 97 des plus grandes villes du monde, dont environ la moitié sont des villes du Sud et l'autre moitié des

villes du Nord. Les règles de base pour devenir membre du C-40 sont les suivantes : la ville doit faire preuve de leadership en matière de climat, le maire doit personnellement faire preuve de leadership en matière de climat et la municipalité doit avoir une stratégie de lutte contre le changement climatique. En outre, si vous êtes engagé dans le leadership et que vous vivez dans une ville d'une région d'au moins trois millions d'habitants, vous pouvez rejoindre le C-40. La majorité des grandes villes du monde en font partie, notamment Jakarta, New York, Paris et Le Cap. Bien entendu, Toronto et le Canada sont membres de cette organisation.

Pour replacer dans son contexte l'action municipale en faveur du climat, il est essentiel de comprendre ce que révèlent les données scientifiques. La science nous dit que nous devons nous engager sur une voie de 1,5 degré, c'est-à-dire maintenir l'augmentation globale de la température mondiale à 1,5 degré Celsius au maximum. Il y a six ans, à Paris, lors de la COP21, le monde s'est mis d'accord pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 2 degrés, avec une ambition plus élevée de 1,5 degré. Nous savons aujourd'hui que l'objectif de 1,5 degré était essentiel, mais il n'a pas été jugé politiquement essentiel à Paris. Toutefois, les engagements pris à Paris ne nous ont permis d'atteindre que 2,6 à 3,2 degrés, et de nombreux pays n'atteignent même pas ces objectifs.

Si, d'ici 2020, aucune politique climatique basée sur les émissions historiques n'était mise en place, nous serions sur la voie d'un réchauffement de près de cinq degrés, ce qui est catastrophique étant donné que nous connaissons actuellement un réchauffement d'un degré avec des effets extrêmement graves sur la nature et l'environnement. Cinq degrés de réchauffement seraient ca-

tastrophiques, mais le monde est actuellement sur une trajectoire de trois degrés, ce qui est exceptionnellement inquiétant.

Dans ce graphique, nous observons les nations qui sont sur la bonne voie - il y a essentiellement deux modèles. Cette situation contraste avec les actions des grandes villes du monde. Les villes du C-40 ont elles-mêmes examiné les données scientifiques après Paris et se sont interrogées : Que devons-nous faire ? D'après les données scientifiques, les grandes villes du monde doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020, l'objectif étant de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici à 2050, du moins dans le nord de la planète. Par conséquent, nous avons conçu le sud de la planète de manière à ce que le pic puisse être atteint un peu plus tard en raison de la faible proportion, mais les émissions devraient atteindre leur maximum d'ici à la fin de 2020. Cela devrait permettre de réduire de moitié ces émissions d'ici à 2030 et d'atteindre zéro émission d'ici à 2050. C'est pourquoi les villes du C-40 se sont mises d'accord sur un programme appelé « Date limite 2020 » (Deadline 2020) pour atteindre cet objectif.

Pour rester membre du C-40, chaque ville doit se doter d'un plan climatique afin d'atteindre sa part équitable d'émissions nettes nulles d'ici 2050. La bonne nouvelle est que 54 des villes du C-40 ont déjà mis en place ces plans, bien que certains, en particulier en Afrique, aient été retardés en raison de Covid et de l'incapacité des gouvernements municipaux à résoudre et à promulguer un plan climatique en même temps. Un grand nombre de villes du C-40, dont Toronto, ont déjà atteint un pic d'émissions bien supérieur à 40. Non seulement les villes du C-40 prennent des mesures, mais les villes parrainées par la CCNUCC le font

également dans le cadre de leur course vers zéro.

Nous transmettons nos connaissances sur la manière de créer un plan climatique efficace à au moins un millier de villes du monde entier afin d'étendre cette action et de veiller à ce que les villes, au-delà des grandes villes du monde, prennent des mesures pour lutter contre le changement climatique. En revanche, les gouvernements nationaux qui ont pris des engagements ne les respectent pas et sont loin d'être sur la bonne voie pour atteindre une trajectoire de 1,5 degré. Pourquoi agissent-ils ainsi ? Comment peuvent-elles réussir ?

Tout d'abord, les villes agissent parce qu'elles reconnaissent les risques climatiques et que leurs habitants exigent un changement. Étant donné que les villes produisent la majorité des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, les actions des citoyens peuvent avoir un effet significatif. Dans la majorité des villes, les domaines qui requièrent une attention particulière sont la production d'énergie, le chauffage, la climatisation et les systèmes de transport, ainsi que la manière dont nous construisons les villes pour que les gens puissent utiliser des moyens de transport actifs. En ce qui concerne les transports publics, nous posons la question suivante : « La ville est-elle dense ou dispersée ? », comme à Houston, au Texas. Nous nous interrogeons également sur la manière dont nous éliminons les déchets.

Aujourd'hui, des actions sont menées dans chacun de ces domaines dans une ville quelque part dans le monde. J'insisterai aujourd'hui sur les villes canadiennes, chinoises et africaines. Des actions sont en cours dans une ville quelque part dans le monde qui, si elles sont reproduites à grande échelle dans un laps de temps très court dans plusieurs villes, peuvent aider à mettre le

monde sur la première partie très importante de la trajectoire pour maintenir un réchauffement de 1,5 degré Celsius d'ici à 2030. Cela est d'autant plus important que ces actions utilisent des connaissances, des technologies et des processus de réflexion existants en matière d'urbanisme, qui peuvent être rapidement reproduits à grande échelle et ne dépendent pas d'inventions récentes.

Les prochaines années sont les plus cruciales si nous voulons limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 1,5 degré Celsius. Le plus important est d'agir, plutôt que de s'engager à faire quelque chose dans le futur, car il pourrait s'avérer trop tard. La production d'électricité est un exemple fascinant d'activité urbaine, comme l'énergie éolienne et solaire. C'est le cas à Toronto, ma ville natale : un centre d'exposition, gros consommateur d'électricité en tant que tel, produit sur place autant d'électricité grâce à l'énergie éolienne et solaire qu'il n'en consomme à l'aide d'un tri-générateur très perfectionné.

Il existe également des programmes très intéressants dans des villes américaines telles que Los Angeles, qui contrôlent leur propre production d'électricité et s'efforcent d'être neutres en carbone d'ici 2035. Il y a quelques années, Austin, au Texas, a mis en œuvre une stratégie intrigante ; la ville est aujourd'hui en plein essor. Elle a payé les habitants pour qu'ils isolent leurs maisons au lieu de construire une nouvelle centrale électrique alimentée au charbon ou au pétrole. Elle met actuellement en œuvre un programme similaire pour subventionner les personnes qui utilisent des panneaux solaires pour produire de l'électricité sur leur maison et la vendre au réseau. Ces deux programmes de subvention étaient moins coûteux que la construction d'une centrale, ce qui laisse entrevoir de nombreuses initiatives.

Je vais m'attarder sur les initiatives en matière de transport des déchets, car elles sont très pertinentes pour les villes chinoises, canadiennes et africaines. Je pense que lorsque nous discutons du changement climatique, le secteur de la construction est sous-évalué. Ceux d'entre nous qui s'intéressent aux questions urbaines comprennent l'importance de l'emplacement, de la conception et de l'architecture des bâtiments. Dans la plupart des villes, la plus grande source d'émissions de gaz à effet de serre est le chauffage et la climatisation des bâtiments. C'est important du point de vue du changement climatique. Dans une ville tentaculaire, le transport peut être le secteur le plus important, mais dans de nombreuses villes africaines, la gestion des déchets est le secteur le plus important en raison des décharges informelles.

Cependant, le chauffage et la climatisation sont les secteurs les plus importants dans la plupart des villes du monde. Des efforts considérables sont déployés pour créer des codes de construction exigeant des bâtiments à consommation nette zéro. Par exemple, à Vancouver, au Canada, la ville exigera une réduction drastique des émissions des bâtiments existants, similaire à celle de la ville de New York. Vancouver et New York utilisent leurs lois sur l'efficacité énergétique des bâtiments pour créer simultanément des emplois. Vancouver collabore avec des fournisseurs du secteur privé pour améliorer l'efficacité énergétique des produits, par exemple en rendant acceptable l'utilisation de bois de masse dans les grands bâtiments ou en aidant les petites entreprises qui fournissent des fenêtres à modifier leur production pour qu'elle soit nettement plus efficace sur le plan énergétique. La ville de New York forme des jeunes issus de quartiers défavorisés à travailler sur l'efficacité énergétique des bâtiments, alors qu'un grand nombre de bâtiments commer-

ciaux new-yorkais font l'objet d'une rénovation énergétique.

La Chine fait également des progrès considérables pour s'assurer que les bâtiments sont construits selon des normes d'efficacité énergétique élevées. Il y a encore beaucoup de travail à faire, mais il y a aussi beaucoup de travail dans les villes pilotes. Le gouvernement chinois a une politique très intéressante qui consiste à autoriser des programmes verts pilotes dans des villes sélectionnées et à en vérifier les résultats. Ensuite, si le projet pilote est couronné de succès, il sera mis en œuvre à l'échelle nationale. La Chine a fait des progrès significatifs en matière d'efficacité énergétique dans la construction. Enfin, sous l'impulsion de la Norvège, un mouvement mondial se dessine en faveur d'une construction sans émission de carbone. Étant donné la prédominance du béton dans la construction, je me sens obligé de mentionner une entreprise canadienne qui a inventé il y a quelque temps une méthode pour réduire le carbone dans le béton, ce qui contribue à la construction sans carbone. Ce type d'inventions et d'initiatives contribuera de manière significative à l'avancement de la construction au Canada et en Chine.

Les transports sont essentiels, non seulement en raison des émissions qu'ils génèrent, mais aussi parce qu'en veillant à ce que nos villes soient conçues de manière à ce que les gens puissent marcher, faire du vélo et utiliser les transports publics, nous contribuons à créer des villes efficaces sur le plan énergétique. Par conséquent, cela génère beaucoup moins d'émissions de gaz à effet de serre. Nous avons observé une réponse à la pandémie, en particulier dans les villes européennes. À Montréal, le concept d'une ville de 15 minutes fait l'objet d'une véritable pression ; cela remonte à la croyance de Jane Jacobs selon la-

quelle les gens devraient travailler, vivre et se divertir à une distance raisonnable de leur domicile. Jane Jacobs soutenait qu'il est beaucoup plus efficace économiquement pour un restaurant d'être situé dans un quartier résidentiel plutôt que dans un centre-ville qui ne peut réellement accueillir que des clients pour le déjeuner. À ce titre, des travaux importants sont en cours à Barcelone, Paris et Montréal.

Du point de vue des transports directs, certaines mesures doivent être prises pour s'assurer que les autres villes qui adoptent ce concept permettent des déplacements à pied et à vélo en toute sécurité et qu'elles disposent d'une infrastructure de transport rapide électrifiée de qualité supérieure. En outre, nous devons veiller à ce que tous nos transports publics soient exempts d'émissions. La capitale de l'Éthiopie, Addis-Abeba, possède le premier réseau de métro léger d'un pays subsaharien. Du point de vue canadien, la planification et le financement de ce réseau sont fascinants. Je pense que nous pouvons tirer d'Addis-Abeba une leçon très importante sur la manière de planifier, du fait que ce réseau a été construit alors que les villes canadiennes débattaient de l'emplacement de leurs réseaux et de la mise en œuvre du métro léger.

Si j'ai bien compris, l'un des facteurs pris en compte pour déterminer l'itinéraire était le sexe des passagers, qui étaient probablement des femmes. On s'est demandé où allaient les femmes et comment répondre à leurs besoins. Il s'agit d'une approche très intéressante et sophistiquée de la construction d'un réseau de transport rapide. Ils ont également dû réfléchir à la manière dont ce réseau allait déplacer certains des petits bus du secteur informel, ainsi qu'à la manière de garantir la pérennité de l'emploi des personnes impliquées dans ce secteur et à la manière dont elles allaient

pouvoir trouver un travail respectable dans le cadre de cette nouvelle initiative. À cela s'ajoutent les bus rapides ou les couloirs de bus, qui ne sont pas seulement cruciaux dans le contexte africain, mais aussi en Amérique du Nord. Il est évident qu'Ottawa dispose depuis longtemps d'un système de bus rapides, mais nous devons nous assurer que les bus utilisés dans le cadre de ces initiatives ne produisent pas d'émissions.

Nous pouvons nous inspirer de Shenzhen à cet égard. La Chine a obtenu des résultats extraordinaires : tous ses bus et taxis de plus de 16 000 places sont électriques. L'électricité est utilisée pour alimenter le développement de la plus grande industrie de fabrication d'autobus électriques au monde, une entreprise connue sous le nom de BYD, ou Build Your Dreams (Construisez vos rêves). Cette entreprise crée directement et indirectement des dizaines de milliers d'emplois grâce à un message politique fort et intelligent. Grâce au travail d'un collectif de villes C-40, environ 66 000 bus électriques circulent aujourd'hui dans les rues des villes du monde entier. Des progrès significatifs peuvent également être réalisés en Amérique latine si nous parvenons à surmonter certains obstacles financiers. Nous espérons y parvenir en route vers la COP26 à Glasgow.

Je voudrais faire deux remarques en guise de conclusion, suivies d'une brève explication de la manière dont cela s'applique au contexte canadien. Le premier point concerne l'importance de la gestion des déchets, en particulier en Afrique. Il existe un programme très important à Accra, y compris pendant le COVID, pour travailler avec le secteur informel des déchets afin de régulariser l'élimination des déchets. C'est important car cela permet de capturer le méthane, un gaz à effet de serre extrêmement nocif. Les dirigeants d'Accra ont réitéré l'importance de la formalisation des

emplois dans le secteur informel car, en fermant les décharges informelles, c'est toute l'économie informelle qui s'effondrerait. Les personnes employées dans cette économie doivent continuer à travailler.

Accra travaille actuellement avec les habitants des quartiers informels et les organisations qui les représentent pour traiter ces questions parallèlement au programme C-40. Enfin, les maires ne sont pas élus uniquement pour lutter contre le changement climatique ; ils sont élus pour créer des villes formidables où tout le monde est le bienvenu. Pour y parvenir, l'action climatique doit être équitable. Dans cette présentation, j'ai tenté de mettre en évidence des exemples où les maires et les gouvernements municipaux abordent le changement climatique en mettant l'accent sur l'équité. D'autres exemples incluent le travail effectué au Cap pendant le COVID concernant l'alimentation d'un point de vue équitable.

Cinq villes sud-africaines et des syndicats locaux travaillent actuellement sur la transition nécessaire pour passer du charbon à l'énergie propre. Cette question est extrêmement complexe en Afrique du Sud en raison de la prédominance du charbon. Le fait est qu'il existe des emplois bien rémunérés dans ce secteur, mais cette discussion est un point de départ. Comment tout cela fonctionne-t-il ? Pourquoi cela fonctionne-t-il ? J'illustrerai mon propos avec la ville de Toronto. Le premier plan climatique de Toronto, adopté en 2007, s'intitulait «Change is in the Air» (le changement est dans l'air). Il comprenait un large éventail de mesures, notamment la plus grande expansion des transports en commun en Amérique du Nord et de nombreux programmes visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments dans le secteur privé, le secteur public et le secteur à but non lucratif (comme les musées). À la

suite de ce plan, le gouvernement provincial a contribué à la fermeture d'une centrale électrique alimentée au charbon. Les émissions de gaz à effet de serre de Toronto en tant que zone métropolitaine sont aujourd'hui inférieures de 33 % à ce qu'elles étaient en 1990, de sorte que des réductions massives sont possibles.

À cette époque, Toronto a connu une réussite économique, mais l'équité était au cœur du plan de la ville. À l'époque, il existait un programme destiné à répondre aux besoins d'investissement dans les quartiers à faibles revenus ; il s'agissait du programme d'investissement prioritaire. Cela signifiait que les quartiers à faibles revenus étaient prioritaires pour les investissements publics afin que les jeunes de ces quartiers aient accès aux mêmes programmes, aux mêmes opportunités et aux mêmes emplois que ceux des autres quartiers. Lorsque l'on examine ces tableaux, le plan de transport en commun de droite est visible. Vous pouvez voir que les lignes de transport en commun relient les quartiers prioritaires de gauche au reste de la ville. Il est important de noter que les deux premières lignes étaient situées à Etobicoke-Finch et Sheppard East lorsque nous avons consulté le public au sujet de la ville des transports en commun. Une fois, j'ai pris un bus de Malvern, qui se trouve à droite de la diapositive, très tôt le matin, vers 5 h 30, en direction de Sheppard East. Une femme est montée dans le bus en provenance de Malvern et je suis allée la saluer. Je lui ai demandé : «Où allez-vous ?» et elle m'a répondu : «Au travail». «Où travaillez-vous ? lui ai-je demandé. Elle m'a répondu qu'elle travaillait à l'aéroport Pearson, qui se trouve à environ 40 kilomètres du bus de la ville de transit. Je lui ai demandé : «Combien de temps cela vous prend-il ?» Elle a estimé qu'il fallait deux heures, en supposant

qu'elle prenne ses correspondances. Puis elle a demandé : «Monsieur le Maire, pourquoi êtes-vous ici ?». J'ai répondu : «Eh bien, nous avons des conversations avec des gens au sujet d'un TLR.» Elle a demandé : «Qu'est-ce que c'est ?» J'ai répondu qu'il s'agissait d'un tramway de style européen, au milieu de la route, qui n'est pas bloqué aux heures de pointe et qui permet donc de respecter les horaires de circulation. Ce service est supérieur au bus, qui est bloqué aux heures de pointe. Elle a répondu que ce service lui serait très bénéfique. Je lui ai dit : «Vous avez une longue journée». Elle passait environ quatre heures par jour à faire la navette entre ses deux emplois. Si elle avait accès aux transports en commun rapides, elle pourrait gagner au moins une heure par jour, voire plus. Cela pourrait lui donner l'occasion de retourner à l'école et d'améliorer ses compétences afin d'avoir un seul emploi. Cela lui permettrait d'être à la maison avec sa famille pour le dîner ou d'assister à des réunions publiques sur le type de transport en commun dont notre ville a besoin. Le changement climatique encourage la croissance de la ville, en mettant l'accent sur l'équité. La ville de Toronto a en fait élaboré des plans qui amélioreraient considérablement la vie de ses citoyens, en tenant compte non seulement de leur capacité à prospérer économiquement, mais aussi de leur participation au processus décisionnel de la ville. J'en ai souligné quelques-uns dans mon livre. Je trouve ces plans inspirants parce qu'ils sont réalistes et s'attaquent à de multiples problèmes. Ils apportent des solutions à certaines des questions de politique publique les plus pressantes de notre époque, notamment le changement climatique. C'est exactement ce que je voulais dire aujourd'hui ; je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée d'être ici. J'attends avec impatience les commentaires de mes collègues.

«*Quel monde merveilleux cela pourrait être !* » par Leilani Farha

C'est pourquoi, depuis plusieurs années, je fais une fixation sur deux chiffres : 1,8 milliards et 220 billions. Ainsi, avant la pandémie, je me rendais dans des villes de toutes les régions du globe. En levant les yeux, je remarquais d'abord deux choses. J'observais fréquemment des grues à l'horizon qui érigeaient de nouveaux bâtiments étincelants. Ensuite, j'ai entendu parler de quartiers où de belles maisons étaient inoccupées et dépourvues de lumière, et j'en ai vu. Simultanément, je rendais visite à des personnes résidant sur la chaussée, sur les trottoirs, dans des décharges de déchets toxiques, dans des camps de sans-abri ou dans des campements informels. Dans tous ces cas, ils n'avaient pas accès à l'eau, à l'assainissement, à l'électricité, à des routes goudronnées, etc. C'était effectivement le cas à Londres, en Angleterre, ainsi qu'à Lagos, au Nigeria. Je l'ai vu à Vancouver. Je l'ai vu au Caire. Je l'ai vu à Lisbonne. Je l'ai vu à Mumbai.

Ce qui m'intéresse depuis quelques années, c'est le fossé qui sépare ceux qui vivent sur les trottoirs et les grues qui s'élèvent dans le ciel. Elles sont une représentation visuelle de l'inégalité flagrante qui frappe tant de villes dans le monde, à savoir la disparité entre les 1,8 milliard de personnes qui vivent dans des logements tout à fait inadéquats, celles qui n'ont pas les moyens de se payer un endroit décent pour vivre, celles qui sont sans abri, et celles qui possèdent d'énormes richesses et qui utilisent les logements pour les cacher afin d'en tirer le meilleur parti possible. Ils l'étendent au point que la valeur globale de l'immobilier résidentiel dépasse les 220 000 milliards de dollars, faisant de l'immobilier résidentiel la plus grande industrie au monde, dépassant les produits pharmaceutiques et le tabac.

Pour vous donner une idée de l'ampleur de ces 220 000 milliards de dollars, qui, selon le professeur Saskia Sassen, dépassent le domaine de l'argent : si vous additionniez les PIB de tous les pays du monde et procédez à leur doublement, vous n'atteindriez toujours pas 220 000 milliards de dollars américains. La question est donc de savoir comment nous en sommes arrivés là. Je parle d'une crise mondiale du logement, dans laquelle le logement est inabordable pour la majorité des gens dans la plupart des villes et où les riches bénéficient de la sécurité du logement, et utilisent la sécurité du logement. Comment en sommes-nous arrivés à un point où les gouvernements criminalisent ceux qui tentent simplement de survivre, par exemple en créant des quartiers informels sur des terrains vacants afin de pouvoir fournir des services aux citoyens et de garantir que les villes fonctionnent comme prévu ?

Ce matin, j'ai appris que la municipalité de la ville du Cap envisageait de couper les services de base à certains quartiers informels et d'en expulser les habitants, en vertu d'un règlement incroyablement régressif sur l'occupation illégale. Cette mesure est suivie d'une concentration des habitants dans des zones autorisées. Comment en est-on arrivé à la conclusion que plus une nation, une région ou une ville est riche, plus le sans-abrisme et l'instabilité du logement risquent d'augmenter ?

Les États-Unis, la nation la plus riche du monde, comptent plus d'un demi-million de sans-abri. Ce chiffre ne tient pas compte de toutes les personnes qui vivent dans des logements inabordables ou précaires. Vingt-cinq pour cent des sans-abri aux États-Unis résident en Californie, qui a le cinquième PIB du monde. Dans les villes du monde entier, le sans-abrisme et les conditions de logement nettement insuffisantes existent de-

puis très longtemps. Malgré la richesse croissante du monde, sa persistance est remarquable, tout comme la manière dont elle est enracinée dans le logement. Pendant la pandémie, un nouveau milliardaire est né toutes les 17 heures environ. Dans le même temps, la Banque mondiale prévoit que 150 millions de personnes supplémentaires vivront dans la pauvreté.

On peut imaginer ce que seront leurs conditions de vie et la source de la richesse de ces milliardaires. Je soutiens que, ironiquement, cette réalité de la qualité du logement a émergé et a été soutenue par le néolibéralisme depuis la crise financière mondiale. C'est à cette époque que les principaux acteurs financiers - sociétés de capital-investissement, fonds de pension et autres investisseurs - ont réalisé que de nouveaux instruments financiers pouvaient être créés. Par exemple, Blackstone, l'une des plus grandes sociétés de capital-investissement, gagne beaucoup d'argent en utilisant l'immobilier comme garantie. L'investisseur en immobilier résidentiel s'est lancé dans une frénésie d'achats, achetant environ 45 000 logements en une seule transaction. Il s'agissait d'actifs en difficulté, c'est-à-dire de maisons dont les propriétaires avaient saisi leur hypothèque en raison de pratiques de prêt prédatrices. Blackstone est devenu le plus grand propriétaire aux États-Unis avant de se tourner vers l'Europe. Ils ont commencé à acheter des logements sociaux, en particulier en Espagne. Ils ont développé le modèle prédominant actuellement utilisé dans l'immobilier résidentiel dans le monde entier. Il s'agit de la financiarisation de l'immobilier, c'est-à-dire de l'accumulation d'actifs et de leur utilisation pour obtenir davantage de capitaux. Ils achètent tout actif dont ils pensent pouvoir tirer de plus grands profits ou un effet de levier plus important ; le logement devient un simple instrument financier.

Cette situation a directement porté atteinte à deux principes fondamentaux du droit au logement : le caractère abordable du logement et la garantie de l'occupation.

Le modèle économique associé au financement du logement nécessite une augmentation continue des loyers et utilise l'expulsion comme méthode pour y parvenir. Il s'agit d'un modèle qui expulse les locataires à faibles revenus et les remplace par des locataires mieux payés. C'est la raison pour laquelle j'évite de me rendre en Californie. Lorsque je passe sous une autoroute, je vois des gens qui vivent dans des tentes et qui, il y a quelques mois à peine, pouvaient s'offrir un appartement. Nous devons nous rappeler que chaque sans-abri a un jour eu un foyer. Je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas d'un phénomène propre au Nord ; les marchés du logement des économies en développement ont également été ciblés par les investisseurs nationaux et internationaux. Leurs économies sont en cours de réorganisation et sont prêtes à faciliter l'entrée de ces grands acteurs financiers sur leurs marchés. Par exemple, de nombreux États à l'économie chancelante mettent en place des systèmes de logement basés sur l'hypothèque pour remédier à la situation. Ils les habillent de manière à donner l'impression qu'ils s'attaquent à un problème de logement, mais en réalité, le système de logement basé sur l'hypothèque est utilisé pour sauver ou faire croître leur économie.

C'est ce que j'ai observé en Égypte, et plus particulièrement au Caire, où les systèmes de prêts hypothécaires ne profitent que très rarement aux habitants des quartiers informels qui en ont le plus besoin, comme les personnes sans domicile fixe. Il est donc clair que ce type d'activité suggère que le logement est utilisé comme un mécanisme financier pour établir des logiques de marché finan-

cier, plutôt que comme une solution à la pénurie de logements.

Je pense que la Chine est un exemple intéressant de la pression exercée par les taxes foncières et les profits qui ont conduit à la construction de gratte-ciel dans les mégapoles émergentes du pays. Les profits massifs pour le pouvoir politique massif des promoteurs sont produits aux dépens des migrants déplacés de leurs terres agricoles qui ne sont plus viables. Dans les économies émergentes ou périphériques, comme certains les appellent, la financiarisation se produit quand ou là où les conditions sont réunies : des économies qui ont atteint un certain niveau de développement financier avec des taux d'intérêt bas, des systèmes de logement basés sur l'hypothèque qui permettent la titrisation, des prêteurs financiers stables, une dette bon marché ou des actifs sur le marché. Ces éléments sont combinés à une raison de croire que la valeur de ces actifs augmentera dans un laps de temps relativement court. La faiblesse de la protection des locataires contribue encore à faire mûrir ces conditions.

Là où la financiarisation du logement ne s'est pas encore imposée, je pense que les communautés à faibles revenus, informelles et autochtones des économies en développement ont une expérience de première main du pouvoir des sociétés financières de s'approprier les terres et les biens immobiliers, tout en générant de vastes disparités de richesse par le biais de la politique du logement. La terre est traitée comme une marchandise, donc en plus du préjudice causé à un logement adéquat et abordable, je tiens à souligner que les acteurs, y compris les sociétés de capital-investissement, les fonds de pension, les institutions financières internationales et les promoteurs immobiliers, ne profitent pas seulement aux dépens des pauvres,

mais ont également une place de choix à la table politique. Ils jouent souvent le rôle de conseillers auprès des gouvernements et contribuent financièrement aux campagnes politiques. Lorsqu'une législation progressiste intéressante est proposée, ces acteurs ont un impact significatif en utilisant leur influence politique et leurs ressources pour l'éliminer. Que pouvons-nous faire face à cette situation plutôt sombre ?

C'est là que les droits de l'homme entrent en jeu. Je crois que les droits de l'homme possèdent le potentiel de transformation. Je pense qu'ils constituent la meilleure réponse à la crise mondiale du logement et qu'ils offrent la meilleure solution. Tout d'abord, les droits de l'homme sont fondamentalement une question de responsabilité. Si vous ne connaissez rien aux droits de l'homme, vous devriez le savoir. Je parle souvent des droits de l'homme comme d'un cadre de responsabilisation. Depuis l'avènement du néolibéralisme à la fin des années 1970, dans les années 1980 et 1990, les gouvernements ont essentiellement cédé le logement au secteur privé. Le secteur privé a rarement été réglementé. Personne n'a été tenu pour responsable en matière de logement, ce qui explique la crise mondiale du logement.

Les gouvernements nationaux du monde entier ont ratifié la législation internationale sur les droits de l'homme et pris des engagements politiques en faveur des objectifs de développement durable sans souvent consulter les collectivités locales. En vertu de la législation internationale sur les droits de l'homme, il est clair que les gouvernements sont responsables devant la population de veiller à ce que les personnes dans le besoin aient accès à un logement adéquat et abordable. Par conséquent, si nous invoquons le cadre des droits de l'homme, nous pouvons exiger des gouvernements qu'ils

reviennent de manière significative sur le marché du logement et qu'ils respectent les normes en matière de droits de l'homme. Je pense que cela changerait complètement la donne.

Les droits de l'homme reconnaissent que les sans-abri sont des détenteurs de droits ; ils ne sont pas des criminels, des envahisseurs ou des personnes dont les demandes sont déraisonnables. Les personnes qui vivent dans des quartiers informels et des campements de sans-abri ne doivent pas seulement être considérées comme des personnes privées de droits, mais aussi comme des détenteurs de droits. Cela nous permet de considérer la tente sur le trottoir non pas comme un acte criminel, mais plutôt comme une revendication des droits de l'homme. Cela s'applique à la croissance des quartiers informels, qui n'a rien à voir avec l'empiètement ou la criminalité. Il s'agit de droits de l'homme au logement, à la santé et à la vie elle-même. Ainsi, le sans-abrisme ne relève plus du domaine de la charité et de la générosité des gouvernements, mais d'une nouvelle localisation. Le deuxième aspect des droits de l'homme est que je pense qu'il s'agit d'une réponse appropriée. La raison pour laquelle je dis cela est la crise mondiale du logement et les conditions dans lesquelles les gens vivent.

Il est évident que si vous vivez dans une situation de sans-abrisme, dans un campement informel ou même dans un logement précaire où vous pouvez craindre d'être expulsé parce que votre loyer augmente, votre dignité et votre capacité à vivre sont mises à l'épreuve. Lorsqu'il y a un problème de droits de l'homme, la réponse appropriée est, à mon avis, une réponse fondée sur les droits de l'homme. La privation de la capacité à participer aux systèmes démocratiques, par exemple, a donné lieu à des droits constitutionnels de vote dans d'autres contextes civils et politiques. L'im-

portance de la participation démocratique a donc été comprise. En conséquence, nous avons, en tant que société, créé des normes constitutionnelles qui permettent le droit de vote pour tous. Je propose la même chose : lorsque nous observons une atteinte à la dignité humaine ou à la vie, nous devrions réagir en tenant compte des droits de l'homme.

Enfin, je dirai que l'approche des droits de l'homme est précieuse parce que les droits de l'homme s'attaquent aux causes structurelles de la privation des droits. Les droits de l'homme sont utilisés pour comprendre les effets des lois, des politiques et des structures sociales. Ceux-ci sont réimaginés à l'aide des droits de l'homme. Étant donné le rôle que joue le logement dans les économies nationales, cela est de la plus haute importance en termes de logement. Le logement fait partie intégrante des structures de notre société et, par conséquent, de la structure de notre économie. Les droits de l'homme nous permettent d'évaluer les problèmes liés à ces structures. Pour résumer, la crise mondiale du logement touche 1,8 milliard de personnes, ce qui est une perspective assez sombre. Avec des individus démunis qui vivent dans l'insécurité du logement, il n'y a aucune ville au monde qui soit abordable pour la majorité de la population ; où puiser notre inspiration ?

Comme David, je trouve beaucoup d'inspiration au niveau des villes, mais pas seulement. J'ai donc pensé vous donner quelques exemples d'approches fondées sur les droits qui remettent en question l'hypercommercialisation du logement, qui adoptent le concept de logement en tant que foyer digne et qui adoptent la notion de logement abordable et adéquat. Commençons par mon pays d'origine, le Canada, qui a adopté il y a quelques années une loi reconnaissant pour la première fois

que le droit à un logement adéquat est un droit humain fondamental. Ils ont mis en place un défenseur fédéral du logement et un conseil comme système de contrôle et de responsabilité, ou sont en train de le faire. Il s'agit d'un virage à 180 degrés pour le Canada, qui a longtemps nié que le logement soit un droit de l'homme dans la jurisprudence internationale et nationale. Montréal, dont on ne s'étonnera pas qu'elle soit un peu à l'avant-garde, a introduit, par exemple, le règlement 20-20-20 qui exige que, lors de la construction de nouveaux bâtiments, vingt pour cent soient des logements sociaux, vingt pour cent soient des logements extrêmement abordables et vingt pour cent soient des logements plus grands afin d'accueillir des familles plus nombreuses. Lorsqu'un promoteur ne respecte pas le règlement 20-20-20, il doit payer une amende qui est versée à un fonds qui est ensuite réinvesti dans le logement abordable.

Récemment, au Cap, en Afrique du Sud, des militants ont réussi à empêcher la vente à un promoteur privé d'un terrain public situé au centre de la ville, qui sera désormais utilisé pour la construction de logements sociaux destinés aux Sud-Africains noirs. Il s'agit là d'une victoire particulièrement importante dans la lutte contre la ségrégation raciale dans une ville où les Sud-Africains noirs continuent de vivre à la périphérie. Si l'on se réfère aux remarques de David sur la ville de 15 minutes, de nombreux Sud-Africains noirs n'ont pas accès à certaines des meilleures propriétés du centre-ville. Ensuite, Barcelone est un véritable chef de file pour ce qui est d'amener le droit au logement au niveau local ; elle a imposé que les logements vacants soient mis à la disposition de la ville pour être loués en tant que logements abordables pendant une certaine période, comme lors de la récente pandémie. Lorsque les propriétaires de ces logements vacants refusent

de vendre, Barcelone a déclaré qu'elle confisquerait ces propriétés. J'adore la loi Blackstone, qui a été adoptée au niveau national par le Danemark. Elle empêche les augmentations de loyer sur les nouvelles acquisitions pendant cinq ans.

C'est un moyen d'empêcher les grands acteurs financiers d'accéder aux appartements en cours de rénovation, car lorsqu'ils achètent, ils ont l'intention de faire des rénovations modestes, puis d'augmenter les loyers. Le gouvernement danois a donc déclaré : «Vous êtes les bienvenus dans notre pays, mais vous ne pouvez pas augmenter les loyers pendant cinq ans». Cela a eu un effet dissuasif important sur l'activité des investisseurs dans cette ville. En 2021, la ville de Buenos Aires a adopté un impôt unique sur la fortune, dont une partie des recettes sera affectée à la construction de logements abordables et à l'amélioration des quartiers informels. En outre, elle a imposé ou imposera une taxe de solidarité sur les achats de biens immobiliers par des étrangers. Là encore, une partie des recettes sera investie dans les communautés à faibles revenus. Le Chili s'apprête à intégrer le droit au logement dans ses réformes constitutionnelles, ce qui est extrêmement important.

Je conclurai par un pays éloigné de moi, la Nouvelle-Zélande. Dans ce pays, la commission des droits de l'homme milite en faveur d'une stratégie de logement fondée sur les droits de l'homme et d'une législation d'accompagnement. Suite à la pandémie, il est plus évident que jamais que les conditions de logement sont un symptôme d'inégalité, et que le logement lui-même est un moteur d'inégalité. Je crois que Covid a démontré très clairement le lien entre le logement et la vie elle-même. Cependant, il existe un mouvement croissant qui, je l'espère, pourra être soutenu. En concluant mon discours, je ne peux m'empêcher

d'imaginer à quel point votre ville serait merveilleuse si la crise du logement était prise au sérieux et traitée dans le contexte des droits de l'homme. J'attends avec impatience vos questions. Merci de m'avoir écoutée et merci également à David pour ses commentaires perspicaces, que j'ai beaucoup appréciés. Je répète que nous devons continuer à rester en contact.

«L'urbanisation de l'Afrique comme facteur propice à la propagation du COVID-19» par Oumar Sylla

Je pense que l'Afrique est beaucoup plus intrigante que les autres continents examinés. Je suis d'accord avec Leilani pour dire que le problème de l'inégalité en Afrique est bien pire que par le passé. La question que nous nous posons est de savoir quelle voie doit être empruntée pour que cette pandémie d'entreprises se rétablisse. Sur le plan social et environnemental, l'Afrique n'a pas encore atteint le niveau de pertes observé dans d'autres pays. Sur le plan économique, social et environnemental, je pense que Covid-19 a creusé un fossé déjà important.

Puisque nous avons fait les choses d'une certaine manière, la question du jour est de savoir quel paradigme nous devrions établir afin de prendre une nouvelle direction. Je ne pense pas que ces démarches aient été couronnées de succès. Covid-19 a démontré que nous avons beaucoup d'échecs dans la façon dont nous voyons, planifions et gérons nos villes, ce qui exige une pensée nouvelle. Je pense que l'objectif de cette présentation est de susciter une réflexion sur le paradigme et le travail effectué par UN-Habitat. À la lumière du travail effectué par ONU-Habitat dans de nombreux pays africains, ainsi qu'à l'échelle

mondiale, pour alimenter le débat sur l'après-récupération, quels sont les facteurs uniques que nous devons à présent prendre en compte pour restreindre et reconstruire le concept de nos villes africaines ?

Le maire de Toronto a abordé la question du changement climatique, qui est un élément d'état contigu à celui de la vulnérabilité des villes en Afrique. Ma présentation s'articulera donc autour de trois points : tout d'abord, une simple évaluation de la vulnérabilité par rapport à la situation de crise des villes africaines. Je pense que le COVID-19 n'est qu'une couche supplémentaire de complexité, mais à partir de là, nous nous interrogerons sur la manière dont ces approches ont été mises en œuvre dans de nombreuses villes africaines en termes de réponse précoce du Covid. Avant de passer aux choses sérieuses, j'aimerais rendre hommage à M. Alim. Je crois qu'il sera décédé il y a un an demain ou après-demain. C'était quelqu'un de très investi dans ICCASU et qui pensait que l'urbanisation était un facteur de transformation économique. Globalement, je crois qu'il n'a pas consacré son temps uniquement à l'Afrique. Il a considéré l'ensemble du concept d'urbanisation à l'échelle mondiale.

Aujourd'hui, je suis heureux que l'on parle de lui. Il mérite une fois de plus cette reconnaissance. Je vous remercie pour le travail acharné que vous avez accompli en donnant la priorité aux intérêts des habitants des villes et des communautés pauvres. Voici donc quelques statistiques. Je pense que vous êtes au courant de tous les effets de Covid en Afrique. De toute évidence, les villes ont été en première ligne de cette pandémie à l'échelle mondiale, étant les plus touchées. Nous constatons qu'il s'agit d'une crise essentiellement urbaine ; cependant, l'Afrique entre dans sa troisième vague d'infection, ce qui est extrêmement

inquiétant car le nombre de victimes augmente dans de nombreux pays. Aujourd'hui, nous parlons de 4,7 millions d'infections en Afrique, ce qui est énorme.

En termes d'exportation, nous avons constaté une baisse. Ces deux derniers jours, j'ai appris que le prix des conteneurs d'expédition de la Chine vers l'Afrique avait doublé, voire triplé, ce qui n'est pas étranger à la crise que connaissent actuellement les exportations. C'est regrettable pour les nations dont les économies dépendent des exportations et pour celles qui dépendent de cette franchise transférentielle. Des millions de personnes tombent dans l'extrême pauvreté, ce qui entraîne naturellement une baisse des revenus. Compte tenu de la perte de millions d'emplois en Afrique, il est normal d'observer une augmentation de la pauvreté. Nous nous demandons combien de personnes quittent actuellement leurs maisons pour exiger l'accès à la nourriture, à l'énergie et aux besoins de base. Cela suggère que cette crise peut avoir un impact sécuritaire et politique, comme nous l'avons observé au Sénégal il n'y a pas si longtemps et en Afrique du Sud plus récemment.

Comme l'a mentionné Leilani, 56 % de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans des quartiers informels, sans accès à l'eau et à l'assainissement, et a perdu son emploi en raison de la récession. Pourtant, la pandémie fait des ravages, entraînant une baisse du produit intérieur brut dans de nombreux pays africains, ce qui réduit leur capacité en termes de paquets fiscaux et de couvertures de sécurité sociale. Quel est le lien entre la tendance à l'urbanisation en Afrique et la propagation de Covid ? Des personnes, y compris le secrétaire général des Nations unies, ont déclaré que l'Afrique était vulnérable en raison de sa forte densité de population, de son niveau élevé d'informalité et du grand nombre de personnes

déplacées. Par conséquent, je pense qu'il y a un risque élevé de décès dans les rues en Afrique. D'autres ont eu la chance que cela ne se produise pas, mais cette analyse est correcte car la façon dont nous gérons nos villes et la congestion de la population dans de nombreuses grandes villes d'Afrique donnent l'impression que notre urbanisation est plus propice aux catastrophes et à la transmission de l'infection.

Je crois que le maire de Toronto nous a donné quelques chiffres concernant l'urbanisation rapide à l'échelle mondiale, mais penchons-nous un peu plus sur l'Afrique pour voir la tendance : l'Afrique est moins urbanisée à l'échelle mondiale, mais elle a actuellement le taux d'urbanisation le plus élevé. Cela indique que la tendance est trop forte et trop rapide. D'ici 2040, il est possible que plus d'un milliard d'Africains résident dans des zones urbaines, un phénomène appelé « transition urbaine ». Comme vous pouvez le constater, les villes secondaires émergentes en Afrique, dont la population est inférieure ou égale à 2,3 millions d'habitants, sont un autre facteur à prendre en compte dans le processus de redressement à long terme, car ces villes représentent à la fois un défi et une opportunité en termes d'équilibre territorial, ainsi que la possibilité de développer de nouveaux pôles économiques. C'est l'occasion pour l'Afrique de capitaliser sur la valeur de l'urbanisation. De préserver notre système de production qui repose sur des villes bien gérées.

Nous avons tous été exposés à cette tendance à l'urbanisation rapide, ce chiffre n'est donc pas particulièrement surprenant. Cependant, lorsqu'il s'agit de Covid-19, il est essentiel d'être préparé et d'examiner la capacité de ces villes à faire face aux calamités, y compris les catastrophes et les épidémies liées au changement climatique. Je crois que nous avons déjà discuté du niveau d'in-

formalité en Afrique subsaharienne, qui est de 52 %. Au Kenya, 54,56 % de la population vit dans des zones d'habitat informel, ce qui représente une proportion importante. Cependant, un certain nombre de facteurs contribueront à l'augmentation de l'informalité. Je crois que nous en avons discuté, regardez ce qui s'est passé à Madagascar avec les personnes qui ont fui cette zone de sécheresse à la recherche de nourriture et d'un abri - c'est très inquiétant dans la région.

En outre, un certain nombre de personnes sont déplacées par des moyens supplémentaires dus à la violence, et je pense donc que nous devrions également tenir compte de ces facteurs en relation avec le changement climatique. Je pense qu'une réflexion est en cours, mais quel est le manque ?

Je sais que la relation entre la densité et la propagation de Covid-19 fait l'objet d'un grand débat. Certains pensent que la densité contribue à une meilleure utilisation des ressources, y compris des infrastructures, ce qui est vrai. Cependant, je pense qu'il est plus important d'examiner la congestion et la manière dont cette fonction a contribué à la propagation de ces maladies dans les zones d'habitat informel. Comment peut-on voir ces mégapoles en Afrique, le continent le plus peuplé ? La tendance se poursuit à Kinshasa, tandis qu'Addis-Abeba s'étend et que Le Caire devient une mégapole. Bientôt, nous aurons aussi Dar-es-Salaam. Cela signifie que l'équilibre territorial et la planification, nous devons déterminer comment disperser cette marque démographique afin d'utiliser au mieux ces infrastructures, tout en tenant compte des facteurs liés à la santé ainsi qu'à la connexion et à la mobilité. Ce sont des chiffres remarquables - j'ai toujours le souffle coupé quand je vois ces chiffres à l'écran : 85,87 % de la population mondiale n'a pas accès à l'eau courante au 21^e siècle ; 69,69 millions

de personnes en Afrique n'ont pas accès à l'eau courante au 21^e siècle ; combler ce fossé est un véritable défi. Je me réjouis de la réflexion menée actuellement pour déterminer comment aider ces communautés à accéder aux services de base, notamment l'eau, l'assainissement et l'énergie.

Comme l'a mentionné Leilani, l'accès à la sécurité des locataires est un combat pour les communautés résidant dans les quartiers informels, en particulier celles qui luttent pour l'accès à l'énergie. Maintenant que nous avons accès à l'analyse de l'eau, nous devons reconsidérer notre relation avec ces villes. Depuis combien d'années aidons-nous ces communautés ? La disparité dans l'accès aux services de base est énorme, ce qui entraîne la pauvreté. De toute évidence, cette pandémie de Covid-19 a exacerbé les inégalités. Nous avons observé un grand nombre de preuves à travers le monde, dans une variété de villes et de pays, que les gens sont vraiment à la recherche d'un revenu minimal pour soutenir l'éducation et l'accès à la nourriture. Actuellement, UN-Habitat est conscient du déficit imminent du système alimentaire. L'ONU-Habitat et le PAM mènent des recherches en Afrique subsaharienne sur l'influence de Covid-19 sur la sécurité alimentaire - le fossé est énorme.

En ce qui concerne l'accès à la nourriture dans les années à venir, nous prévoyons des perspectives quelque peu sombres, mais 80 % des Afro-Américains en âge de travailler ont perdu leur source de revenus. Ce chiffre pourrait augmenter si l'économie n'est pas stabilisée. Je ne pense pas que le climat actuel soit propice à la réparation de l'économie car nous vivons actuellement un retour à une certaine vague d'infection. Cela signifie que nous pouvons à nouveau investir les revenus supplémentaires que nous recevons des banques dans le système de vaccination, qui n'est

même pas accessible à de nombreuses personnes en Afrique. Je pense qu'il s'agit là d'un autre domaine que nous devons examiner en termes d'égalité, à savoir comment garantir la démocratisation de ce vaccin. Par notre intermédiaire, des gens s'adressent à de nombreuses communautés en Afrique, mais seuls des médicaments arrivent. Je pense que c'est le cas si l'on considère cette question en conjonction avec le fait qu'il existe des divisions et des disparités au niveau mondial.

D'autres pays atteignent des taux de vaccination de 80 %, 40 % et 60 %, mais l'Afrique n'est vaccinée qu'à 1 % ; le monde n'est donc en sécurité que si tout le monde l'est. Leilani, vous avez mentionné dans votre présentation l'élément logement, qui est actuellement un facteur de division en Afrique. Malheureusement, les promoteurs immobiliers contrôlent le marché, alors qu'un grand nombre de personnes n'ont même pas les moyens de payer leur loyer. Cette pandémie de Covid-19 a entraîné un taux élevé d'expulsions, ce qui est préoccupant. La violence à l'égard des femmes, que nous observons dans de nombreux pays, est une autre dimension qui figure en tête de la liste des priorités. Discutons des établissements informels sous l'angle de la protection sociale, qui est, selon moi, la question la plus urgente à l'ordre du jour. En outre, la sécurité sociale est une conséquence du rétrécissement de l'espace fiscal local.

Je pense que, si les collectivités locales ont beaucoup de chance, l'exercice fiscal sera réduit à 65 % dans le pire des cas et à 30 % dans le meilleur des cas. En cas de crise persistante, je pense que nous pourrions aller plus loin. Ce rétrécissement de l'espace fiscal local a des conséquences à la fois sur la prestation de services et sur l'économie financière des collectivités locales. L'industrie manufacturière est l'un des secteurs les plus touchés. Ce secteur de services a connu une forte uti-

lisation et un grand nombre d'emplois, et je pense donc qu'ils sont tous actuellement confrontés à un manque de vitesse d'importation et d'exportation. L'Afrique est en train de négocier un nouvel accord commercial, ce qui est un développement positif ; cependant, il peut être difficile de créer un environnement propice à la réussite de la commission commerciale dans son ensemble dans le contexte du pays.

Comme je l'ai mentionné, les recettes municipales diminueront en raison du passage de trois à quatre pour cent en termes d'impact financier. Par conséquent, moins de ressources financières seront disponibles pour fournir des services urbains essentiels. Je pense que les villes de moins de deux cent mille habitants sont les plus touchées par le manque d'investissement en capital, mais nous savons aussi que la capacité d'investissement de nombreuses villes africaines est extrêmement limitée. Les villes secondaires devraient faire l'objet d'une plus grande attention, mais l'environnement favorable, y compris les politiques relatives à l'accès à la terre et aux transports, doit encore être mis en place. Toutes ces ressources sont utilisées pour le fonctionnement des services publics. En tant que l'une des principales agences sur les villes, ONU-Habitat a été très proactive dans l'assistance aux villes africaines dès le début.

En élaborant une stratégie articulée autour de quatre domaines, le premier étant l'eau, l'assainissement et le lavage des mains. Cependant, 54 % de la population mondiale vivant dans des établissements formels dépourvus d'eau et d'assainissement, le risque d'infection est important. En outre, les maladies et les calamités sont une préoccupation majeure dans ces zones pratiques, ce qui explique pourquoi l'élément de lavage est si crucial. Le deuxième point concernait les données, car je crois que le nombre de victimes ou

d'infections en Afrique est plafonné. Toutefois, en termes de réponse à Covid-19, l'élément de données était crucial pour ceux qui ne résident que dans des zones d'habitat informel. Nous avons toujours investi dans les villes et les municipalités, mais les capacités ont toujours été faibles. C'est parce que nous nous sommes rendu compte que de nombreuses efficacités des gouvernements locaux étaient négligées.

Aujourd'hui, si vous souhaitez vraiment une véritable reprise, nous devons réfléchir au type de capacité dont nous avons besoin, en particulier à la lumière des technologies émergentes telles que la transformation numérique, l'apprentissage en ligne et le commerce électronique, qui nécessiteront de nouvelles compétences de la part des gouvernements et des autorités locales, en particulier dans le contexte de la normalisation. Je pense qu'il s'agit là d'une considération cruciale découlant de la Covid-19. Je pense que la façon dont nous reconnaissons aujourd'hui notre espace revêt une dimension unique si l'on considère les concessions suppositionnelles généralisées qui se produisent dans les villes africaines. L'aménagement du territoire est essentiel pour surmonter les risques auxquels ces populations sont confrontées en termes de propagation des maladies et d'accès à un environnement sain.

Comme nous l'avons fait dans de nombreux pays, notre engagement peut être divisé en deux catégories : tout d'abord, nous avons aidé les gens à comprendre le risque de propagation de la maladie, et la deuxième vague concernait principalement l'anticipation de la phase de rétablissement, bien que nous soyons encore dans la deuxième vague pour de nombreuses villes à l'heure actuelle. Mais nous comprenons mieux les faiblesses des systèmes de santé et de gestion de nos villes. Comme vous pouvez le voir à l'écran, notre tra-

vail compte plus d'un million de bénéficiaires en Afrique subsaharienne, et nous travaillons avec cette communauté pour améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement. Nous avons mis au point un système de transferts d'argent pour permettre aux communautés de commencer à investir ou de payer la nourriture, dans le cadre de nos efforts en matière d'assainissement. En outre, nous avons mis au point divers outils de cartographie et de collecte de données sur les quartiers informels.

Nous avons commencé à réaménager l'espace public pour y intégrer cet élément d'une solution fondée sur la nature après avoir recueilli des données sur les établissements informels. En ce qui concerne la gestion des déchets, je crois que nous avons discuté de ce système d'économie circulaire comme moyen d'impliquer les communautés, de créer des emplois pour les jeunes et d'orienter la gestion des transports publics. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une connectivité à l'échelle de Toronto, elle est suffisante pour garantir que ce problème ne s'étende pas à l'ensemble du système de transport tout en permettant la connectivité. Il est important de noter que nous avons promu un système de transport non motorisé, qui est le plus sain et qui permet aux gens de faire de l'exercice tout en profitant de l'air frais et en dépensant moins d'argent. Il s'agit d'un autre domaine que nous encourageons en Éthiopie en ce qui concerne l'espace public en utilisant une solution basée sur la nature. Un grand projet d'embellissement de 52 kilomètres est actuellement en cours.

C'est aussi un moyen de diversifier l'accès à l'espace public, de renforcer la cohésion communautaire, de réduire les inégalités spatiales et de développer l'économie locale en intégrant les dimensions économiques, sociales et environnementales dans cette solution fondée sur la nature et dont les individus sont responsables. Ils sont

responsables de l'entretien, de l'amélioration de la santé et de l'augmentation des possibilités d'emploi. Ce n'est qu'un exemple que j'aimerais partager avec vous concernant cette solution basée sur la nature. Le deuxième élément, sur lequel nous travaillons actuellement, est l'élaboration d'un plan brésilien de redressement à long terme. Sur ce point, il y a bien sûr des conditions préalables : il faut un système gouvernemental qui rassemble les représentants au niveau national et local, car la crise n'est pas seulement locale. Le gouvernement central local doit également soutenir le gouvernement local, en particulier en ce qui concerne le paquet fiscal et l'ensemble du renforcement des capacités et du développement politique. Nous avons mené des recherches approfondies sur l'impact de Covid-19 sur l'éducation.

Nous mettons l'accent sur le logement parce que nous le considérons comme un vecteur. Comme l'a mentionné Leilani, je pense que ce secteur du logement en Afrique n'a pas encore atteint son plein potentiel parce que ce logement peut aider à créer plus d'emplois et à augmenter les opportunités de réduire les inégalités sociales, mais nous dépendons encore de matériaux extérieurs pour la construction et le bâtiment. Je suis conscient que nous parlons de la Chine, mais c'est aussi le cas : nous devons déterminer comment trouver un équilibre entre ce qui doit être fabriqué à l'étranger et ce qui peut être produit dans le pays. Il s'agit d'un domaine potentiel dans lequel nous devons investir pour créer plus d'emplois en Afrique et générer plus de revenus, y compris le système d'imposition, mais surtout le système d'accessibilité financière. C'est la raison pour laquelle ONU-Habitat travaille à l'établissement de ce que nous appelons le Centre d'excellence en matière de logement en Afrique de l'Ouest. Les données en temps réel sont également un élément

important dans le développement de notre plan de relance à long terme. Je crois que c'est quelque chose qui manquait au niveau du logement, mais nous devons aussi systématiser notre collecte de données et mener une analyse économique locale pour déterminer les niveaux de développement économique. Je viens de mentionner la question du logement, mais selon le contexte des villes, il y en a d'autres.

En ce qui concerne les établissements humains, différents niveaux sont possibles. Il s'agit d'expériences différentes selon les pays, mais le plus important est que l'analyse spatiale s'accompagne également de toutes ces dimensions, faute de quoi nous risquons de ne pas être en mesure de parvenir au développement durable. Je crois que nous nous sommes également engagés dans l'expansion des connaissances par le passé en ce qui concerne l'évaluation des politiques. Ce rapport a été élaboré en collaboration avec UNEC Africa, CGLU Afrique, FENU et Shelter Afrique. Il était destiné à guider le processus politique, vous savez, de manière à traiter l'impact de Covid-19, mais aussi à mieux comprendre la fragilité de nos villes en Afrique. Je ne vous montrerai qu'une seule recommandation de ce rapport concernant les quartiers informels, car il y en a d'autres, mais je pense que les quartiers informels devraient être la première priorité des pays africains s'ils veulent transformer leurs villes, réduire les inégalités et veiller à ce que tout le monde ait accès à l'eau et à l'assainissement. Le processus de conception doit s'assurer que tout est participatif et intégré, et nous devons également utiliser une approche de planification pour concevoir un tracé de rue de base afin d'améliorer la connectivité avec les quartiers, car ils sont si densément peuplés qu'il est impossible de s'y déplacer. Il existe toujours un risque d'infection, mais il est

également crucial de développer la revitalisation des quartiers informels. Le plan de restructuration deviendra une priorité nationale. Comme l'ont indiqué les participants aux tables précédentes, des stratégies visant à comprendre la cause profonde de la vulnérabilité sont nécessaires. L'inégalité et les connaissances en matière de probation sont des facteurs cruciaux dans cette région.

Un autre programme phare a été récemment élaboré par UN Habitat : le rapport sur les villes et les pandémies. Je pense qu'un travail louable a été fait pour fournir des orientations sur la façon dont cette reprise devrait se présenter, en discutant des différents paramètres qui doivent être pris en compte lors de la collaboration avec les villes pour développer des plans de reprise. Outre la préparation de ce rapport, l'ONU-Habitat a créé un outil de suivi des réponses des villes afin d'améliorer l'analyse. Comme le montre l'écran, 1700 analyses sont associées aux impacts, aux réponses et aux capacités. Des études de cas de villes et de pays ont été présentées. Nous avons reçu des commentaires de 80 pays sur cette plateforme particulière. La recommandation de ce rapport s'articule autour de quatre points, comme vous pouvez le voir à l'écran, dans le but d'établir des villes saines et vertes en repensant la forme et la fonction des villes car, bien sûr, nous avons quelques points faibles associés à l'inégalité, à des mobilités inadéquates et à des occupations urbaines spécifiques. Tout cela peut entraîner la propagation de maladies, d'où une urbanisation non durable.

Il est difficile d'établir un lien entre le changement climatique et la contestation actuelle, c'est pourquoi nous devons envisager une répartition plus équitable des ressources. L'accès aux biens publics est également d'une importance vitale, tout comme l'écoute des personnes vulnérables, mais la forme de planification et la conception de nos villes en vue de réduire la pollution de l'air sont également cruciales, tout comme la disponibilité des services. Le deuxième point concerne la pauvreté et l'inégalité systémiques dans les zones urbaines. Je pense que nous devons examiner le concept de développement fondé sur le droit, comme l'a mentionné Leilani, afin de garantir que chacun ait accès aux ressources des espèces résidentes de l'espace urbain en ce qui concerne la terre, le logement, l'eau et l'énergie. Aujourd'hui, de nombreuses villes africaines qui reconstruisent leur économie doivent faire face à la fracture numérique.

En ce qui concerne la reconstruction d'une économie urbaine «new normal», je crois que nous sommes confrontés à un nouveau problème : l'articulation entre le local et le national. Le gouvernement fédéral y travaille, mais je pense qu'il serait bénéfique d'examiner le contrat social en relation avec cette dimension économique urbaine. En ce qui concerne le contrat social, il convient de prendre en considération le revenu de base, les systèmes d'assurance maladie et de logement universel, et surtout l'emploi. En ce qui concerne la clarification de la législation urbaine et de la gouvernance, nous discutons de la participation des citoyens à la gouvernance pour s'assurer qu'un

système de gouvernance solide est en place, avec un accent particulier sur l'accès à l'information et le processus de prise de décision ; si ce n'est pas le cas, le plan de relance dont nous discutons peut ne pas être approprié par les communautés touchées et restera un simple morceau de papier sans aucun résultat tangible sur le terrain.

Il s'agit de la dernière diapositive de la conclusion du rapport. Je pense que quatre piliers majeurs découlent de ce rapport. Premièrement, comme je l'ai mentionné dans ma présentation, cette urbanisation accrue doit être considérée comme une opportunité en raison du potentiel de transformation des villes, et pas nécessairement sous un angle négatif. La deuxième raison est que nous devons développer le financement qui reconnaît que la voie du développement durable passe par une ville bien planifiée et bien gouvernée. Il est certain que nous avons besoin d'un système d'équilibre économique pour la santé à long terme de la végétation urbaine. Quatrièmement, nous devons établir un nouveau contrat social pour la récupération collective qui prenne en compte les différents aspects des sphères politiques. Il s'agit d'une réponse cruciale basée sur les droits qui prend en compte la protection sociale et le revenu du logement.

Enfin, nous devons évaluer le rôle vital des villes et la nécessité d'un multilatéralisme inclusif. Je pense que cette liste en cinq points résume la discussion que nous avons eue précédemment dans le cadre de la CICASU. J'aborde le sujet des vaccinations, des inégalités et de la manière dont le

multilatéralisme peut nous aider à surmonter les défis auxquels nous sommes confrontés. Je rappellerai la question du changement climatique soulevée par le maire de Toronto. Nous voyons aujourd'hui le monde entier aux prises avec le changement climatique, pas seulement l'Afrique, pas seulement l'Europe, pas seulement les États-Unis et pas seulement la Chine. C'est pourquoi nous devons considérer le multilatéralisme comme un moyen d'avoir un dialogue ouvert. Nous devons nous concerter pour déterminer comment nous pouvons nous appuyer sur les approches fondées sur les droits dont nous avons discuté, comment nous pouvons faire progresser cette dimension des droits de l'homme vers une société plus égalitaire, tout en tirant les leçons de nos erreurs passées. Je vous remercie d'avoir écouté ma présentation. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

Deuxième séance d'ouverture

Logement abordable : quoi faire et quoi ne pas faire. Leçons de Montréal et d'ailleurs, par Mario Polese

Le sujet dont je vais traiter est le logement abordable, qui est à tous points de vue une question très complexe, et je n'ai que 25 minutes pour parler, donc je vais nécessairement passer sous silence de nombreux éléments. En un mot, il y a trois dimensions à la question du logement abordable : le côté abordable d'abord et avant tout, les ménages doivent avoir un revenu suffisant pour s'offrir une maison. Du côté de l'offre, vous avez besoin de marchés du logement réactifs et efficaces, qui, espérons-le, produiront des logements au coût le plus bas possible. Et troisièmement, si les deux premiers ne suffisent pas (par exemple, les ménages qui n'ont pas de revenus suffisants), vous aurez besoin de logements publics financés par l'État, également appelés logements sociaux, pour de nombreux pays en développement.

Nous savons que la brume est souvent le problème fondamental dans cette présentation pour les pays pauvres. Je suis à Montréal, donc je vais me concentrer principalement sur b, qui est le fonctionnement des marchés du logement, et je vais l'examiner dans une ville du monde riche comme Montréal, qui a raisonnablement réussi à maintenir les prix des logements en dessous. Je me suis rendu compte que cette présentation restera dans le cadre des économies libérales de marché, qui est le mode d'habitation dominant en Amérique du Nord.

Pour illustrer la fourchette de prix, nous avons

le prix typique d'un département de taille similaire dans un centre-ville similaire dans un certain nombre de villes de l'Ouest, et comme vous pouvez le voir, cela est resté vrai pendant plusieurs décennies.

Les prix des logements, qu'ils soient en propriété ou en location, sont environ la moitié ou près de la moitié du prix dans les deux autres régions métropolitaines du Canada, soit Toronto et Vancouver. Donc, la question, bien sûr, c'est quand les gens voient la baisse des prix des logements à Montréal, la question est : « Eh bien, quel est le secret de Montréal ? Comment en sommes-nous arrivés là ? D'accord, une mise en garde est importante ici. Cette success story sans guillemets que je vous explique est une histoire que je vous raconte.

Même dans le monde en développement, la crise du logement a explosé ; cependant, en termes relatifs, Montréal est toujours beaucoup plus abordable que Toronto ou Vancouver, alors pourquoi Montréal l'a-t-elle historiquement exprimé de cette manière ? Premièrement, Montréal a traditionnellement eu un cadre réglementaire léger assez libéral en termes de codes du bâtiment, de règlements, etc. Deuxièmement, et à bien des égards un appel au premier, il y a l'absence de redevances d'aménagement, sauf pour les services très proches comme les parcs. Mais que sont les frais de développement? Lorsqu'un aménageur ou un constructeur intervient, il lui est demandé de contribuer au financement de tout un ensemble d'infrastructures, variable selon les villes.

Ces redevances d'aménagement peuvent être assez importantes. Montréal, Montréal, c'est le numéro trois à Montréal, ainsi que dans une grande partie du Québec, la prestation et le financement des services urbains, qu'il s'agisse d'écoles, de

police ou de pompiers, sont tous financés par les recettes générales. Je veux dire soit par les taxes foncières générales si on parle des villes ou, dans le cas du Québec, par les taxes provinciales, les impôts sur le revenu, etc.

Au niveau provincial, ces services ne sont donc pas répercutés sur le propriétaire ou le locataire sauf pour l'acceptation des taxes foncières. Le quatrième, qui découle beaucoup de ceux ci-dessus, est une tradition à Montréal de logements à densité mixte, ce que les gens appellent parfois le « milieu manquant », et les lois de zonage correspondantes qui favorisent les densités mixtes. Le cinquième, ce qui est une différence significative avec les États-Unis, à toutes fins pratiques, à Montréal.

Nous avons très peu de nimbies, vous savez, pas dans mon jardin; très peu de personnes sont opposées à la densification ou à la construction ; presque pas de nimbies liés au logement, ce qui a créé un marché assez unique dans lequel les petits constructeurs peuvent emménager et rendre essentiellement le bâtiment beaucoup plus compétitif. Toronto et Vancouver Montréal brunit et redevient bleue. Vancouver est verte, et l'important est qu'ici Toronto est 100, donc Toronto est toujours le plus élevé. Vous pouvez voir que peu importe l'indicateur que nous examinons ici, que ce soit le délai d'approbation pour obtenir un permis de construire, que ce soit l'opposition de la communauté, la probabilité possible d'acquisition de la communauté, qu'ils appelaient les nimbies, ou les frais de développement, vous pouvez voir que dans les trois cas c'est beaucoup plus facile à construire que dans les deux villes concurrentes. Vous pouvez voir la très grande différence dans les redevances d'aménagement, où les redevances d'aménagement à Montréal représentent en-

viron le septième de celles à Toronto. Je répète ce que cela crée : ce cadre général dans lequel la construction est beaucoup moins onéreuse, notamment en termes de charges réglementaires, permet aux constructeurs petits et intermédiaires d'entrer sur le marché, ce qui facilite également le type d'habitation de milieu de gamme typique de Montréal .

Nous avons une belle image des escaliers emblématiques des maisons en rangée typiques de Montréal, où le propriétaire et le locataire vivent souvent côte à côte, ce qui améliore généralement les relations sociales. Si quelqu'un connaît Montréal, ce type de milieu manquant est très dominant. Encore une fois, Toronto est un bon exemple, mais il en va de même pour de nombreuses nouvelles villes, où la majorité des logements sont soit des maisons individuelles unifamiliales, soit des immeubles de grande hauteur. Passons à l'autre fondement du succès global de Montréal, soit le logement social. Je parle d'un succès partiel. Tout d'abord, permettez-moi de dire que le logement social est une composante relativement faible du parc immobilier total, représentant moins de 10 %, et cela s'explique en partie par le fait que le marché a historiquement fait un assez bon travail ; Je dis partiellement réussi car, au cours des 10 à 15 dernières années, le logement social a été considérablement sous-financé en raison de querelles politiques.

Je n'entrerai pas dans les détails des raisons pour lesquelles cela ne se produit pas. Un autre avantage, et c'est quelque chose que je veux souligner, c'est que les logements sociaux, qui sont souvent construits par des coopératives puis financés par la province ou le gouvernement fédéral en général, ont généralement été de bonne qualité et construits de telle sorte qu'ils s'intègrent dans le quartier.

Je vis dans un quartier assez haut de gamme et j'enregistre un certain nombre de projets de logements sociaux dans mon quartier, mais vous ne pouvez pas les distinguer du reste des maisons ici, vous avez donc de nombreux petits projets.

C'est une politique de la ville consciente à l'échelle de la ville et de l'île qui permet à différentes personnes de différentes classes sociales, et je dirais qu'il existe à la fois la qualité de la petite échelle à la moyenne petite échelle du logement social et sa dispersion générale, ce qui explique en grande partie l'absence de nimbies au logement social.

Donc, j'ai divisé ma conclusion en deux parties : la première est le marché et la seconde est le logement social. Donc, la première conclusion est que le défi ici est de maintenir les prix du logement bas, ce qui signifie garder le marché réactif, efficace et flexible. Donc, j'ai essentiellement défini cinq règles ici, et cela peut rendre les choses faciles et rentables parce que vous voulez que les balles fassent des profits ; sinon, ils n'entreront pas. Je sais que cela ressemble à un gros mot, mais c'est de cela qu'il s'agit : rendre la construction facile et rentable et faciliter l'entrée sur le marché des développeurs de toutes tailles, pas seulement les riches et les grands . Le cahier doit garder les règlements et les devis de construction simples, prévisibles et faciles à comprendre.

Malheureusement, Montréal a récemment adopté des règlements assez compliqués; nous verrons ce qui se passera, mais dans de nombreuses villes, vous voulez blâmer qui que ce soit si vous regardez les codes du bâtiment et surtout les règlements municipaux, les règlements requis pour obtenir un permis; vous avez besoin d'un avocat coûteux, vous avez besoin d'architectes et d'ingénieurs, et les petites entreprises ne peuvent tout simplement

pas se le permettre, alors gardez-le et permettez aux petits constructeurs de venir construire tout en respectant les codes du bâtiment.

Le Québec est une exception nord-américaine, typique de nombreuses autres politiques québécoises que le Québec a choisies, consciemment ou inconsciemment, pour financer les infrastructures urbaines telles que les écoles, les routes, l'électricité et l'eau. est très important dans les écoles parce que, à même les revenus généraux, qu'ils soient locaux ou provinciaux, le coût n'est pas répercuté sur les propriétaires. ce qui est un facteur critique pour maintenir des prix bas des logements non seulement par la concurrence mais aussi en termes de coûts. Cela devient de plus en plus une politique dans la région métropolitaine de Montréal, car nous avons maintenant une communauté urbaine avec un zonage qui encourage les résidences à usage mixte et mixte, à moyenne et haute densité le long des corridors de transport en commun.

Je n'ai pas parlé de transport en commun, mais encourager le logement le long du transport en commun est clairement aussi un facteur d'abordabilité parce que les pauvres ne peuvent pas s'offrir des voitures sur le nimby's La cinquième règle est que, alors que la population locale devrait être consultée sur les nouveaux projets parce que nous vivons dans les démocraties, c'est purement subjectif. ne doivent pas nécessairement être locaux et ne doivent pas nécessairement être dotés de pouvoirs juridiques absolus qui devraient être réservés aux élus.

Maintenant, la deuxième partie de la conclusion concerne le logement public. Même dans les pays les plus riches, certains logements publics seront nécessaires car il y aura toujours des ménages qui auront besoin de transferts de revenus ou d'y

avoir accès. Mis à part les transferts de revenu, c'est une toute autre question politique dont je ne traiterai pas.

Le premier est un financement stable et prévisible du logement social, avec le moins de politisation possible ; il en est de même pour les règles de financement, c'est-à-dire l'accès aux fonds publics pour les coopératives et autres associations de construction ; gardez cela simple et prévisible. Deuxièmement, et très différent des grands projets français, des projets de petite et moyenne taille dispersés dans la ville, et pour éviter à tout prix des concentrations de pauvreté qui s'auto-entretiennent, et pour le logement social, c'est aussi une question très délicate pour s'assurer que les critères d'accès des pauvres au logement social là encore les différents critères de revente et d'occupation que ces règles soient claires et limitées et claires et compréhensibles, et encore suite aux grands projets français La règle finale est qu'il ne faut pas confondre les deux. Je veux dire, il ne faut pas confondre les deux, mais ce que l'État ne doit pas confondre, c'est quelle est la responsabilité de l'État et ce que les marchés peuvent faire. Les marchés sont là pour maintenir le logement et les prix des logements aussi bas que possible, et ce que l'État doit faire, c'est que même sur les marchés les plus efficaces, certaines personnes seront laissées pour compte. Je ne devrais pas confondre les deux et je ne devrais pas demander au marché de faire ce que le secteur public devrait faire.

Construire un avenir prospère dans les Caraïbes : Réinitialiser la politique avec les partenaires internationaux, par Mimi Sheller

Merci pour l'invitation à être ici. Je prévoyais à l'origine de parler spécifiquement des mobilités pour le sujet de cette conférence, mais compte tenu des événements qui se déroulent actuellement dans les Caraïbes, j'ai décidé de concentrer mon discours sur la réinitialisation de la politique avec les partenaires internationaux et sur la manière dont nous pouvons tous travailler ensemble pour construire un avenir prospère dans les Caraïbes. Bien sûr, le Canada, la Chine et de nombreux pays africains, ainsi que nos importants partenaires et populations des Caraïbes, ont été fortement impliqués.

Je vais donc m'appuyer sur mon livre *Island Futures*, qu'Olivier Dehoorne a mentionné et publié l'année dernière, et la région des Caraïbes se trouve actuellement à un carrefour critique, avec des conditions environnementales, des conditions politiques et des transformations sociales vraiment difficiles provoquées en partie par le changement climatique et le déplacement climatique, mais aussi par les pressions économiques causées plus récemment par la pandémie, qui, comme vous le savez, a mis fin au do.

Les Caraïbes ont également été secouées par l'évolution des alignements politiques à la fois du type traditionnel de ce que j'appelle les « grandes puissances », à savoir les États-Unis et l'UE en particulier, et de la nouvelle puissance de la Chine dans la région. Alors que nous sortons tous de la crise pandémique et que nous sommes confrontés à la crise climatique en cours, nous avons l'occasion d'essayer de réinitialiser la politique étrangère avec nos voisins des Caraïbes.

Donc, dans cette conférence, je veux dire que c'est un moment vraiment important pour construire des relations internationales plus intelligentes, durables, équitables et plus coopératives

qui aideront à soutenir de meilleures politiques pour les populations et les écosystèmes de la région des Caraïbes, qui sont tous deux dans un état très fragile pour le moment. Je veux donc me concentrer sur nos obligations internationales collectives envers la région à ce moment crucial de son histoire, alors que beaucoup de choses sont en suspens en ce moment. Comme vous le savez, le président d'Haïti, un mineur nommé Moïse, a été assassiné le mois dernier dans des circonstances très obscures qui font toujours l'objet d'une enquête, et le pays était déjà secoué par des manifestations et des violences depuis deux ans.

Bien sûr, il y avait la reprise en cours après le tremblement de terre de 2010, qui n'était toujours pas terminée à Cuba ; pendant ce temps, des manifestations de protestation par des gens ordinaires ont eu lieu pour la première fois depuis des décennies, encore une fois en juillet à cette époque, alors que l'embargo américain et le dégel des relations avec Cuba restent non résolus ; et, bien sûr, l'urgence climatique imminente et les efforts en cours pour se remettre des nombreux ouragans récents se sont ajoutés à ces conditions politiques. Je n'insisterai pas sur ce point, mais le climatologue Michael Taylor a, vous savez, souligné que nous sommes sous un nouveau régime climatique. C'est une condition extrêmement inhabituelle qui se produit avec le nombre d'ouragans de catégorie cinq, leur intensification, etc. la lenteur de leur mouvement et le nombre d'impacts dévastateurs qu'ils ont, si la situation climatique actuelle peut être décrite par les scientifiques comme inconnue et sans précédent. Cela ne signifie pas qu'il n'a pas de racines historiques en termes de vulnérabilités de ce climat.

La façon dont nous conceptualisons la vulnérabil-

ité climatique a des implications importantes sur la façon dont nous pensons à la reprise et à l'avenir de la région. Il est crucial de reconnaître les facteurs historiques complexes qui contribuent aux vulnérabilités actuelles à travers les Caraïbes. De nombreux analystes qualifient désormais les risques apparemment naturels tels que les ouragans de catastrophes non naturelles en raison de la manière dont le risque et la vulnérabilité sont structurés par des structures d'inégalité trop humaines.

April Baptiste et Kevon Raney ont soutenu que les groupes marginalisés ressentent les effets du changement climatique différemment des riches et des privilégiés. Dans cet exemple, nous voyons quand l'ouragan Dorian a frappé les Bahamas. En raison des communautés marginalisées dans lesquelles ils vivaient, ainsi que de la résurgence immédiate de choses comme cette opération souveraine des Bahamas, qui visait, comme ils le disaient, à « éradiquer les immigrants illégaux aux Bahamas » et à « fermer les bidonvilles », les Haïtiens les migrants et les Bahamiens haïtiens étaient les plus vulnérables aux effets.

qui jouent un rôle dans l'explication de l'intensité et des conséquences de phénomènes comme les ouragans, aucun événement n'est strictement ou exclusivement naturel, et même le Programme des Nations unies pour le développement, qui est cité en bas ici, avance cet argument, alors qu'en même temps, il y a d'autres changements en cours dans la région des Caraïbes. Les comités des affaires étrangères des États-Unis, etc., sont très préoccupés par ces choses et, comme vous le savez, ils sont préoccupés par l'initiative de la ceinture et de la route de la Chine. mais la Chine a investi plus de huit milliards de dollars rien qu'en-

tre 2005 et 2020, en particulier dans six pays des Caraïbes, mais elle l'a fait ailleurs également. Les investissements se concentrent sur le transport touristique, les métaux extractifs, l'agriculture et le secteur de l'énergie.

Il existe donc un vaste ensemble de développements infrastructurels et d'industries extractives qui s'installent dans la région grâce aux investissements chinois. Des sociétés américaines comme Exxon développent également d'énormes gisements de pétrole en haute mer au large de la Guyane et du Suriname, ouvrant une nouvelle frontière des combustibles fossiles au moment même où le monde fait pression pour réduire les émissions de carbone alors que l'accent est mis sur la nécessité pour l'administration américaine de reconstruire les alliances clés des États-Unis avec l'UE, le Canada et d'autres nations qui ont été gravement effilochées sous l'administration Trump.

Nous avons en quelque sorte ignoré notre rôle dans la région des Caraïbes, et il existe d'autres alliances cruciales dans cet hémisphère qui doivent également être réparées. Les pays de la grande Caraïbe sont nos voisins les plus proches, pourtant ils sont souvent oubliés, ou pire, lésés, par les politiques américaines. Je parle ici en tant que citoyen américain, donc je parle au nom de mon pays, mais je parle aussi aux citoyens canadiens et chinois pour qu'ils réfléchissent à la possibilité de modifier nos politiques antillaises à l'avenir.

Je vais passer ici à la partie 2 de mon exposé : Quel avenir y a-t-il dans un monde sans précipitations ? un monde sans ou avec des précipitations et des inondations inégales ; un monde sans récifs coralliens ; un océan sans poissons sans parl-

er d'une économie que l'on voit désormais sans touristes au lendemain de ces ouragans comme Dorian, Irma, Maria et Matthew qui ont dévasté les Caraïbes. Avec la situation actuelle de perturbation pandémique, certains appellent à la restauration de l'économie du tourisme et du marché des navires de croisière ; ils veulent le voir rebondir. Mais d'autres y voient une chance de repenser les formes de sur-tourisme et de développement non durable qui ont gravement impacté l'écologie de la région.

Je tiens à dire que nous ne pouvons pas nous permettre de manquer ce moment. Nous devons bien faire les choses avant que l'avenir des Caraïbes ne s'éloigne davantage face à l'urgence climatique. Comme je l'ai dit, des anthropologues comme le Portoricain Larimar Bonilla ont écrit que la vulnérabilité des ouragans de 2017 n'est pas simplement le produit des conditions naturelles ; c'est un État politique et une condition coloniale, alors quelle responsabilité assumons-nous en tant que principaux émetteurs de gaz à effet de serre et principaux développeurs de combustibles fossiles, vous savez, au Canada et aux États-Unis, ainsi que nos rôles dans le colonialisme, l'esclavage et l'extraction des ressources ? La question n'est pas seulement celle de l'adaptation au climat.

Je voudrais également évoquer la justice climatique et la dette climatique : les principaux contributeurs au réchauffement climatique devraient-ils payer pour la reconstruction, les réparations et la restitution, et comment pouvons-nous y parvenir grâce à de meilleures politiques en particulier, comment le tourisme durable, par exemple, pourrait-il faire partie de une solution régionale plutôt qu'une partie du problème ? Le tourisme, en par-

ticulier, continue de bénéficier de géographies inégales de risque et de vulnérabilité, et plutôt que de considérer les récentes catastrophes naturelles comme une menace pour l'économie touristique des Caraïbes, nous pourrions plutôt envisager comment repositionner le tourisme afin qu'il soit moins extractif, moins prédateur, et contribue aux faiblesses d'une région au lieu de les exploiter.

Donc, je veux profiter de l'interruption actuelle des voyages mondiaux comme une opportunité de repenser les formes de reconstruction et de développement durable post-touristique, et l'idée cruciale pour cela est l'idée de tourisme régénérateur et aussi comment cela pourrait être lié à la justice alimentaire et à la souveraineté alimentaire dans la région. Ainsi, après les ouragans Maria et Irma Puerto Rico, par exemple, les gens ont formé ce qu'ils ont appelé des «assemblées populaires» et ils ont combiné des stratégies autour de la justice climatique, de la justice alimentaire et de la justice énergétique par le biais d'organisations telles que l'énergie résiliente de Porto Rico. Ils ont pensé à distribuer des générateurs d'énergie solaire pour créer des micro-réseaux à petite échelle gérés par la communauté.

Ils ont appelé à une reconstruction complète des économies, des relations de travail et des relations avec le monde naturel et les uns avec les autres. Ces types de stratégies critiques de développement alternatif se produisent dans toute la région des Caraïbes. Vous les trouverez en Haïti et en Jamaïque. Les personnes qui demandent ce type de travail et cela pourrait vraiment aider, en particulier les petits États insulaires en développement, à devenir moins dépendants des industries extractives et à créer des communautés plus durables, plus équitables et moins vulnérables face au changement climatique. Ainsi, plutôt que de

reconstruire dans le cadre des politiques de “reconstruire en mieux”, qui ont souvent entraîné des développements à grande échelle, il y a eu une sorte d'explosion des industries extractives, telles que l'exploitation minière et pétrolière, et la construction d'hôtels touristiques à très grande échelle et développements,

J'espère que nous pourrions apprendre de ces projets écologiques passés comment étendre la souveraineté alimentaire des Caraïbes et des pratiques telles que l'agriculture régénérative. Silvoagroforesterie : Culture intercalaire d'arbres sylvopastoraux, utilisation d'arbres tropicaux de base, etc. divers types de jardinage qui s'appuient sur les connaissances et les pratiques horticoles indigènes, et en même temps pour combiner cela avec plus de résilience en l'intégrant à des économies touristiques régénératives, mais aussi des choses comme l'innovation numérique et l'appel à de nouveaux types d'économies du savoir dans les Caraïbes, et je pense qu'il y a lieu de faire valoir qu'elles peuvent être combinées

Vous voyez ces vastes espaces archipélagiques. J'ai récemment été impliqué dans le domaine des études sur les archipels et de la pensée archipélagique dans les Amériques, et pour m'éloigner de notre idée de la pensée continentale dans laquelle nous sommes en quelque sorte piégés et nous considérer comme des archipels de connexion, des archipels de la coopération, la transformation de la politique américaine dans la région, les décisions du gouvernement américain, sont cruciales pour mettre en œuvre une telle vision. Nos liens précoces avec les économies de plantations esclavagistes, les formes préjudiciables de sur-tourisme, les zones franches d'exportation et les industries extractives telles que l'exploitation de la bauxite, nous avons souvent laissé tomber

les peuples des Caraïbes, et maintenant notre consommation de combustibles fossiles est à l'origine des urgences climatiques. Même si les États-Unis bloquent les réfugiés déplacés par le climat depuis des endroits comme l'Amérique centrale et les Caraïbes, nous avons fermé nos frontières. Nous avons expulsé des personnes, dont beaucoup étaient infectées par le COVID-19, les renvoyant dans des conditions dangereuses, donc la faiblesse de la politique américaine conduit à plus de violence, y compris la violence d'État. Plus de trafic de drogue, plus de migrations sans papiers et des violations continues des droits de l'homme dans la région signifient que les Caraïbes méritent mieux et que les États-Unis le méritent. La coopération canadienne, chinoise et africaine et de bonnes politiques pour aider à bâtir des économies prospères sont nécessaires dans la région. La région a besoin de nous tous pour établir des relations plus intelligentes et plus coopératives. Nous devons contribuer à construire la souveraineté alimentaire, les énergies renouvelables, la réparation écologique et la protection du littoral. Équité entre les sexes et justice sociale logement sûr, politiques de migration équitables, préparation aux catastrophes et réduction des risques.

Par exemple, la première ministre de la Barbade, Mia Motley, dans son récent discours aux Nations Unies l'année dernière, a présenté une vision de l'investissement numérique, du renforcement des connaissances et des économies culturelles créatives, ainsi que le type d'économies écologiques régénératrices que j'ai parlé. Tout cela nécessite une coopération autour de la justice climatique internationale. Je crois qu'il y a une demande déjà commencée par les pays de la Caricom et par Haïti pour le paiement immédiat par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'UE des réparations de

l'esclavage et des réparations climatiques, et c'est un argument plus large, auquel je ne donnerai pas les détails ici, mais je pense que c'est un point de départ important. Ce n'est pas une aide; c'est une dette que nous devons déjà, et elle peut aller dans un fonds vert pour le climat des Caraïbes réformé et de nouveaux mécanismes de financement, ainsi que la reconnaissance et la protection internationales des personnes déplacées, également appelées réfugiés climatiques.

Nous devons rejeter la représentation des réfugiés climatiques comme un danger croissant qui inondera nos frontières. En fait, c'est notre mode de vie qui a mis ces personnes en danger et les a exclues de la protection sociale. Je soutiens également que nous devons rejeter la logique coloniale ou néocoloniale qui saute pour reléguer certaines îles à l'extinction et au dépeuplement, vous savez, en disant : "Eh bien, nous ne pouvons tout simplement plus vivre là-bas, oubliez ça", alors même qu'ils regardent ces îles des lieux très propices au développement immobilier de luxe de grande valeur. C'est ce qui s'est passé à Antigua-et-Barbuda alors que Barbuda a été évacuée pendant l'ouragan et que le gouvernement antiguais n'a pas autorisé les gens à y retourner dans ce qui était une forme de propriété foncière collective et a plutôt tenté de l'ouvrir au développement immobilier. Cela exige donc de mettre fin aux projets de développement écologiquement dommageables et aux industries extractives qui détruisent lentement mais sûrement les dernières espèces endémiques et les vestiges écologiques de ces îles. dépendance aux combustibles fossiles et au tourisme, exploitation de la main-d'œuvre et non-durabilité.

Nous devons également rejeter les Caraïbes en tant que plaque tournante logistique où la nature devient une infrastructure mondiale, et je suis

préoccupé par le fait que certaines des initiatives de la ceinture et de la route de la région transforment la nature en infrastructure pour servir la mobilité des investissements en capital, mais pas nécessairement pour aider les communautés et les habitants des Caraïbes . Nous devons imaginer des avenir alternatifs pour toute la région, plus résilients et flexibles, permettant le mouvement des ouragans.

Nous pouvons également ouvrir les frontières et utiliser les technologies de communication pour connecter plus efficacement les personnes à travers la Caraïbe et ses diasporas et faciliter les déplacements entre les lieux en réduisant le coût des déplacements pour les populations locales et les réglementations des déplacements qui les rendent difficiles, ainsi qu'en ouverture des frontières. Enfin, nous pouvons apprendre des projets agroécologiques comment étendre la souveraineté et la résilience alimentaires des Caraïbes grâce à une agriculture régénérative à faible labour. Comme je l'ai dit à travers ces systèmes de jardinage indigènes connus sous le nom de cayuco, un terme arawak, et utilisant des plantes-racines traditionnelles telles que le manioc ou le yucca, j'en appelle à ma propre administration gouvernementale, l'administration Bidden Harris, ainsi qu'aux gouvernements canadien et chinois. et nos partenaires africains, pour apprendre des erreurs de nos soi-disant politiques de reconstruction en mieux, qui ont échoué dans des endroits comme Haïti après le tremblement de terre et ont conduit à la corruption, à la ganja et à la pauvreté.

Développement d'infrastructures de haute qualité en Chine, par Zhi Liu

La première partie porte sur le développement des infrastructures de la Chine au cours des dernières décennies, et la deuxième partie est une question de savoir si la Chine est unique en matière de développement des infrastructures. Je sais que beaucoup de gens dans le monde pensent que la Chine est comme un grand constructeur d'infrastructures, mais voyons à quoi cela ressemble lorsque nous présentons les données. Ensuite, je parlerai brièvement des principaux facteurs qui influencent l'avenir du développement des infrastructures en Chine. Enfin, je terminerai par les enjeux du développement d'infrastructures de qualité.

Comme vous le savez bien, la Chine a traversé plusieurs décennies de développement économique rapide, mais l'image que je montre ici est le taux d'urbanisation en Chine, ce qui signifie que la tendance est tirée par la croissance économique rapide. Comme vous pouvez le voir, au début des années 80, le taux d'urbanisation de la Chine était d'environ 20. Aujourd'hui, selon les nouvelles données du recensement, le taux d'urbanisation de la Chine est de 63 %, mais nous avons encore la moitié du travail à faire pour atteindre le niveau élevé d'urbanisation observé. dans les pays de l'OCDE plutôt qu'en Amérique.

Maintenant, regardons les villes, et la Chine est vraiment belle, et maintenant nous avons un certain nombre de grandes villes et nous avons des villes mecques comme Pékin, Tianjin et Shanghai, mais nous avons aussi un grand nombre de villes avec une population de plus de 5 millions ou plus d'un million, et nous avons un grand nombre de chefs-lieux de comté, donc à l'avenir, nous nous attendons à ce que 15 % de la population devienne urbaine, et c'est donc la projection

que nous avons : 1,13 milliard d'habitants urbains ou 75 % de la population totale d'ici 2050.

Notre équipe a effectué des analyses à l'aide des séries chronologiques des infrastructures chinoises, et j'aimerais que vous prêtiez attention au graphique, qui s'appelle l'élasticité par rapport au PIB et montre de combien le stock d'infrastructures augmente avec un pourcentage d'augmentation du PIB. Nous voyons que toutes les élasticités sont supérieures à zéro, ce qui indique que l'infrastructure augmente un peu pour le PIB, mais certaines infrastructures augmentent à un rythme plus rapide que le taux de croissance économique, et ici nous pouvons voir le train à grande vitesse sur autoroute.

De plus, l'abonnement iPhone mobile, et ce sont les grands pilotes du secteur des infrastructures, et ce sont les données dont nous disposons depuis les années 80 jusqu'à ces dernières années. Maintenant, nous montrons également ici des données sur l'accès aux infrastructures localisées par province, et le point jaune les montre ainsi que le niveau de pourcentage d'actifs autour de 2000, quelques années seulement après 2000, et la preuve du niveau d'actifs ces dernières années. Donc ici on a un service d'eau potable, et on a du combustible propre pour cuisiner, et on a aussi un traitement des ordures et des eaux usées, donc on voit que depuis une quinzaine d'années, l'accès à ce service d'infrastructure localisé est passé à un niveau très proche de 100 %, et c'est donc la réalisation que nous pouvons voir au cours des 15 ou 20 dernières années, et puis voici le chiffre qui est un peu plus frappant, et c'est l'investissement dans les infrastructures par rapport au PIB, et je suggérerais que vous regardez la courbe du haut, et c'est le pourcentage du PIB qui va à l'invest-

tissement dans les infrastructures, à la fois pour le secteur privé et le secteur public, et bien sûr, et bien sûr c'est très élevé.

Tant de gens demanderaient où la Chine obtient l'argent pour construire l'infrastructure. Je soulignerai quelques observations. Tout d'abord, comme vous pouvez le voir, nous divisons l'infrastructure en deux catégories : l'infrastructure interrégionale comme les autoroutes et les autoroutes, la radio et les télécommunications à haut débit et les mises à niveau électriques, et l'infrastructure localisée desservant les colonies et les villes comme le rue urbaine de grande alimentation électrique, eau et assainissement.

Comme en témoignent les données, je viens de vous montrer les images, et nous pouvons voir la réalisation majeure du stock d'infrastructures et aussi des actifs, et nous pouvons également voir que la Chine a été en mesure de maintenir un niveau élevé d'investissement dans les infrastructures, ce qui rend la Chine très unique dans le développement du parc d'infrastructures. Il s'agit d'une étude originale ou de réseaux de données originaux que nous avons récemment, et nous traçons simplement les stocks en structure et par différents types physiques par rapport au PIB par habitant, et chaque point représente un type physique différent. avoir une capacité d'électricité par habitant, nous avons un flux de paiement et nous avons un pour cent de la route pavée ; plusieurs indicateurs ne sont pas des valeurs aberrantes en utilisant les données internationales transnationales de la Banque mondiale.

C'est ainsi que nous voyons la Chine par rapport à un grand nombre de pays. Là encore, nous avons un abonnement téléphonique fixe, nous avons un abonnement cellulaire mobile, et nous

gérons également l'assainissement en toute sécurité. Encore une fois, le point rouge est enterré dans l'épaisseur, donc vous ne voyez pas la Chine comme une exception, et nous avons une analyse statistique, mais je pense que l'approche qui raconte mieux l'histoire a des coefficients d'erreur plus élevés.

Je vais vous montrer quelques chiffres supplémentaires. C'est ce que nous appelons le graphique en baguettes. Une ligne représente un pays, et l'extrémité inférieure des neuf montre le point du pays. Par exemple, l'indicateur d'infrastructure est mesuré par rapport au PIB de la première année, et le point est l'année de fin du niveau d'infrastructure mesuré par rapport au PIB de la nouvelle année. Donc, une ligne montre comment le stock d'infrastructures particulier change au fil du temps avec le PIB par habitant, et encore une fois, j'utilise la flèche pour montrer où se trouve la Chine parce que sur l'image, la ligne rouge est la Chine.

Je dois enlever mes lunettes pour vous dire où se trouve la Chine, et c'est la Chine juste au tournant ici, et puis la ligne rouge est la Chine si vous suivez la flèche pour trouver la ligne rouge, et c'est encore la Chine pour les quatre indicateurs que je montre ici. La Chine n'est pas la valeur aberrante, et les quatre indicateurs suivants montrent le chemin de croissance des actifs ou des stocks d'infrastructures, et la Chine est une fois de plus enterrée dans le sang fixe et la valeur aberrante de ce graphique, indiquant que la Chine a mené le développement des infrastructures au cours des 20 dernières années.

Si nous considérons cela comme un comportement, et que la Chine n'est pas vraiment en ligne, c'est la principale conclusion que nous avons, et

nous soumettons notre article à une revue pro-académique pour mettre en évidence cette histoire. Si nous regardons vers l'avenir, nous avons quelques facteurs principaux qui influencent l'avenir du développement des infrastructures en Chine - la croissance des revenus, bien sûr, est un facteur majeur - et l'urbanisation continue, et maintenant nous avons un indicateur politique majeur - la politique de décarbonisation de la Chine - et la Chine n'est qu'un indicateur

La mégapole se trouve particulièrement dans les régions côtières et côtières orientales maintenant, bien sûr, elles sont confrontées au COVID et à d'autres incertitudes, et nos populations vieillissent rapidement, et nous devons également développer la résilience climatique à l'avenir, et bien sûr, comme tous vous savez, il y a des avancées technologiques dans le secteur des infrastructures. Ce que nous entendons par développement d'infrastructures de haute qualité, je pense qu'il y a quelques éléments. L'un est la fourniture d'un accès universel aux services de base, même si nos indicateurs montrent que l'accès aux services de base est assez décent, mais nous avons encore des localités où ces indicateurs ne sont pas assez bons, nous continuerons donc à faire des efforts sur ce front, et puis le deuxième élément est de répondre aux besoins changeants et diversifiés de la population, et nous devons également atteindre la résilience climatique et protéger l'environnement et l'écologie.

Donc, un défi technique que nous examinons est de savoir comment intégrer la planification des infrastructures tout en faisant progresser l'innovation technologique et institutionnelle et en améliorant la gouvernance du secteur, ce qui est peut-être le plus important, et en Chine mainte-

nant, nous pensons les infrastructures un peu différemment parce que nous sommes confrontés à des changements si rapides et aussi le terme sous-jacent pour le développement futur de l'infrastructure.

Ensuite, on parle aussi d'infrastructures vertes, qui comprennent les parcs de voies vertes, les jardins pluviaux, les chaussées perméables, les bassins de gestion des eaux pluviales, etc. Collectivement, nous appelons cela une "ville éponge". Ce sont donc les infrastructures pour la résilience climatique, et nous avons également une nouvelle infrastructure, qui est l'Internet de l'intelligence artificielle 5G et les centres de données, donc ensemble, cela constitue ce que nous appelons l'infrastructure parce qu'aujourd'hui nous voyons une possibilité que la nouvelle infrastructure puisse réellement aider nous construisons une synergie entre différents types d'infrastructures telles que l'énergie et les transports, les infrastructures économiques et sociales et les infrastructures vertes. C'est donc le genre de concept que nous avons lorsque nous allons de l'avant avec l'élaboration des politiques et aussi la gestion du secteur à l'avenir.

Nous devons donc réfléchir à ce que nous devons faire avec les infrastructures, et nous pensons que pour la production d'électricité, il sera important d'avoir un approvisionnement en électricité très clair. J'entends un mix énergétique d'origine renouvelable ou nucléaire puis électrification de la fourniture et de l'exploitation de l'ensemble des services d'infrastructures ; sans cela, il n'y a aucun espoir d'atteindre l'objectif. La Chine devra également faire face à tous les combustibles fossiles des infrastructures dans la mesure du possible, et nous essaierons également de développer

le carbone par, disons, la foresterie de conservation des terres ou quelque chose de similaire afin d'absorber les émissions de carbone résiduelles qui ne peuvent être évitées dans le l'avenir, mais il reste encore beaucoup à faire. Lorsque nous considérons l'utilisation des terres, comment optimiser l'utilisation des terres, comment utiliser la tarification pour réguler le comportement personnel, et peut-être le plus important, comment organiser le secteur et atteindre l'objectif d'une conférence zéro, cela met en évidence le défi auquel nous sommes confrontés lorsqu'on nous demande d'atteindre la politique de la lettre zéro ; bien sûr, il y a aussi d'autres défis, comme le vieillissement et la façon de gérer l'intelligence artificielle et d'autres choses du genre.

Nouvelles sur ICCCASU 4 tenu à Montréal

Après plus d'un an de planification et d'organi-

UNOHABITAT McGill uOttawa Carleton SSHRC CRSH Springer



Opening Ceremony Cérémonie d'ouverture

8:00 AM ET, 28 July/juillet, 2021
Montreal, Canada



sation, ICCCASU4 s'est tenu virtuellement avec succès à Montréal, au Canada, du 28 au 31 juillet 2021. La conférence a été organisée en partenariat avec ONU-Habitat, l'Université McGill, l'Université d'Ottawa et le Conseil international sur Urbanisation durable canadienne, chinoise et africaine.

Sous le thème « Densité, diversité et mobilité : la ville à l'ère des risques en cascade », ICCCASU4 a examiné les opportunités et les défis de l'urbanisation durable et son impact sur l'économie urbaine, la société et l'environnement, en particulier en ce qui concerne nos populations les plus vulnérables. populations dans une ère post-pandémique. Au cours de la conférence de quatre jours, plus de 200 participants de 39 pays du monde entier ont engagé des discussions sur les thèmes suivants : a) apprendre et se préparer aux crises sanitaires dans les villes, b) préparation et gestion du COVID-19 et du changement climatique dans villes, c) construire des villes plus résilientes dans le monde, d) gestion des risques urbains, et e) vie privée, surveillance, sécurité, gouvernance et bien-être collectif.

ICCCASU4 s'est déroulé dans le contexte sans précédent et unique de la pandémie mondiale de COVID-19, une crise sanitaire qui a transformé notre façon de vivre, de travailler et d'interagir les uns avec les autres. L'ICCCASU a également dû s'adapter à la situation et, pour la première fois, la conférence s'est déroulée principalement en ligne. La cérémonie d'ouverture a commencé à 8h00 le 28 juillet 2021 via le webinaire Zoom.



La cérémonie a été co-organisée par M. Claude Ngomsi, responsable principal de la gestion des programmes à ONU-Habitat (Kenya), et la présidente de l'ICCCASU pour les relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes, Mme Luisa Gomez. Les remarques d'ouverture ont été prononcées par Mme Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat, l'hon. Yuen Pau Woo, sénateur canadien représentant la Colombie-Britannique, l'hon. Claver Gatete, ministre des Infrastructures du Rwanda, Mme Suzanne Fortier, principale et vice-chancelière de l'Université McGill, M. Jean Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (Maroc), M. Peter Guo-hua Fu, président de KFS Architects et professeur à l'École d'architecture Peter Guo-hua Fu (Université McGill), le professeur Matti Siemiatycki, directeur de l'École des villes (Université de Toronto), et le professeur Huhua Cao, Université d'Ottawa et

Annexe | Nouvelles sur ICCASU 4

UNOHABITAT McGill uOttawa Carleton SSHRC CRSH Springer



Dialogue on Housing Access and Affordability
Dialogue sur l'accès au logement et l'abordabilité

10:00 - 11:30 AM ET, 29 July/juillet, 2021
Montreal, Canada



coprésident de ICCASU.

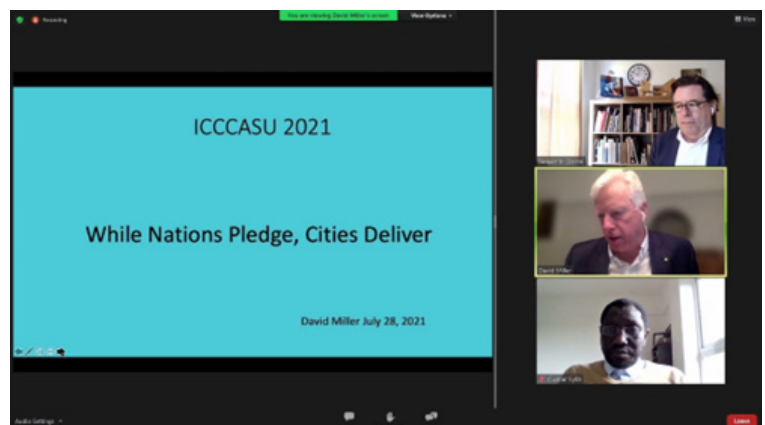
La session principale qui a suivi la cérémonie d'ouverture a été co-animée par le professeur Benjamin Gianni, Université Carleton, M. Allan Cain, Development Workshop (Angola) et M. Rong Yang, ONU-Habitat. David Miller, directeur du directeur de la diplomatie internationale, C40 Cities Climate Leadership Group et ancien maire de Toronto, Leilani Farha, directrice mondiale de l'ONG the Shift et ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au logement, et Oumar Sylla, directeur d'ONU-Habitat Bureau régional pour l'Afrique, chacun a prononcé des discours liminaires perspicaces sur le changement climatique dans les villes, l'abordabilité du logement et la construction de villes résilientes à la COVID-19 en Afrique, respectivement.

La programmation a débuté à 8 h le deuxième jour, avec un dialogue coanimé par le professeur David Covo, Université McGill, et la professeure Denise Piché, Université Laval, sur le thème « Repenser la ville post-pandémie ». Mary Rowe, présidente-directrice générale de l'Institut urbain

du Canada, Vikram Bhatt, professeur émérite, École d'architecture Peter Guo-hua Fu (Université McGill), René Joly Assako Assako, vice-recteur, Université de Douala, et John Zacharias, Université de Pékin, chacun a fait des présentations captivantes et a participé à des discussions stimulantes avec les participants.

La deuxième séance de dialogue portait sur le thème du logement abordable, coanimée par M. Allan Cain, Development Workshop (Angola), et le professeur Benjamin Gianni, Carleton University. Kecia Rust, directrice exécutive du Center for Affordable Housing Finance in Africa, Patricia Roset-Zuppa, vice-présidente Politique de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Anacláudia Rossbach, directrice régionale de l'Alliance des villes d'Amérique latine et des Caraïbes, et Zhi Liu, directeur of China, Lincoln Institute of Land Policy, Peking University ont participé à des conversations réfléchies sur le thème de l'accès au logement.

La troisième journée de la conférence s'est ouverte avec la deuxième session principale le 30





juillet 2021. Elle était co-animée par le professeur Benjamin Gianni, Université Carleton, et le professeur Olivier Dehoorne, Université des Antilles. Mario Polèse, professeur émérite à l'Institut national de la recherche scientifique, Mimi Sheller, doyenne inaugurale de la Global School (Worcester Polytechnic Institute), et Zhi Liu, directeur du programme Chine, Lincoln Institute of Land Policy, Peking University, ont prononcé des allocutions sur le logement abordable, l'élaboration de politiques durables dans les Caraïbes et le développement des infrastructures chinoises, respectivement.

Il y avait un total de six domaines thématiques pour les tables rondes, qui ont eu lieu les jours deux à quatre.

Le domaine thématique 1 : Vers des villes plus

résilientes dans le monde a été coordonné par John Zacharias, Université de Pékin, et Inês Macamo Raimundo, Université Eduardo Mondlane.

- (T1Pa) : Métropolisation et renouvellement urbain était animé par Antoine Beaulieu, Université Laval, et Yombi Ouedraogo, ONU-Habitat. Christophe Dongmo, Fondation Sonna Etienne, Kimberley Wint, Université Carleton, et Aly Sada Timera, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ont présenté leurs recherches.

- (T1Pb) : Le déplacement et le développement rural-urbain a été organisé par Liping Yue, Université du Nord-Ouest, et George Onatu, Université de Johannesburg. Stephanie Loose, ONU-Habitat Burkina Faso, Bing Xue, Technische Universität, Chen Yang, Université de Waterloo, et Liping Yue, Université du Nord-Ouest ont prononcé leurs discours académiques.

- (T1Pc) : Résilience urbaine : de la théorie à la pratique était animé par Bing Xue, Technische Universität Berlin, et Aly Sada Timera, Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Zixin Zhan, Université de Pékin, Yangfan Lin, Collège de l'environnement et de l'écologie, et Anne-Catherin Chardon, École supérieure des métiers de l'im-



mobilier-ESPI ont participé à la discussion et présenté leurs recherches.

- (T1Pd) : Résilience et infrastructures durables a été animé par John Zacharias, Université de Pékin, et Stephanie Loose, ONU-Habitat Burkina Faso. Riad El Jirari Arrach, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme, Thomas Tamo Tatietsé, Institut Universitaire de Technologie FV, et Amy Huangqing Li, Centres de recherche associés pour l'espace souterrain urbain, ont livré leurs recherches académiques.

- (T1Pe) : Résilience urbaine et développement côtier était animé par Amy Huangqing Li, Centres de recherche associés pour l'espace souterrain urbain, et Andrea Brown, Université Wilfrid Laurier. Xueting Zhang et Zhiyuan Xiang, Université de Xiamen, et Lei Liu, Université du Sichuan ont présenté leurs recherches.

- (T1Pf) : L'éducation pour des villes résilientes était animée par Vincent Kitio, ONU-Habitat Kenya, et Laïla Amraoui, Université IBN Zohr. Babatunde Fatai Aigbavboa Ogunbayo, Université de Johannesburg, Ting Du, Université des études étrangères de Beijing, et Jade Sullivan, Université d'Ottawa ont présenté leurs recherches universitaires.

Le domaine thématique 2 : Préparation et gestion de la COVID 19 et des changements climatiques dans les villes a été coordonné par Yangfan Li, Université de Xiamen, et Tonton Mundele, Affaires mondiales Canada.

- (T2Pa) : Covid-19 Breakout and Cities Preparedness a été organisé par Yangfan Li, Université de Xiamen, et Lolita Shaila Safaee Chalkasra, Université d'Ottawa. Douglas Mure-Ravaud Raga, ONU-Habitat Kenya, Kgomotso Jackson Phillip Sebola-Samanyanga, Université de Johannesburg, et Miriam Domingos Ngombe, Develop-

ment Workshop Angola ont participé aux discussions et prononcé leurs discours académiques.

- (T2Pb) : Covid-19 et changement climatique était animé par Tonton Mundele, Affaires mondiales Canada, et Douglas Mure-Ravaud Raga, ONU-Habitat. Ambilola Omolabi, Yaba College of Technology, Kamyar Razavi, Université Simon Fraser, Laïla Amraoui, Université IBN Zohr, et Chalkasra Safaee, Université d'Ottawa ont présenté leurs recherches.

- (T2Pc) : Covid-19 Breakout and Risk Assessment a été organisé par Abimbola Omolabi, Yaba College of Technology, et Dewei Yang, Southwest University. Tianyi Xiao, Université de Tianjin, Antara Tandon, ONU-Habitat Inde, et Shaoyi Wu, Université de Shanghai ont prononcé leurs discours académiques.

Le domaine thématique 3 : Préviation et gestion prospective des risques urbains : gérer l'augmentation de la densité, de la diversité et de la mobilité a été coordonné par David Covo, Université McGill, et Dingping Guo, Université Fudan.

- (T3Pa) : Bâtir des villes inclusives et durables était animé par Philippe Régnier, Université d'Ottawa, et Dingping Guo, Université Fudan. Stephanie Loose, ONU-Habitat Burkina Faso, Alice Nunes, Université Eduardo, et Jerzy Bański, Académie polonaise des sciences ont présenté leurs recherches.

- (T3Pb) : Complexité urbaine et développement urbain était animé par David Covo, Université McGill, et Jerzy Bański, Académie polonaise des sciences. Abdinassir Sagar, ONU-Habitat Kenya, Bingyu Zhao, Université de l'Académie chinoise des sciences, Adiaratou Thiam, Ministère des Affaires foncières de l'Urbanisme et de l'Habitat Mali, et Abdelhamid Benhmade, Université d'Ottawa ont prononcé

leurs discours académiques.

- (T3Pc) : Environnement Confort et Espace Urbain a été animé par Wang Hong, Université de Shanghai, et Adiaratou Thiam, Ministère des Affaires foncières de l'Urbanisme et de l'Habitat Mali. Tong Mu, Université de Tianjin, Asia Lachir, École nationale d'architecture du Maroc, et Hanlin Zhao, Université de Toronto ont présenté leurs recherches.

- (T3Pd) : Villes confrontées à divers défis a été organisé par Fachun Du, Université agricole du Yunnan, et Kamyar Razavi, Université Simon Fraser. Emmanuel Takang, Université de Yaoundé I, Dewei Yang, Université du Sud-Ouest, Mohamed Zhar, Université Hassan II de Casablanca Maroc, et Zixiang Zhou, Université agricole du Yunnan ont présenté leurs recherches académiques.

Le domaine thématique 4 : Vie privée, surveillance, sécurité, gouvernance et bien-être collectif a été coordonné par Claude Ngomsi, ONU-Habitat, et Yuenan Li, Université d'Ottawa, qui a également accueilli

- (T4Pa) : Politique et Développement urbain. Andrea Brown, Wilfrid Laurier University, Xiaoxi Liu, Tsinghua University, Qianning Li, Nanjing University et Atik Mohamed, Université Ibn Zohr ont présenté leurs recherches.

- (T4Pb) : L'analyse théorique et empirique du développement urbain a été animée par Abdelhamid Benhmade, Université d'Ottawa, et Asia Lachir, École nationale d'architecture. Valio Lubunga, FAI Bunia, RD. Congo, Claude Ngomsi, ONU-Habitat Kenya, Yuenan Li, Université d'Ottawa, Gamaliel Mayoussi Kubwarugira, Université Sultan Moulay Slimane, et Anthony Bouyssou Tchekemian, Université de Polynésie Française Faa'a ont livré leurs recherches.

Le domaine thématique 5 : Crises sanitaires dans

les villes : apprendre du passé et planifier l'avenir a été coordonné par Ian Cooper, Emploi et Développement social Canada, et Haotian Guan, Université d'Ottawa.

- (T5Pa) : La santé urbaine à l'ère de la Covid-19 était animée par Ian Cooper, Emploi et Développement social Canada, et Antara Tandon, ONU-Habitat Inde. Raynous Abbew Cudjoe, Université de Shanghai, Thenushaa Ratnasapathy, Université d'Ottawa, et Emmanuel Biririza, ONU-Habitat Kenya ont présenté leurs recherches.

- (T5Pb) : Urban Development in the Post-Covid Eras était animé par Ruibo Han, University of Maryland, et Emmanuel Takang, University of Yaounde I. Jean Pierre Togolo, University of Dschang, Soniya Falahatdoost, Southeast University, et Ines Raimundo, L'Université Eduardo Mondlane a participé aux discussions et a livré ses recherches.

- (T5Pc) : Problème de santé et modèle urbain a été animé par Ines Raimundo, Université Eduardo Mondlane, abd Abdinassir Sagar, ONU-Habitat Kenya. Xiao Xiao, Université de l'Académie chinoise des sciences, et Vitor Pessoa Colombo, École Polytechnique Fédérale de Lausanne ont prononcé leurs discours académiques.

Le domaine thématique 6 : Logement : accès, abordabilité et informalité a été coordonné par Benjamin Gianni, Université Carleton, et Allan Cain, Development Workshop Angola.

- (T6Pa) : Logement abordable et établissement informel a été animé par Benjamin Gianni, Université Carleton, et Atik Mohamed, Université Ibn Zohr. George Onatu, Université de Johannesburg, Kareem Mitchell, Université Carleton et Ziyu Liu, Université du Sud-Est, ont livré leurs recherches universitaires.

- (T6Pb) : Gouvernance urbaine et coût du

logement a été animé par Matti Siemiatycki, Université de Toronto, et Claude Ngomsi, ONU-Habitat Kenya. Allan Cain, Development Workshop Angola, Benoît Mougoue, Université de Yaoundé 1, et Haonan Zhang, Shandong Jianzhu University ont présenté leurs recherches.

- (T6Pc) : Politiques publiques et sans-abrisme a été animé par Allan Cain, Development Workshop Angola, et Benoît Mougoue, Université de Yaoundé 1. Nan Zhou et Ian Cooper, Emploi et Développement social Canada, et Temidayo Aigbavboa Osunsanmi, Université de Johannesburg, ont présenté leurs recherches.

Panel spécial A : Mobilité humaine et tourisme dans la Caraïbe dans le contexte de l'impact socio-économique du Covid-19 : comment les gouvernements s'en sortent-ils ? comprenait quatre tables rondes.

- 1) Tourisme de Croisière : Intérêts et Limites d'un Modèle,
- 2) Impacts du COVID-19 dans les îles des Caraïbes : leçons et perspectives,
- 3) Le dilemme d'Haïti, d'une crise à l'autre, et
- 4) L'impact du COVID-19 sur le tourisme et les mobilités : Approches régionales comparées.

Panel spécial B : Environnement bâti à l'ère post-pandémique - Revisiter les doctrines de planification comprenait deux sessions :

- 1) Initiative communautaire et planification transformationnelle, et
- 2) Aménagement, Mobilité, Cadre Bâti et Développement Immobilier. Le panel spécial C était intitulé Gouvernance locale basée sur les résultats et croissance économique verte régionale et a eu lieu le quatrième jour de la conférence.

Le panel spécial D : Parcs industriels, zones agro-industrielles et transformation urbaine avait

trois panels au total,

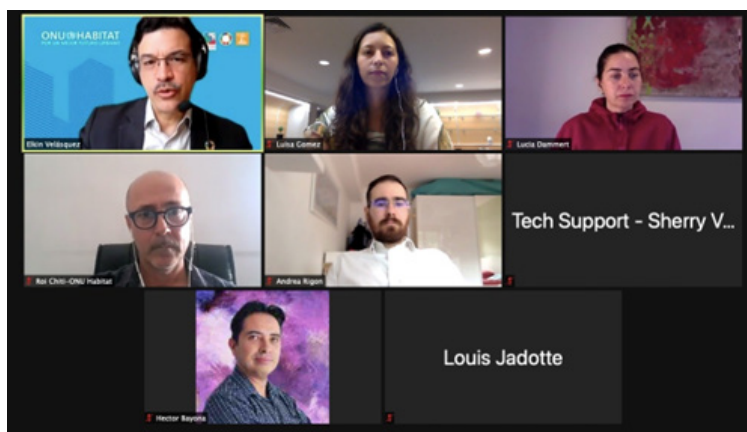
- 1) Expérience d'industrialisation, d'urbanisation et de planification Chine-Afrique et recherche coopérative,
- 2) Développement et planification des parcs industriels chinois à l'étranger le long de l'initiative "la Ceinture et la Route", et
- 3) Expérience de développement de parcs industriels en Chine et en Afrique.

Panel spécial E : Les villes latino-américaines sont-elles inclusives pour les migrants ? était le dernier panel spécial, et comprenait les sessions :

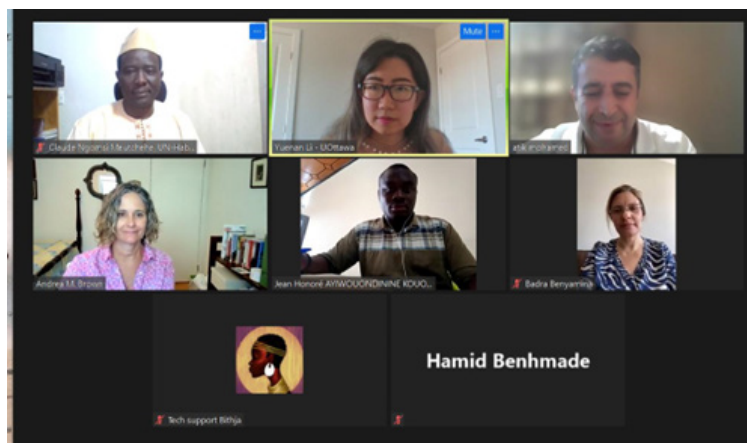
- 1) Villes inclusives en Amérique latine, et
- 2) Urbanité et gouvernance au Brésil.

Le troisième jour de la conférence, un événement spécial intitulé "Impact de l'environnement urbain sur la santé et le bien-être" a eu lieu à 12h00. Elle était présidée par Pamela Carbajal, ONU-Habitat Kenya, qui, avec Zhou Ying, urbaniste, Wuhan Land Use and Urban Spatial Planning Research Center, Kristie Daniel, directrice du programme Livable Cities et chef du bureau local à Ottawa, Health bridge, ont présenté leurs discours académiques.

Enfin, la table ronde a eu lieu le quatrième jour de la conférence. Présidée par Patricia Zander, Université de Strasbourg, la table ronde portait sur le thème « Vers des villes autrement résilientes ? et ont présenté des présentations et des discussions de Geraldine Djament, Université de Strasbourg, Kamala Marius, Université de Bordeaux, et Patricia Zander, la présidente de la table ronde.



Après quatre jours de discussions et de présentations passionnantes, ICCCASU4 s’est terminée le 31 juillet 2021. Malgré les défis sans précédent de COVID-19, la conférence a été un succès retentissant grâce à nos participants. Le comité d’organisation de l’ICCCASU4 vous remercie pour votre soutien et se réjouit de vous voir en 2023.







À PROPOS DE L'ICCCASU

Créée en 2014, la Conférence internationale sur l'urbanisation durable canadienne, chinoise et africaine (ICCCASU) est un groupe de réflexion international d'échange et de coopération sur les questions relatives au développement urbain durable, axé sur le Canada, la Chine et l'Afrique. ICCCASU est une initiative entre le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Université d'Ottawa. Il s'est élargi pour inclure un consortium d'universités canadiennes (Université Carleton, Université de Montréal et Université McGill), ainsi que plusieurs universités chinoises et africaines importantes.

Allant au-delà de la pratique conventionnelle de la coopération Nord-Sud ou Sud-Sud, l'ICCCASU favorise un dialogue triangulaire qui représente au total plus de 30 % de la population urbaine mondiale. Ses conférences et formations biennales, qui tournent entre les trois régions, rassemblent des universitaires, des praticiens, des représentants de la société civile, des politiciens et des décideurs pour partager la recherche et les meilleures pratiques sur l'urbanisation durable au 21^e siècle.

À ce jour, l'ICCCASU a organisé quatre conférences et formations. ICCASU I s'est tenu à Ottawa en 2015 tandis qu'ICCCASU II, en collaboration avec le ministère du Logement et du Développement urbain du Cameroun, s'est tenu à Yaoundé, au Cameroun en 2017. À l'été 2019, ICCCASU III a eu lieu à Chengdu, en Chine, en partenariat avec la Commission nationale du développement et de la réforme du gouvernement chinois. ICCCASU IV a eu lieu à Montréal du 27 juillet au 1^{er} août 2021.

Contactez-nous

COMITÉ D'ORGANISATION DE L'ICCCASU

60, rue Université (030)

Salle Simard

Ottawa, Ontario, Canada K1N 6N5

Courriel : icccasu4@uottawa.ca

TÉMOIGNAGE DE L'ICCCASU

YOUTUBE : <https://bit.ly/33X5WBG>
(Pour la Chine) : <https://bit.ly/2IzHajx>

ABONNEZ-VOUS À NOTRE NEWSLETTER



<https://bit.ly/3oAxlBa>





Financing African Cities - Infrastructure, Land Management and Markets

ICCCASU5

NAIROBI, KENYA (HYBRID)

DECEMBER 10 - 17, 2023

www.icccasu2023.org

icccasu5@uottawa.ca